

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LE ROLE SOCIAL
DES
CAISSES D'ÉPARGNE PRIVÉES
EN FRANCE & EN ITALIE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Mardi 16 Mars 1909, à 2 h. 1/2

PAR

André BOSCH

AVOCAT

Président : M. GIDE, professeur.

*Suffragants : { MM. PERREAU, } professeurs.
 TRUCHY, }*

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1909

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LE ROLE SOCIAL
DES
CAISSES D'ÉPARGNE PRIVÉES
EN FRANCE & EN ITALIE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera présenté et soutenu le Mardi 16 Mars 1909, à 2 h. 1/2

PAR

André BOSC

AVOCAT



Président : M. GIDE, professeur.

Suffragants : { MM. PERREAU, } professeurs.
TRUCHY, }

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1909



Digitized by the Internet Archive
in 2026

BIBLIOGRAPHIE

1^o Ouvrages divers.

BARET. — De l'habitation à bon marché. Marseille, 1904.

BAYARD. — La Caisse d'épargne et de prévoyance de Paris.
Paris, 1900.

BROUILHET. — Les fonctions sociales des Caisses d'épargne et la
loi du 20 juillet 1895. Paris, 1897.

BURNY et HARNAUDE. — Les Caisses d'épargne en Belgique.
1896-1902.

GIDE. — Economie sociale. Paris, 1907.

MABILLEAU, RAYNERI et DE ROCQUIGNY. — La prévoyance sociale
en Italie. Paris, 1898.

ROSTAND (Eugène). — L'action sociale par l'initiative privée.
Paris, Tome I, 1893 ; Tome II, 1898 ; Tome III, 1902.

— Le concours des Caisses d'épargne au crédit agricole.
Paris, 1897.

— La réforme des Caisses d'épargne en France. Première
et deuxième parties. Paris, 1891.

— Une visite à quelques institutions de prévoyance en Italie.
Paris, 1891.

— La réforme des Caisses d'épargne au point de vue régional.
1891.

— L'influence de la réforme des Caisses d'épargne quant à
leur rôle comme centre d'initiative et d'action sociale.

— La question d'emploi des fonds des Caisses d'épargne
ordinaires, 1890.

— Les questions d'économie sociale dans une grande ville
populaire. Paris, 1890.

- ROUQUET. — Les Caisses d'épargne; leur régime ancien et nouveau. Paris, 1896.
- SAY (Léon). — Dix jours dans la haute Italie. Paris, 1896.
- STAMBULESCO. — Les Caisses d'épargne. Paris.
- STEPHAN. — Les Caisses d'épargne populaires en Alsace-Lorraine. 1883.
- TOWNSEND. — History of savings-banks in the United States.
- TRANCHANT. Histoire de la Caisse d'épargne de Lyon. 1901;
(Comité des travaux historiques et scientifiques du
ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts).

2° Revues françaises et étrangères

- Annali del credito e della previdenza*. Roma.
- Annali di agricoltura*. Roma.
- Annali di statistica*. Roma.
- Bollettino di notizie sul credito e la previdenza*. Roma.
- Bulletin du Crédit populaire*.
- Journal des Caisses d'épargne*.
- Revue de Législation comparée*.
- Revue de la Prévoyance et de la Mutualité*.

3° Documents français.

- La Caisse d'épargne et de prévoyance de Reims, 1900.
- La Caisse d'épargne et de prévoyance du Rhône, 1906. Exposition de Milan, 1906.
- Comptes rendus des opérations des Caisses de Lyon, Marseille, Paris.
- Rapport à M. le Président de la République sur les opérations des Caisses d'épargne ordinaires.
- Recueil de documents sur la prévoyance sociale (les Caisses d'épargne, législation et statistique.)
- Tableaux graphiques présentant, à l'occasion de l'Exposition de 1900, l'histoire des fondations et des opérations

des caisses d'épargne, de 1818 à 1899. (Ministère du Commerce et de l'Industrie. Division de l'assistance et de la prévoyance sociale.)

4^o Documents divers.

Statuts des Caisses de Vienne, de Gratz, de Brême, d'Amsterdam, de Stuttgart et de Berlin.

5^o Documents italiens.

a) *Documents généraux.*

Atti della commissione consultativa per il credito agrario.

Bollettino delle casse di risparmio ordinarie. Situazione al 31 dicembre 1907.

Le casse di risparmio in Italia. Esposizione di Milano 1906.

Memoria sulle casse di risparmio ordinarie presentata all' Esposizione di Parigi, 1900.

Riassunto dei rendiconti delle casse di risparmio.

Risultati finanziari delle casse di risparmio ordinarie.

b) *Documents spéciaux à certaines caisses.*

Caisse de Bologne : La Caisse d'épargne de Bologne au 31 décembre 1899. Bilan et notes explicatives pour l'Exposition de 1900 à Paris. Bologne 1899.

— Libretti di previdenza e Credito agrario. Bologne, 1902.

— Brevi cenni sulla Cassa di risparmio di Bologna al 31 dicembre 1905. Esposizione di Milano, 1906.

— Atti della Assemblea generale degli azionisti. Resoconti del 1905, 1906, 1907.

— Cassa di risparmio e Credito fondiario. Situazione dei conti al 31 agosto 1908.

Caisse de Plaisance : Resoconti del 1906, 1907.

— Mémoire présenté à l'Exposition de Plaisance, 1908. Plaisance, 1908.

Caisse de Vérone : Cenni storici. Cassa Civica di risparmio di Verona. Vérone, 1906.

— Bilancio consuntivo dell'anno 1907. Vérone, 1908.

INTRODUCTION

En France, depuis l'ordonnance de 1829, qui affirme pour la première fois le principe de l'adduction forcée des fonds des déposants par l'Etat, les caisses d'épargne privées ont été soumises à un régime de tutelle absolue que la loi de 1893 est venue confirmer sans l'élargir. En Italie, les caisses, nées dans la liberté, se sont développées librement ; la loi de 1888 les a soumises à une surveillance salubre, mais n'a porté aucune atteinte à leur autonomie absolue. Notre pays paraît avoir voulu porter le principe étatiste jusqu'à ses extrêmes limites et l'Italie, considérer la liberté d'emploi comme une condition nécessaire de son développement économique.

Le système de l'adduction forcée a entraîné des conséquences défavorables au développement économique de la France, et a mis l'Etat en face d'une responsabilité sans cesse croissante qui peut présenter pour lui de graves dangers. Le régime libéral a contribué heureusement à la renaissance économique de l'Italie et a prêté à son agriculture, à son commerce, à sa jeune industrie un appui plus précieux que celui de l'Etat.

Cette opposition de vues si absolue entre le système français et le système italien nous a paru intéressante. A la veille de la loi de 1893, des études remarquables d'une documentation très complète ont mis en évidence la

situation fâcheuse créée à nos caisses par le principe étatique et les fruits merveilleux de la liberté d'emploi en Italie. Mais, maintenant que nous jouissons d'un recul plus considérable, maintenant que le vote de la loi de 1893 et son application sont venus confirmer une fois de plus notre principe absolu de l'adduction, il nous a paru intéressant de mettre en parallèle les résultats obtenus par deux pays dont la conception du mode d'emploi des épargnes est si profondément opposée.

Nous avons essayé de rapprocher les rôles joués dans l'économie sociale par nos caisses privées et par les caisses italiennes. Certains de nos établissements d'épargne ont pu, grâce à l'initiative intelligente de leurs administrateurs et grâce aux lambeaux de liberté, que leur accorde la loi de 1893 pour leur fortune personnelle, rendre à leurs concitoyens de réels services, mais, quand nous songeons à l'importance sociale des caisses italiennes, au rôle qu'elles ont su jouer dans l'économie de la nouvelle nation, nous comprenons mieux notre erreur et les dangers qu'elle entraîne.

Il nous est un très agréable devoir de remercier MM. F. Sabran, directeur de la Caisse d'épargne et de prévoyance du Rhône, Thillaye, agent général de la Caisse de Paris, Grigolatti, directeur de la Caisse de Vérone, Niccolò Martelli, directeur de la Caisse de Florence, E. Silvani, directeur de la Caisse de Bologne, Ettore Zangrandi, directeur de la Caisse de Plaisance, pour les renseignements qu'ils ont bien voulu nous donner et pour les importants documents qu'ils ont très aimablement mis à notre disposition.

PREMIÈRE PARTIE

LE ROLE SOCIAL DES CAISSES D'ÉPARGNE PRIVÉES EN FRANCE

CHAPITRE PREMIER

LE RÉGIME FRANÇAIS DES CAISSES D'ÉPARGNE

Emploi des fonds des déposants

La création de nos caisses d'épargne privées ne date que du commencement du siècle dernier. La première en date, celle de Paris, vit le jour en 1818.

Les administrateurs de la Compagnie Royale d'Assurance et quelques actionnaires de cette compagnie se réunirent pour fonder devant notaire, sous la forme d'une société anonyme, une institution d'épargne. La dotation de la caisse était constituée par la Compagnie Royale d'Assurance et était représentée par mille francs de rente 5 0/0. Le taux de l'intérêt payé aux déposants était fixé chaque année par le Conseil des directeurs. Les fonds versés par les déposants étaient employés en achat de rente de l'Etat dès qu'ils permettaient l'achat de 50 francs de rente.

L'exemple de Paris fut rapidement suivi par la plupart des grandes villes de province. En 1819, se fondaient les

Caisses de Bordeaux et de Metz ; en 1820, celle de Rouen ; en 1821, celles de Marseille, d'Aix, de Nantes, de Brest, de Troyes ; en 1822, celles de Lyon et du Havre.

Un grand nombre de ces organismes nouveaux avaient été créés comme de véritables œuvres philanthropiques pour favoriser l'épargne populaire et en rendre le fonctionnement plus aisé. D'autres devaient leur naissance à des conseils municipaux, à des Chambres de commerce ou encore avaient été constitués pour faciliter le développement de Monts-de-Piété.

Nos premières caisses françaises jouissaient d'une liberté presque absolue. Leurs administrateurs pouvaient disposer librement des fonds que leur apportaient les déposants et les employer de la façon qui leur paraissait présenter la garantie la plus grande pour leurs clients.

Cette liberté entraînait d'ailleurs l'absence de toute responsabilité de la part de l'Etat, qui n'accordait aucune garantie aux déposants. D'une façon très générale, les fonds étaient employés en achat de rente sur l'Etat comme nous l'avons vu pour la Caisse de Paris.

Ce système d'emploi, pratiqué par presque toutes les caisses d'épargne, ne devait pas tarder à devenir obligatoire pour elles. L'ordonnance du 3 juin 1829, qui devait être confirmée par la loi du 5 juin 1833, consacrait le principe de l'adduction forcée des fonds des déposants qui durent être remis par les caisses au Trésor public. Celui-ci bonifiait aux caisses d'épargne un intérêt de 4 0/0.

Devant les inconvénients très graves de laisser les caisses d'épargne en relation si directe avec le Trésor public, la loi du 31 mai 1837 décidait de substituer à celui-ci la Caisse des dépôts et consignations.

La nouvelle législation de 1829, de 1833 et de 1837

vient donc modifier profondément la situation de nos caisses d'épargne françaises. Les caisses d'épargne continuent à jouir d'une certaine indépendance dans l'organisation de leur gestion intérieure, mais perdent toute liberté, toute autonomie pour l'emploi des fonds des déposants. Tout en conservant leur nom et leur situation de caisses d'épargne privées, elles deviennent en fait de simples « guichets publics » (1), chargés de recueillir les fonds que leur apportent leurs clients et de les transmettre à la Caisse des dépôts et consignations, organe central, qui doit les employer en rentes sur l'Etat.

Nous essayerons, dans une autre partie de cette étude, de déterminer les principaux inconvénients du système étatiste de l'adduction forcée, mais nous signalerons dès maintenant le danger le plus grave d'une pareille situation. La responsabilité des remboursements, en cas de crise financière (2) ou de panique généralisée, paraît peser sur la Caisse des dépôts et consignations : c'est elle qui devra rembourser aux caisses d'épargne les fonds réclamés par les déposants ; mais, en fait, la véritable responsabilité repose sur l'Etat. La Caisse des dépôts et consignations n'est qu'un simple organe destiné à employer les fonds qu'il reçoit en achats de rente, de bons du Trésor ou en compte-courant au Trésor.

Un système aussi absolu ne devait pas tarder à fournir à ses adversaires des preuves effectives de ses dangers. En 1848, en 1870, les caisses françaises devaient traverser de très pénibles crises que des mesures législatives de circonstance leur permirent seules de surmonter. On essaya d'obvier à ces dangers en abaissant le maxi-

(1) Rapport général au nom du Jury du groupe d'économie sociale, par M. Léon Say. Exposition Universelle de Paris, 1889.

(2) *La Réforme des Caisses d'Epargne françaises*, Eugène Rostand, première et deuxième parties. Paris, 1891.

mun des dépôts pour diminuer la responsabilité toujours croissante de l'Etat. Par la loi du 9 avril 1881, le législateur décida que de simples décrets rendus en Conseil d'Etat pourraient autoriser les caisses d'épargne à ne rembourser les déposants que par fractions de 50 francs et par quinzaine.

Ces diverses mesures ne décourageaient pas les clients des caisses. Devant l'augmentation toujours croissante du chiffre des dépôts, l'opinion publique devait finir par s'émouvoir. Le 21 novembre 1883, M. Hubbard déposait une proposition de loi tendant à régler l'emploi des fonds des caisses d'épargne et à les rendre productifs, qui concluait à donner aux caisses la libre disposition de leurs fonds. Le 2 juin 1887, M. Lockroy déposait à son tour une proposition de loi ; il demandait, pour que les caisses d'épargne puissent concourir à l'organisation du crédit agricole, qu'elles aient le droit d'employer une partie des fonds qui leur étaient versés, le cinquième, en prêts à l'agriculture, à l'industrie ou au commerce. Enfin, le 24 juillet 1887, la Commission de la Chambre des députés déposait un projet de loi qui accordait aux caisses d'épargne le libre emploi intégral sous la seule condition de faire connaître à leurs déposants par leurs statuts la nature de leurs divers placements (1).

Mais la proposition de M. Hubbard, comme le projet déposé par la Commission de la Chambre, présentait de graves inconvénients : passer d'un régime de tutelle absolue à un régime de liberté sans limite risquait de compromettre l'avenir des caisses françaises. Leurs administrateurs seraient-ils suffisamment préparés à un

(1) *Le concours des caisses d'épargne au crédit agricole : applications à l'étranger et modes pratiques de réalisation en France.*
Eug. Rostand, Paris, 1897.

rôle si nouveau? Les partisans les plus autorisés de la cause libérale eux-mêmes pensèrent qu'il importait de limiter cette liberté et de déterminer dans une certaine mesure les divers emplois auxquels pourrait être consacrée une partie des fonds des déposants.

La nouvelle Commission de la Chambre, s'écartant des principes préférés par sa devancière, décidait de réclamer une liberté facultative totale pour la fortune personnelle des caisses, mais limitée pour les dépôts au quart seulement et très nettement réglementée quant aux différents modes de placement. Cette conception sage et prudente de la réforme des caisses devait se heurter bientôt à la volonté très nette de la Chambre de n'apporter aucune modification radicale au *statu quo*. Malgré l'activité des partisans de la cause libérale, le projet de la Commission de la Chambre devait subir un premier échec au Congrès des caisses d'épargne en 1890; la grande majorité des délégués des caisses se prononçait contre toute idée de liberté quant aux dépôts. A la Chambre, le débat fut très long et le projet en sortit profondément modifié. Le Sénat se montra aussi peu réformiste que la Chambre.

Le 20 juillet 1895, la loi était définitivement votée. Les modifications qu'elle apportait au régime de l'emploi des fonds des déposants étaient bien modestes et presque sans intérêt aucun : la nouvelle loi se contentait d'apporter quelques élargissements aux emplois permis à la Caisse des dépôts et consignations. L'article premier décide que la Caisse des dépôts et consignations pourra, à l'avenir, employer les fonds des caisses d'épargne : 1° En valeurs de l'Etat ou jouissant de la garantie de l'Etat ; 2° En obligations négociables et entièrement libérées des départements, des communes, des Chambres de commerce, en obligations foncières et communales du Crédit foncier.

Le système de la loi du 20 juillet 1895 a entraîné pour l'Etat une dette toujours grandissante ; en ne tenant pas compte de la Caisse d'épargne postale, cette responsabilité s'élève à près de trois milliards et demi.

Les 549 caisses d'épargne privées ont acheté pendant le cours de l'année 1903 :

1° En exécution de la loi de 1881 et de celle de 1895 : 2.995 inscriptions de rente, représentant 60.124 francs.

2° A la demande de 11.463 déposants, dont 1.272 possédaient déjà de la rente : 13.545 inscriptions, représentant 84.073 francs.

Au 31 décembre 1903, le solde dû aux déposants par les caisses d'épargne privées était de 3.376.543.517 fr. 64.

Les différents emplois faits par la Caisse des dépôts et consignations se répartissaient ainsi :

50.958.660 fr. de rente 3 0/0 ayant coûté.	1.470.859.154 f. 85	
51.096.405 fr. de rente 3 0/0 amortissable ayant coûté	1.410.338.530	75
40 bons du Trésor à 2 0/0	40 000.000	»
776.477 obligations du Trésor amortissables au moyen d'annuités terminables en 1923 (loi du 20 mars 1902) ayant coûté.	388.238.500	»
1.980 obligations du Trésor à court terme.	49.800.000	»
32.062 obligations chemins de fer 500 fr. 3 0/0.	11.444.099	14
34.216 obligations chemins de fer 500 fr. 2 1/2 0/0	15.160 644	78
35.728 obligations Crédit foncier	17.738.952	»
250.115 fr. 50 de rente 2 1/2 0/0 de l'emprunt du protectorat de l'Annam et du Tonkin	9.122.178	67
172.115 fr. 50 de rente de l'emprunt hellénique 2 1/2 0/0 or 1898.	6.905.358	26
	3.359.607.448	45
Fonds en compte-courant au Trésor.	96.111.259	14
Fonds déposés à la Banque de France (loi du 20 juillet 1895).	5.000.000	»
Total.	3.460.718.677	59

Notre législation étatiste, établie par la loi de 1835, devait limiter le rôle des caisses d'épargne privées dans notre pays.

Les caisses privées se trouvent exactement dans la même situation que la Caisse d'épargne postale ; elles ne sont, malgré leur apparence de caisses indépendantes ou municipales, que de simples intermédiaires chargés de recueillir les capitaux créés par l'épargne populaire et de les remettre à la Caisse des dépôts et consignations, qui doit elle-même en disposer selon les prescriptions très nettement indiquées par la loi.

Emploi de la fortune personnelle des caisses privées.

Mais, si nos caisses privées ont perdu depuis l'ordonnance de 1829 et la loi de 1835 tout espoir de contribuer au développement de l'économie nationale de notre pays ou à l'amélioration des conditions d'existence des classes ouvrières et agricoles, il leur a été possible dans une certaine mesure de ne pas renoncer complètement et définitivement à jouer un certain rôle en utilisant la liberté relative que leur laissait la législation dans l'emploi de leur fortune personnelle.

La fortune personnelle des caisses d'épargne privées est diversement constituée. Ses principales sources sont les dotations, les dons, les legs, les subventions publiques et les bonifications d'intérêt (1).

(1) L'ordonnance du 3 juin 1829 décidait que les caisses pourraient prélever sur l'intérêt bonifié par le Trésor $1/2$ 0/0 au maximum. La loi du 10 juin 1851 oblige les caisses d'épargne à percevoir sur l'intérêt bonifié par la Caisse des dépôts et consignations $1/4$ 0 0 au minimum et $1/2$ 0/0 au maximum. Pendant le courant de l'année 1905, 514

Avant le vote de la loi du 20 juillet 1893, qui est venue régler l'emploi de cette fortune, la question de savoir quels étaient les droits des administrateurs des caisses n'était pas sans présenter de sérieuses difficultés. Les statuts sont généralement muets et ne donnent aucune indication sur l'emploi qu'il convient de faire de cette fortune. On considère, dans le cas de silence des statuts, que le mode d'emploi de ces capitaux doit être le même que celui des fonds des déposants. La loi de 1833 se contente de confirmer ce régime. Le système donne lieu à de nombreuses consolidations : en 1837, le Trésor remet à la Caisse des dépôts et consignations un titre de rente de 4.092.647 fr. soit un capital de 102.000.000 francs (1).

Le décret-loi du 28 février 1852 vient permettre aux caisses d'acheter des obligations du Crédit foncier. Pour les achats d'immeubles, il faut, si les statuts de la caisse sont muets sur ce sujet, un décret rendu en Conseil d'État, et, depuis 1883, le silence des statuts est interprété comme une interdiction absolue.

Des décrets viennent élargir un peu ce système étroit. En 1888, sur la demande des administrateurs de la Caisse de Lyon, en 1887 et en 1890, sur les instances de ceux de la Caisse de Marseille, le Ministre autorise ces caisses à consacrer une partie de leur fortune personnelle en prêts hypothécaires ou en concours à la constitution de Sociétés anonymes de constructions salubres à bon marché (2).

caisses sur 349 ont versé à leurs déposants un intérêt de 3 0/0 sur l'intérêt bonifié par la Caisse des dépôts et consignations de 3,25 0/0. *Revue de Statistique*, 1907.

(1) *La question d'emploi des fonds des caisses d'épargne ordinaires*, Eugène Rostand, Marseille, 1890.

(2) *L'influence de la réforme des caisses d'épargne quant à leur rôle comme centre d'initiative ou d'action sociale*, Eugène Rostand, Paris, 1891.

En 1889, un avis favorable du Ministre du Commerce permet, devant le silence des statuts, aux administrateurs de la Caisse de Marseille de disposer d'un dixième des bonis annuels en fondations utiles : timbres-épargne, prêts sur l'honneur, bibliothèques circulantes, diverses formes de propagande contre les dangers de l'alcoolisme, etc. (1).

Nous avons déjà parlé de la campagne entreprise avec une si grande énergie par les défenseurs de la thèse libérale pendant les années qui précédèrent le vote de la loi du 20 juillet 1893. Nous avons vu que le résultat de cette campagne, quant à la liberté d'emploi des fonds des déposants, avait été presque négatif. Mais les adversaires, même les plus déterminés, de la liberté des caisses d'épargne avaient bien dû reconnaître qu'une liberté facultative et réglementée ne pouvait pas être refusée aux caisses qui la réclamaient pour l'emploi de leur fortune personnelle. Les Caisses de Lyon et de Marseille avaient su démontrer, de la façon la plus probante, par un essai effectif et heureux de certains emplois d'un véritable intérêt social ou économique, que la libre disposition laissée aux caisses d'une partie importante de leur fortune propre ne présentait pas de danger pour les caisses et pouvait rendre de véritables et très réels services aux populations ouvrières ou agricoles de certains grands centres.

La Chambre et le Sénat devaient accepter, malgré leur désir très marqué de ne pas apporter au *statu quo* de modifications radicales, de consacrer une certaine liberté pour l'emploi de la fortune personnelle. Ces quelques dispositions libérales que nous apporte la loi de 1893 ne sont que la consécration légale et bien timide des initiatives intelligentes et heureuses des Caisses de Lyon et de Marseille.

(1) *L'action sociale par l'initiative privée*, t. I et II, Eugène Rostand, Paris, 1892, 1897.

L'article 10 de la loi du 20 juillet 1895 décide que la totalité des revenus et un dixième du capital de la fortune personnelle des caisses d'épargne privées pourraient être employés en bons de Monts-de-Piété ou d'autres établissements reconnus d'utilité publique, en prêts à des sociétés coopératives de crédit, en acquisition d'immeubles salubres à bon marché, en prêts hypothécaires aux sociétés de construction d'immeubles salubres à bon marché, en prêts à des sociétés de crédit qui, bien que ne construisant pas elles-mêmes, ont pour objet de faciliter l'achat ou la construction de maisons de ce genre, et en obligations de ces diverses sociétés.

Une disposition très intéressante du projet de loi, qui devait permettre aux caisses d'accorder de précieux et utiles encouragements à des œuvres de bienfaisance ou d'intérêt social, en autorisant, sous certaines réserves, de modestes allocations, devait disparaître au cours de la discussion. Elle devait être remplacée dans le texte définitif de la loi par une autre disposition qui ne paraît point destinée à rendre de réels services : lorsque le fonds de réserve et de garantie représentera au minimum deux pour cent des dépôts, un cinquième du boni annuel pourra être employé à l'augmentation du taux d'intérêt servi aux porteurs des livrets, sur lesquels le mouvement des retraits et des dépôts, y compris le solde antérieur, n'aura pas dépassé la somme de cinq cents francs pendant le courant de l'année (art. 10).

Une nouvelle extension a été apportée par la loi du 12 avril 1906 aux modes d'emploi autorisés par la loi de 1895. L'article 16 de cette nouvelle loi sur les habitations à bon marché décide que les emplois, autorisés par l'article 10 de la loi du 20 juillet 1895, seront étendus : 1° aux actions des sociétés visées à l'article 6, pourvu que les actions ainsi acquises soient entièrement libérées

et ne puissent dépasser les deux tiers du capital social ;
 2° à des prêts hypothécaires amortissables par annuités au profit de particuliers désireux d'acquérir ou de construire des habitations à bon marché dans les termes de la présente loi. Les diverses facultés d'emploi de fonds, prévues pour les habitations à bon marché par l'article 10 de la loi du 20 juillet 1893 et par le présent article, s'appliqueront dans les mêmes conditions : 1° pour les jardins ouvriers dont la contenance n'excédera pas dix ares ; 2° pour l'établissement de bains-douches destinés aux personnes visées à l'article premier.

La fortune personnelle des caisses d'épargne privées françaises représentait, le 31 décembre 1906, le total de 171.078.548 francs 55. Ce chiffre paraît bien modeste, quand on songe que les fonds des déposants représentent près de 3 milliards et demi ; mais, cependant, même dans les limites étroites déterminées par la loi de 1893, les administrateurs de nos caisses pourraient encore trouver, dans ce lambeau de liberté, le moyen de contribuer utilement à l'amélioration des logements ouvriers et, dans une mesure bien limitée, mais pourtant nullement négligeable, au développement du crédit agricole.

Nous essayerons, dans les quelques pages qui vont suivre, de donner une esquisse des résultats intéressants obtenus par les administrateurs d'un certain nombre de nos grandes caisses, qui ont su, en utilisant le silence des statuts de leur caisse avant le vote de la loi de 1893 et depuis sa promulgation, ses rares dispositions libérales, réaliser une œuvre vraiment utile dans les régions où s'exerce leur activité. Les administrateurs de la Caisse de Marseille, qui ont compté parmi les défenseurs les plus ardents de la cause libérale, ceux de la Caisse de Lyon, plus tard ceux de la Caisse de Paris ont donné aux administrateurs de nos autres caisses un exemple d'initiative

intelligente et, ce qui n'est point sans intérêt devant les objections toujours renouvelées des partisans d'un étatisme absolu, des plus heureux dans leurs résultats positifs et moraux.

Pourtant, malgré ces exemples très intéressants d'initiative locale et privée, les limites que la législation de 1893 pose aux administrateurs de nos caisses sont encore loin d'être atteintes.

Le 31 décembre 1906, la fortune personnelle de nos caisses, était ainsi employée (1) :

			Proportion %.
Rentes (prix d'achat)	29.984.653 f. 77	17	53
Immeubles (prix d'achat).	43.111.189 90	25	20
Valeurs d'Etat ou valeurs garanties par l'Etat	2.032.327 28	1	49
Obligations négociables entièrement libérées (Départements, communes, Chambres de commerce)	7.058.435 37	4	12
Obligations foncières et communales du Crédit foncier.	1.209.323 35	0	71
Habitations à bon marché	3.650.575 08	2	13
Prêts hypothécaires (habitations sa- lubres à bon marché).	1.263.406 01	0	74
Autres valeurs locales	1.526.873 36	0	89
Compte-courant à la Caisse des dépôts et consignations et encaisse. . . .	81.241.764 53	47	49
	171.078.548 55	100	»

(1) *Journal Officiel*, 7 juillet 1908. Rapport au Président de la République sur les caisses d'épargne privées, exercice 1906.

CHAPITRE II

LA CAISSE D'ÉPARGNE DE LYON

La Caisse de Lyon fut fondée en 1822 sous la forme d'une société anonyme de bienfaisance. Ses administrateurs n'ont jamais oublié l'intention première des fondateurs et ils ont tenu à honneur de conserver à la Caisse son caractère particulièrement philanthropique.

Dès 1886, montrant ainsi la voie à ses sœurs, la Caisse de Lyon s'intéressait pour la somme de 150.000 francs à la constitution de la société dite « Société lyonnaise des logements économiques ». L'essai fut des plus heureux ; la première maison construite par la Société des logements économiques ne suffit pas et la Société décidait l'augmentation de son capital. En 1888, le capital était porté à un million ; la Caisse d'épargne contribuait pour 350.000 francs en 1889, pour 625.000 francs en 1890.

L'essor de la Société des logements économiques dépassa les espérances de ses administrateurs : en 1902, elle demandait à rembourser les prêts consentis par la Caisse d'épargne et celle-ci y consentait.

Le Conseil de la Caisse ne devait pas se désintéresser de cette question pour cela. Tout au contraire, il a décidé de construire lui-même dans les meilleures conditions d'hygiène possibles et de conserver la gestion directe des immeubles. Son attention s'est portée, d'abord, sur les cen-

tres les plus manufacturiers. Le Conseil a choisi les types qui lui ont paru les meilleurs : 1^o groupe de quatre appartements à trois pièces ; 2^o groupe de quatre appartements à quatre pièces ; 3^o groupe de deux appartements à quatre pièces (1).

Dans la mesure du possible, on a tâché de réserver une entrée particulière à chaque locataire et un jardin distinct ; le sol de la cuisine est recouvert de grès, celui des autres pièces de linoleum ; les murs sont tapissés ou peints à l'huile au gré des locataires.

La maison de quatre logements revenant à environ 17 ou 18.000 francs, soit 4.500 francs par logement, a permis, en calculant sur un intérêt de 3 0/0 pour le capital immobilisé et sur un pourcentage de 1 0/0 pour les réparations, de consentir des loyers d'environ 180 francs.

La Caisse a construit des immeubles de cette nature dans quatre localités des environs de Lyon, à Bourg-de-Thizy, à Thizy, à Pont-Trambouze et à Cours. Le plan très vaste que s'est proposé la Caisse est en cours d'exécution ; une partie des immeubles sont déjà construits. Ces logements, loués, selon leur importance, par mois ou par an, à des conditions très avantageuses, sont très appréciés par les employés et les ouvriers de ces centres industriels. D'autre part, comme ils se trouvent à proximité de succursales de la Caisse de Lyon, la régie des immeubles est confiée aux caissiers de ces succursales, qui peuvent, sans perte de temps et sans fatigue, percevoir les loyers, surveiller l'entretien des logements et des jardins. Les rapports de ces caissiers sont unanimes à signaler la bonne tenue des jardins et des façades, l'ordre et la propreté des diverses

(1) La Caisse d'épargne et de prévoyance du Rhône, son caractère, son fonctionnement ; mémoire présenté à l'Exposition de Milan, 1906.

pièces des logements qui sont parfois tenus avec une véritable coquetterie.

D'après les renseignements tout récents qu'a bien voulu nous communiquer M. F. Sabran, Directeur de la Caisse d'épargne et de prévoyance du Rhône, et qui complètent le compte rendu très intéressant publié par la Caisse pour l'Exposition de Milan en 1906, l'état des constructions d'immeubles salubres, entreprises par la Caisse pour son propre compte, est le suivant : sont actuellement achevés :

A Thizy	16	logements d'ouvriers à (loyer mensuel)	12 à 17 fr.	
—	3	— d'employés à (loyer mensuel)	35	»
A Bourg-de-Thizy.	10	— d'ouvriers à (loyer annuel).	215	»
—	1	— d'employés —	400	»
A Pont-Trambouze	18	— d'ouvriers —	160 et 180	»
A Cours	4	— — —	240	»
—	2	— d'employés —	400	»

La Caisse a consenti des prêts à des sociétés d'habitations à bon marché (« La Chaumine » 90.000 fr.) et à des particuliers.

Un groupement de vingt mécaniciens et d'employés du P.-L.-M. du dépôt de Lyon-Vaise a demandé pour chacun de ses membres un prêt de 7.300 francs pour la construction d'un logement de cinq pièces. Un terrain de 6.000 mètres carrés a été acheté à un prix moyen de 5 francs et divisé en 20 lots de superficie variable, mais ne dépassant pas 400 mètres carrés, qui ont été attribués à chacun des adhérents du groupe et payés par eux. La Caisse a consenti des prêts individuels destinés uniquement à payer la construction et garantis par une hypothèque prise à son profit sur le terrain qui appartient à l'emprunteur. L'assurance en cas de décès insti-

tuée par la loi du 12 avril 1906 n'est pas obligatoire. La tentative de concession de prêts individuels, sans danger pour la Caisse, puisqu'ils sont garantis par une hypothèque, donne de très bons résultats. Les demandes se font toujours plus nombreuses et beaucoup d'entre elles ne peuvent pas être accueillies par la Caisse d'épargne à cause du manque de disponibilités.

La Caisse de Lyon n'hésita pas, dès 1891, à prêter son concours à deux sociétés de crédit mutuel : celles de Besenay et de Belleville-sur-Saône. Elle leur avança le double de leur petit capital social sous la forme d'un prêt consenti sur la réserve à 2 0/0 d'intérêt. En 1892, deux sociétés du même genre se formaient : l'une à Bois-d'Oingt et l'autre à Haut-Beaujolais. La Caisse d'épargne et de prévoyance du Rhône n'a pas cessé de prêter son appui aux sociétés de crédit agricole. Elle leur a consenti de nombreux prêts.

Tout récemment, d'après les renseignements qui nous ont été très aimablement communiqués par M. F. Sabran, elle a prêté une somme de 320.000 francs à la Société régionale de Crédit agricole du Sud-Est, qui consent des prêts aux caisses locales de la région située au Sud-Est de la France. Les éleveurs de bétail des Alpes et de la Savoie ont bénéficié avantageusement de cette initiative ; il leur était impossible d'emprunter à un taux inférieur à 12 ou 13 0/0, alors qu'il leur est permis de trouver maintenant de l'argent à 4 0/0.

La Caisse de Lyon s'est aussi intéressée à des questions touchant de près à l'agriculture en accordant son appui financier au département en vue d'établissement de chemins de fer d'intérêt local (Amplepuis à Saint-Vincent-de-Rhoins et raccordement du réseau du Rhône à celui de la Saône-et-Loire).

La Caisse a aussi donné son appui à des œuvres d'un caractère philanthropique ; elle a consenti des avances importantes à l'Œuvre d'hospitalisation pour les vieillards, à la Société lyonnaise pour le sauvetage de l'enfance, à l'Œuvre des sourds-muets.

D'autres établissements, comme l'Institut bactériologique de Lyon, l'Université, ont trouvé auprès d'elle un accueil favorable à leurs demandes (1).

L'emploi de la fortune personnelle de la Caisse de Lyon, dont le montant est de 4.600.000 francs, est le suivant :

Sociétés d'habitations à bon marché et prêts individuels	61.000 fr.
Logements économiques.	50.000 »
Habitations à bon marché appartenant à la Caisse et régies par elle	371.000 »
Crédit agricole de Bessenay	5.000 »
Syndicat des Iles d'Ebron	25.000 »
Département du Rhône	525.000 »
Chambre de commerce, Mont-de-Piété, Communes, Université, Institut bactériologique, Œuvres diverses	713.000 »
Portefeuille.	1.470.000 »
Espèces et compte-courant.	580.000 »
Immeubles (Caisse centrale et archives)	800.000 »
	4.600.000 fr.

(1) Compte rendu des opérations, pendant l'année 1907, de la Caisse d'épargne de Lyon. Lyon, 1908

CHAPITRE III

LA CAISSE D'ÉPARGNE DE MARSEILLE

La Caisse d'épargne de Marseille, comme nous l'avons déjà dit, fut une des premières à comprendre qu'il était du devoir d'un tel établissement d'employer une partie de sa fortune personnelle à améliorer le sort des classes de la société qui contribuent à sa prospérité en lui apportant le fruit de leurs économies. Dans les limites bien modestes que leur posaient les lois restrictives de la liberté d'emploi, ses administrateurs ont essayé de faire œuvre utile. Ils ont pensé tout d'abord que l'épargne populaire devait servir à améliorer les conditions mêmes de la vie matérielle des classes ouvrières. Il se présentait plusieurs moyens de réalisation pratique de ce but : ils n'ont pas voulu limiter ces essais à l'un ou à l'autre de ces divers moyens ; ils les ont essayés tous presque simultanément.

Nous tâcherons d'esquisser en quelques pages l'histoire et le résultat de ces diverses tentatives.

Le premier procédé, le premier mode de réalisation pratique, consiste dans le système de la propriété directe. La Caisse construit elle-même les immeubles sans user d'aucun intermédiaire.

Le second moyen consiste à prêter simplement son appui pécuniaire à une société philanthropique.

Le troisième, à venir en aide à une société coopérative¹ de construction.

La Caisse peut encore parvenir, d'une façon indirecte il est vrai, au même résultat par le moyen de prêts hypothécaires à amortissement ou encore en créant une catégorie spéciale de dépôts : les dépôts préservateurs du loyer.

Propriété directe (1).

L'assemblée générale des administrateurs de la Caisse de Marseille, dans sa délibération du 23 avril 1888, décidait de consacrer une somme de 160.000 francs en construction d'immeubles salubres et cette délibération était approuvée par le ministre le 13 août 1888. Cette somme devait servir à construire, dans un des quartiers les plus ouvriers de la ville, le quartier de la Capelette, 18 maisons de famille avec jardins, destinées soit à l'acquisition par annuités, soit simplement à la location.

Cette opération a été étendue et un nouveau décret du 30 juillet 1892 a autorisé la Caisse à employer dans cette opération une somme complémentaire de 305.000 francs.

Nous voyons donc qu'il s'agit ici d'une opération des plus importantes, puisque dans le dernier rapport, celui de 1908, les immeubles construits figurent pour une somme de 459.824 fr. 03.

La Caisse dispose de 104 logements dont, d'après les renseignements les plus récents, 102 sont loués.

Les logements se composent d'une cuisine et de deux ou trois pièces au moins, de façon à empêcher les dangers de la promiscuité familiale ; les logements sont aussi

(1) Eugène Rostand. *Les questions d'économie sociale dans une grande ville populaire* (Marseille). Paris, 1889. *L'Action sociale par l'initiative privée*. Tome I, 1892 ; II, 1897 ; III, 1902. Paris.

Indépendants que possible les uns des autres ; ils sont tous munis du tout à l'égout et d'eau courante — eau filtrée au filtre Pasteur — ce qui, dans les quartiers ouvriers de la ville et avant les travaux d'assainissement, pouvait être considéré comme un véritable luxe.

Les soins que la Caisse a pris à leur construction n'ont point été sans amener d'heureux résultats. Ces habitations ont été très recherchées, les locataires toujours très nombreux ; le revenu des immeubles, malgré la modicité des loyers, toujours suffisant puisqu'il figurait dans le rapport de 1908 pour la somme nette de 11.336 fr. 68.

Mais les indications les plus intéressantes, les plus encourageantes, pour de pareilles tentatives, nous sont fournies par les statistiques de mortalité.

La différence est frappante surtout quand on songe que ces habitations se trouvent dans une des parties les plus ouvrières de la banlieue.

Voici les chiffres que fournissent les statistiques de ces dernières années (1) :

	Proportion ‰ dans la commune.	Proportion ‰ dans le groupe.
1893 . . .	3.2	0
1894 . . .	2.0	1.4
1896 . . .	2.9	1.4
1898 . . .	2.5	1.0
1899 . . .	2.8	1.2
1900 . . .	2.6	1.7
1906 . . .	2.4	1.8
1907 . . .	2.5	0.8

(1) Eugène Rostand, *L'action sociale par l'initiative privée*.
— Comptes rendus des opérations de la Caisse de Marseille pour les exercices de 1906 et de 1907.

*Participation à une Société philanthropique
de construction.*

Le décret du 4 février 1889 autorisait la Caisse d'épargne de Marseille à contribuer pour une part de vingt mille francs, en quarante actions de 500 francs, à la constitution du capital de la Société des habitations salubres et à bon marché de Marseille. Le capital initial de cette société, primitivement de 250.000 francs, fut porté, en 1893, à 350.000 francs.

Elle construisit dans trois des quartiers ouvriers de la ville, les Catalans, la Belle-de-Mai et la Madrague, trois groupes de constructions, comprenant en tout 102 logements.

La Caisse de Marseille a aussi secondé cette société par l'achat d'obligations ; dans le dernier rapport, celui de 1908, celles-ci figurent pour le total de 39.000 francs, représenté par 78 obligations de 500 francs. Enfin, la délibération du 27 février 1907 décide d'assigner sur le revenu de la fortune personnelle de la Caisse en 1906 la somme de 50.000 francs pour souscrire à cent actions libérées dans l'augmentation du capital de cette société et une somme semblable sur le revenu de la fortune en 1907, si l'augmentation de capital décidée par l'assemblée générale de la Société des habitations salubres et à bon marché de Marseille dépasse cette somme de 50.000 francs. L'assemblée générale décidait d'augmenter le capital de 200.000 francs et la souscription de la Caisse d'épargne était mise à exécution dans le courant de la présente année.

L'aide puissante offerte par la Caisse d'épargne a permis à la Société des habitations salubres et à bon marché d'augmenter le nombre de ses immeubles.

*Participation à une Société coopérative
de construction.*

La Caisse de Marseille, grâce à la liberté de disposer d'un dixième de ses bonis annuels, que lui avait reconnue une lettre ministérielle du 16 décembre 1889, en faveur d'œuvres d'épargne, put promouvoir la création d'une société coopérative de construction : la *Pierre du foyer*, au moyen d'une souscription à 80 parts de 50 francs, soit un total de 4.000 francs. Plus tard, elle a prêté son concours à cette même société au moyen de prêts hypothécaires consentis à des taux très modérés et qui figurent dans le dernier rapport pour un total de 23.071 fr.

En 1907, la Caisse, pour montrer l'accueil favorable qu'elle faisait à la bien modeste concession de la nouvelle loi du 12 avril 1906, décidait de souscrire à 384 nouvelles parts de la Société coopérative.

En 1908, l'assemblée générale ordinaire de la *Pierre du foyer* décidait de distribuer pour l'exercice de 1907 un intérêt de 3.50 0/0.

*Prêts hypothécaires individuels pour habitations
de famille.*

Une disposition du décret du 4 février 1889 permettait à la Caisse de faire, dans les limites d'une somme de 70.000 francs, des prêts hypothécaires jusqu'au maximum de 7.000 francs et à un taux de 3.50 0/0. Ces prêts devaient être remboursés par amortissement et consentis aux familles qui préféreraient construire elles-mêmes leur maison. Ce système donna toute satisfaction à la Caisse et, d'une façon générale, les emprunteurs furent très exacts pour le paiement des intérêts ou des primes d'amortissement. En 1907, il a été consenti par la Caisse

deux prêts : le premier de 3.330 francs, le second de 10.300 francs.

Ces prêts hypothécaires figurent au dernier bilan pour la somme de 52.112 fr. 45. Mais il semble que l'activité des caisses d'épargne dans ce sens doive subir un ralentissement des plus sensibles par le vote de la loi toute récente du 31 mars 1908. Cette loi, votée sur la proposition de M. Ribot, autorise des prêts de faveur de l'Etat au profit de certaines sociétés. La loi décide en outre que les opérations faites par les caisses d'épargne en exécution de l'article 10 de la loi du 20 juillet 1895 et de l'article 16 de la loi du 12 avril 1906 pourront être faits au même taux de faveur de 2 0/0. Mais il nous semble bien difficile que cette disposition puisse présenter un intérêt sérieux pour les caisses à un taux aussi minime.

Dépôts préservateurs du loyer.

Ce système consiste à stimuler la formation de dépôts ayant pour but le paiement du loyer au moyen de primes modiques. Le système a été inauguré par la Caisse le 15 janvier 1890. Dans le courant de l'année 1907, 16 dépôts ont gagné de petites primes d'encouragement. Au dernier bilan, nous voyons figurer dix modiques allocations à dix conférences de Saint-Vincent-de-Paul qui versent à la Caisse des dépôts d'épargne majorés de primes (1).

La Caisse de Marseille devait être une des premières

(1) Comptes rendus des opérations de la Caisse de Marseille pour les exercices de 1906 et 1907. Marseille, 1907, 1908.

en France (1) à comprendre le concours utile que les caisses d'épargne pouvaient prêter à l'agriculture en employant une partie de leur fortune personnelle à rendre plus facile le crédit aux cultivateurs. Son éminent président, M. Eugène Rostand, partisan déclaré de la liberté d'emploi, est en même temps un adepte fervent du crédit agricole. En 1890, la Caisse essayait par une assignation d'amener la création d'associations rurales ayant pour but le crédit mutuel. Cette tentative paraissait devoir rester sans réponse : en 1892 et 1893, aucune association ne répondait à cet appel. Mais, le 22 juillet 1894, se formait à Trets, où se trouvait une succursale de la Caisse de Marseille, une coopérative agricole du type Raiffeisen, fondée sur le principe de la solidarité. Cette création devait en amener d'autres ; en 1895, une seconde caisse du même type naissait à Fuveau et la Caisse de Marseille lui consentait, comme à celle de Trets, un prêt de 2.000 francs pour deux ans à un intérêt de 3 0/0. La même année, elle consentait à la Société de Crédit agricole de l'arrondissement d'Aix, créée sur le type Méline, un troisième prêt de 2.000 francs.

Dans le courant des années suivantes, les créations de caisses rurales devaient se succéder, très nombreuses ; nous citerons simplement celle de Salon, celle de Château-Renard, celle de Mallemort, celle d'Eyguières.

Pendant le cours du dernier exercice, il a été consenti trois prêts aux caisses agricoles de Trets, de Pélissanne et de Jouque, pour une somme totale de 5.000 fr. L'ensemble des prêts figuraient au dernier bilan pour 15.225 francs (2).

(1) Eugène Rostand, *Le concours des caisses d'épargne au crédit agricole*. Paris, 1897 ; *L'action sociale par l'initiative privée*, t. II et III. Paris, 1898, 1902.

(2) Comptes rendus des opérations de la Caisse de Marseille, exercices 1906, 1907. Marseille, 1907, 1908.

La Caisse a toujours fait tous ses efforts pour répandre les principes d'épargne dans les classes ouvrières de la cité. Elle a essayé d'amener la création à Marseille d'institutions du genre des penny-banks d'Angleterre ou des banques de pfennigs des grandes villes allemandes pour pouvoir protéger la formation de la minime épargne. Cette tentative n'a pas donné de résultats ; aucun organisme autonome n'est venu remplir cette lacune. La Caisse a tâché d'obvier à cette absence par la création et la diffusion de timbres d'épargne. Le succès ne s'est pas fait attendre ; ces timbres ont été recherchés et les derniers rapports nous offrent les chiffres les plus encourageants ; en 1906, il a été vendu 453.125 timbres, représentant 45.312 francs, en 1907, 419.760 timbres pour une somme de 41.976 francs. Sur ces 419.760 timbres la plus grande partie, exactement 372.030, étaient remis à la Caisse grâce au concours actif des instituteurs. Le système des timbres-épargne sembla donner de si beaux résultats que, tout récemment, le 28 février 1908, M. Paul Bignon venait demander à la Chambre la création d'un timbre national d'épargne, qui serait vendu dans tous les bureaux de tabac et qui serait reçu en paiement à la Caisse Nationale des Retraites, dans toutes les caisses d'épargne et dans les sociétés de secours mutuels. Ce serait la consécration législative d'un système appliqué avec succès par la Caisse de Marseille depuis 18 ans.

Enfin, les administrateurs de la Caisse de Marseille ont tenté, en 1907, un essai des plus intéressants ; s'inspirant d'un système usité depuis longtemps aux Etats-Unis, ils ont décidé de mettre à la disposition de leurs déposants d'élégants coffrets en acier. Ces coffrets, dont la clé reste dans les mains de la Caisse, sont munis d'une fente qui permet à leurs possesseurs d'y glisser des pièces de monnaie de diverses valeurs, même des billets de banque, qui ne

peuvent plus être retirés grâce à un dispositif spécial ; quand le propriétaire désire faire emploi de ses économies, il remet le coffret à la Caisse qui l'ouvre et lui remet un livret. L'accueil fait par le public à cette innovation fut des plus favorables ; dans le courant de la seule année de 1907, le nombre des demandes dépassait 4.200, et la Caisse remettait à ses déposants 730 coffrets, ne pouvant, malgré son activité, répondre à toutes les demandes. Le 22 avril 1908, les déposants avaient reçu 4.723 coffrets ; à la même date, 4.433 coffrets avaient été présentés par leurs possesseurs, amenant la création de 341 livrets nouveaux et le dépôt de la somme considérable de 103.353 francs. Cette tentative, d'origine étrangère comme malheureusement trop d'essais du même genre, est donc intéressante et mérite d'attirer l'attention d'autres caisses soucieuses de développer l'esprit d'épargne chez leurs clients et désireuses de vulgariser de plus en plus dans les classes populaires les idées d'économie (1).

Des encouragements ont été prodigués à un certain nombre d'instituteurs ou d'institutrices, sous la forme de primes modiques, pour reconnaître leur zèle à faire pénétrer ces idées d'épargne parmi leurs élèves ; des almanachs propagandistes de l'épargne ont été distribués en grand nombre dans le public.

Mais la Caisse n'a pas limité ses encouragements au développement de l'épargne, elle n'a pas oublié que l'alcoolisme est l'ennemi le plus déclaré de toute épargne ; elle a essayé par la propagande sous la forme d'almanachs antialcooliques, de maximes inscrites sur les feuilles de ses livrets, de récompenses aux instituteurs,

(1) Comptes rendus de la Caisse d'épargne et de prévoyance de Marseille, exercices 1906, 1907. Marseille, 1907, 1908.

de combattre le fléau. Cette croisade, à laquelle la Caisse a prêté son appui dans les limites bien modestes tolérées par la loi, a-t-elle amené une diminution sérieuse de l'alcoolisme ? Il est bien difficile de répondre d'une façon nettement affirmative ; des dispositions intervenues récemment ont eu, cela est bien certain, un effet sur la consommation de l'alcool. Il est pourtant intéressant de noter que cette consommation, qui était en 1898 de 25.291 hectolitres d'alcool pur, tombait en 1907 à 18.924 hectolitres, malgré une augmentation du nombre des habitants de 80.000 environ.

Mais, dans ce domaine, la Caisse se heurte à tout instant aux dispositions de la loi ; malgré le désir très grand de ses administrateurs de faire servir les bonis réalisés par la Caisse à venir en aide à des œuvres de bienfaisance, il lui est impossible de leur prêter ce concours qui, pourtant, leur serait si nécessaire. Les dispositions de la loi sont trop nettes et, à plusieurs reprises, elle s'est vue dans l'obligation de rayer de ses dépenses de bien modestes allocations à des œuvres philanthropiques.

Dans les limites étroites de notre loi française, la Caisse de Marseille a su mettre en œuvre, d'une façon sage, éclairée, la partie de sa fortune personnelle dont elle pouvait disposer ; en 1907, cette partie représentait 788.838.49, elle en a employé la presque totalité, 683.360 fr. 61 à des entreprises d'un véritable intérêt social. Elle a su montrer que l'esprit d'initiative dans la gestion d'une caisse d'épargne pouvait exister ailleurs qu'à l'étranger ; elle a su laisser deviner ce qu'elle aurait pu faire, ce qu'elle aurait réalisé sous un régime plus libéral.

CHAPITRE IV

LA CAISSE D'ÉPARGNE DE PARIS

Quelques années après les premières et heureuses tentatives des Caisses de Lyon et de Marseille, la Caisse de Paris décidait de suivre leur exemple.

En 1896, le Conseil des Directeurs de la Caisse recevait plusieurs demandes de prêts à longue échéance de la part de diverses sociétés de construction d'immeubles salubres à bon marché. Il choisit, parmi ces diverses propositions, une demande émanant d'une société coopérative de construction ouvrière à capital variable : « Le Coin du feu » (1).

Cette Société s'était constituée à Saint-Denis, sous la présidence de M. Leven, un des grands manufacturiers de ce centre industriel ; elle se proposait de faciliter l'acquisition de leur maison aux petits employés et aux ouvriers, au moyen d'un système d'amortissement d'une durée de 23 ans ; à l'expiration de ce délai, le locataire devenait définitivement propriétaire de sa maison. Elle répondait à toutes les exigences de la loi du 30 novembre 1894, relative aux habitations à bon marché, et du décret du 21 septembre 1893, et se trouvait dans des conditions à permettre à la Caisse de Paris de lui consentir un prêt (2).

(1) Bayard, *Histoire de la Caisse d'épargne de Paris*. Paris, 1900.

(2) Article 10 de la loi du 20 juillet 1893.

La Caisse, pour être définitivement fixée sur la valeur du gage hypothécaire que lui offrait la Société du « Coin du feu », décidait de charger M. le baron Cerise de se mettre en rapport avec le président de cette société et de recueillir tous les renseignements nécessaires.

La Société de construction demandait à la Caisse un prêt hypothécaire de 60.000 francs, mais l'actif réel, qu'indiquait le bilan, ne parut pas suffisant au Conseil des Directeurs qui réduisit le prêt à 40.000 francs. La Caisse recevait 400 obligations du « Coin du feu » de 100 francs ; ces obligations étaient productives d'un intérêt de 3 fr. 25 0/0 net de toute charge ou impôt quelconque et amortissables en 23 ans, selon les règles indiquées dans un tableau joint au titre. La Société de construction prenait, vis-à-vis de la Caisse d'épargne, l'engagement de ne contracter aucun autre emprunt sans le consentement de la Caisse.

La prospérité de la Société « Le Coin du Feu » s'accroissant, et la construction de nouveaux immeubles devenant nécessaire, la Caisse d'épargne portait, en juin 1897, le prêt consenti par elle à 50.000 francs et, au commencement de l'année 1899, à 60.000 francs.

Cette augmentation avait été décidée depuis quelques mois seulement, quand « Le Coin du Feu », qui avait tenu tous ses engagements antérieurs avec une exactitude parfaite, venait solliciter du Conseil des Directeurs de la Caisse un nouveau prêt de 75.000 francs. L'accueil fait à cette demande était favorable et le prêt était consenti aux mêmes conditions que les précédents : « Le Coin du Feu » payait un intérêt de 3 fr. 25 0/0 et s'engageait à amortir en 23 ans.

Une autre société, constituée sur des bases analogues à celle du « Coin du Feu », « Le Foyer », de Colombes, se voyait accorder, à la même époque, un prêt hypothécaire

de 6.000 francs, au taux d'intérêt de 3 fr. 25 0/0, avec la promesse d'un autre prêt s'élevant à la même somme.

Le Conseil des Directeurs s'était souvent trouvé gêné par l'étroitesse des statuts de la Caisse qui ne prévoyaient que deux sortes d'emploi, l'emploi en rentes et l'emploi en immeubles. Dans sa séance du 23 mars 1897, il décidait d'élargir les dispositions trop strictes des statuts primitifs et sa délibération était approuvée par le décret du 11 septembre 1897 (1).

Depuis 1899, la Caisse de Paris a continué à prêter son appui aux sociétés de construction d'immeubles salubres

(1) Voici le texte des statuts primitifs, approuvés par le décret du 6 janvier 1854 :

Paragraphe 5 de l'article 2 :

« ... Le capital du fonds est employé soit en immeubles, soit en rentes sur l'Etat.

« ... Il ne peut être aliéné sans l'autorisation du gouvernement ».

Il a été ainsi modifié en 1897 :

« Le capital du fonds de dotation est placé soit en valeurs d'Etat, ou jouissant de la garantie de l'Etat, en obligations négociables entièrement libérées des départements, des communes, des chambres de commerce, en obligations foncières ou communales du Crédit Foncier, soit en immeubles, dont l'acquisition ou la construction a lieu en vue de pourvoir à l'installation des services de la caisse, soit pour 1/3 du capital et la totalité du revenu, en valeurs locales émanant d'institutions existant dans le département, bons du Mont-de-Piété ou d'autres établissements reconnus d'utilité publique, prêts aux sociétés coopératives de crédit ou garanties d'opérations d'escompte de ces sociétés, acquisition ou construction d'habitations à bon marché, prêts hypothécaires aux sociétés de construction de ces habitations, ou aux sociétés de crédit, qui, ne les construisant pas elles-mêmes, ont pour objet d'en faciliter l'achat ou la construction, et en obligations de ces sociétés.

Le capital ne peut être aliéné sans l'autorisation du gouvernement.

Les délibérations du Conseil des Directeurs relatives aux acquisitions ou aux constructions d'immeubles doivent être soumises à l'approbation du Ministre du Commerce.

à bon marché. De nombreux prêts ont été consentis par elle à ces sociétés.

La société de construction « Le Coin du Feu » a obtenu trois nouveaux prêts en 1899, en 1900 et en 1901, pour les sommes respectives de 25.000, 50.000 et 50.000 francs ; le 9 mai 1900, un nouveau prêt de 6.000 fr. était consenti à la Société « Le Foyer » de Colombes.

Enfin en 1907, la Caisse de Paris adoptait un nouveau mode d'encouragement pour la construction de maisons salubres. Elle décidait de participer à la constitution du capital d'une société de construction de maisons salubres à bon marché en souscrivant à 100 actions de 500 francs.

D'après les renseignements tout récents que M. Thilaye, agent général de la Caisse, nous a très aimablement communiqués, nous pouvons dresser pour les prêts hypothécaires consentis par la Caisse de 1897 à 1907 le tableau suivant :

Nombre de Sociétés	Nombre de prêts	Dates des contrats	Montant des prêts
1	6	21 janvier 1897.	40.000
		24 juin 1897	10.000
		2 mars 1899.	10.000
		27 juillet 1899	25.000
		19 février 1900	50.000
		19 septembre 1901	50.000
1	2	4 octobre 1899.	6.000
		9 mai 1900	6.000
1	4	22 avril 1902	13.000
		28 juin 1902	14.000
		27 décembre 1904.	40.000
		9 novembre 1906.	43.000
1	1	27 février 1903	22.500
1	1	28 août 1903	8.000
1	3	23 janvier 1904.	40.000
		5 août 1904	30.000
		29 janvier 1906.	3.000

		25 août 1904	5.000	} 50.000 fr.
1	4	26 octobre 1904. . .	7.000	
		15 janvier 1906 . .	20.000	
		4 octobre 1906. . .	18.000	
1	1	28 novembre 1903. .	20.000	20.000 fr.
8	22			480.500 fr.

Nous venons de voir les résultats intéressants auxquels étaient arrivées trois de nos grandes caisses privées françaises.

Dans le domaine de l'emploi des fonds des déposants, notre législation presque séculaire bientôt ferme la porte à toute tentative vers un régime plus décentralisé. Malgré la campagne entreprise depuis les années qui précédèrent la loi de 1893, les dispositions de la loi sont impératives et s'imposent à toutes les caisses. Mais l'énergie des promoteurs de cette campagne, les preuves tirées de l'état de choses existant dans les pays les plus voisins de nous ont eu pour effet d'obliger leurs adversaires à leur consentir quelques concessions. Si ces concessions sont bien minimes, il n'en est pas moins vrai que leurs résultats sont tangibles ; nous avons vu que les Caisses de Paris, de Marseille et de Lyon ont su tirer un parti sérieux de ces lambeaux de liberté. Elles ont montré le chemin aux autres caisses et, si certaines d'entre elles ont préféré aux bénéfices d'une initiative éclairée la tranquillité un peu égoïste souvent d'une tutelle absolue, il en est qui ont compris que leur devoir était de tâcher de faire servir au moins une partie de leur fortune personnelle à satisfaire certains besoins de ces classes laborieuses qui contribuent à la for-

mation de cette fortune en leur apportant leurs modestes économies.

Les chiffres du rapport de 1906 au Président de la République nous montrent que le mouvement, bien loin de s'arrêter ou de reculer, s'accroît au contraire chaque année.

Pendant le courant de l'année 1903, dix-sept caisses d'épargne consacraient à la construction d'habitations à bon marché et salubres la somme de : 1.780.893. fr. 04 ; dans le courant de 1904, vingt-quatre caisses, au lieu de dix-sept, dépensaient pour ce même but la somme de 2.345.253 fr. 95, soit une augmentation en 1904 de 564.360 fr. 91. Sept nouvelles caisses effectuaient des placements de ce genre : celles de Briey, de Dreux, de Mont-de-Marsan, de Nantes, de Nogent-sur-Seine, de Saint-Calais et de Saint-Étienne (1).

Parmi celles qui avaient déjà effectué des placements en immeubles salubres, il en est qui n'ont pas hésité à y consacrer des sommes importantes.

Nous citerons les principales :

Chartres	303.459 f. 16
Compiègne	249.624 73
Blois	110.493 16
Béziers	114.204 72
Troyes	83.724 28
Abbeville	84.803 53
Neufchâtel	82.149 12
Alençon	71.048 47

(1) Rapport au Président de la République Française sur les opérations des caisses d'épargne ordinaires pendant l'année 1904. Paris, 1906. — Caisses d'épargne ordinaires. Tableaux et graphiques. Exposition de Paris, 1900.

Dans les limites si strictes de la loi, nos caisses ont donc déjà rendu au pays en général et aux classes ouvrières en particulier des services sensibles. Il ne nous semble pas que, même en ne supposant pas une modification législative d'ailleurs bien improbable, tout soit dit dans ce domaine. Les chiffres nous montrent une progression sensible et nous permettent d'espérer des progrès nouveaux. L'exemple des plus hardies sera pour les timides un stimulant à faire mieux.

Mais, pourtant, quand nous aurons étudié les résultats heureux, presque surprenants, que nous offrent d'autres pays qui jouissent de la liberté d'emploi, nous sentirons davantage les inconvénients de cette tutelle étroite que l'État fait peser sur nos caisses.

CHAPITRE V

ÉTUDE CRITIQUE DU SYSTÈME ÉTATISTE FRANÇAIS

La loi de 1893 est venue accorder aux caisses d'épargne privées ce qu'elle ne pouvait pas leur refuser devant les revendications si logiques des partisans de l'autonomie relative des établissements d'épargne. Nous venons de voir que nos grandes caisses de Lyon et de Marseille n'avaient pas attendu la nouvelle législation pour disposer avec l'autorisation ministérielle d'une partie de leur fortune personnelle. Les administrateurs de la Caisse de Marseille devaient même trouver dans la loi de 1893 des dispositions restrictives de leur activité antérieure, puisque toute libéralité leur devenait interdite. Mais, si le vote de la loi de 1893 apporte quelques tempéraments à la rigueur de la législation de 1833, la question de l'emploi des fonds des déposants demeure entière : la loi décide d'une façon absolue que tous les fonds sans distinction doivent être remis à la Caisse des dépôts et consignations pour être employés, d'une façon presque absolue, en achats de rente sur l'Etat.

Un système aussi dépourvu de toute souplesse devait naturellement rencontrer des adversaires déterminés et actifs ; il devait appeler une campagne de presse énergique. Pendant les années qui précédèrent le vote de notre nouvelle législation, de 1883 à 1895, nous assis-

tons à une attaque très sérieuse de notre principe si absolu d'adduction forcée des fonds des déposants à l'Etat. Cette campagne, dont M. Rostand fut un des premiers promoteurs, trouve un écho profond dans le pays. MM. Léon Say, Paul Leroy-Beaulieu, Block, G. Picot, Levasseur lui prêtent généreusement l'appui de leur talent et de leur parole. Le mouvement de plus en plus vif, de plus en plus net, se généralise rapidement. La presse quotidienne s'émeut et témoigne une préférence très nette pour la cause libérale (1).

En 1888, la délégation des caisses d'épargne privées se prononçait dans un sens favorable à une liberté limitée et réglementée (2). La Commission de la Chambre des députés adoptait en 1889 une formule semblable. La cause de la liberté d'emploi paraissait donc avoir fait de très grands progrès et il semblait permis d'espérer que la discussion parlementaire donnerait le jour à une loi relativement libérale. Cette attente devait être déçue, comme nous l'avons vu, par les modifications si profondes, si radicales, apportées par la Chambre et confirmées par le Sénat. La cause du système d'adduction forcée des fonds à l'Etat qui paraissait gravement compromise, cette cause dont les avocats semblaient être rares, triomphait aisément à la Chambre au cours de la première discussion. Quelles sont les causes qui pouvaient avoir contribué à entraîner un changement, à première vue, si profond ? Les arguments invoqués par les

(1) Citons parmi les très nombreux journaux favorables à la thèse de la liberté facultative et limitée au quart des dépôts : *Le Temps*, *Le Journal des Débats*, *Le Siècle*, *L'Univers*, *Le Figaro*, *L'Indépendance Belge*, *Le Messager de Paris*, *L'Economiste Français*, etc.

(2) Eugène Rostand. *La Réforme des caisses d'épargne françaises*, première et deuxième parties. Paris, 1891 ; *Le concours des caisses d'épargne au crédit agricole*. Paris, 1897.

partisans de la liberté n'avaient-ils pas toute l'importance qu'on leur avait attribuée? Est-ce que les démonstrations, que ces derniers avaient cru pouvoir tirer des exemples que nous offrait l'étranger, n'avaient pas été exactes dans leurs conclusions? Fallait-il attribuer l'échec de cette tentative de réforme à des avantages réels du système d'adduction?

La situation économique qu'entraîne pour nos caisses d'épargne privées la législation de 1833, confirmée par la nouvelle loi de 1893, nous paraît présenter de graves dangers. Ce système absolu, qui s'impose à toutes nos caisses et qui « les fait toutes passer sous le niveau égalitaire de la servitude de l'Etat » (1), engendre des inconvénients et des périls que nous allons essayer de résumer.

Est-ce à dire que le régime étatiste en lui-même ne présente aucun avantage réel? Nous n'irons pas jusque-là; nous pensons, malgré toute notre préférence pour le système libéral, que l'idée d'adduction absolue ne mérite pas d'être rejetée sans examen.

Le principe qui réserve à l'Etat et à lui seul les capitaux formés par l'épargne populaire donne au crédit national un appui que nous ne devons point négliger. Si nous écartions les inconvénients que certains abus toujours trop nombreux ont pu entraîner, si nous nous plaçons dans des conditions économiques et politiques différentes de celles dans lesquelles se trouve notre pays, nous sentirions peut-être moins vivement les dangers d'une doctrine aussi étatiste; nous n'estimerions pas si lourde la rançon demandée pour cet appui prêté à notre crédit national. Un pays voisin, dont nous viennent généralement des exemples de législation libérale, l'Angleterre, a

(1) Léon Say. Rapport général au nom du jury du groupe de l'Economie Sociale; Exposition Universelle de Paris, 1889.

conservé dans ses lois ce principe de l'adduction forcée des fonds des déposants ; il a continué, comme nous, à faire servir ces capitaux toujours disponibles à l'achat de consolidés nationaux, mais il a su aussi ne pas stériliser complètement ce système en ne le faisant servir qu'à l'accroissement de la dette nationale, et il a su lui donner une véritable portée économique, politique, en en faisant au contraire l'instrument d'une diminution rapide de cette dette (1).

Mais, malgré certaines situations exceptionnelles, comme celle de l'Angleterre, ce principe nous paraît demeurer trop dangereux dans ses applications. Pour l'apprécier, nous n'oublions pas que nous devons songer à nos caisses françaises, aux conditions économiques et politiques dans lesquelles elles se trouvent.

Le système centraliste français présente des dangers pour les déposants, pour les caisses, mais les conséquences qu'entraîne son application sont surtout très fâcheuses pour l'Etat et ont une répercussion très grave sur le développement de l'économie nationale de notre pays.

Dès 1830, les déposants de nos caisses privées voyaient leurs épargnes sérieusement compromises par la crise douloureuse que traversait la France. En 1848, le gouvernement dut avoir recours à des mesures législatives de circonstance pour faire face aux événements ; le décret du 7 mars 1848 vient porter le taux de l'intérêt à 5 0/0 pour essayer d'arrêter le nombre toujours croissant des retraits. Il fallut bientôt se décider à limiter les remboursements à 100 francs par livret et à offrir la con-

(1) Dans un chapitre annexe de ce travail, nous résumons très brièvement les principes appliqués en Angleterre pour l'emploi des fonds des caisses d'épargne.

version du reste en bons du Trésor pour une moitié et en rente sur l'Etat pour l'autre.

L'enseignement qu'aurait pu retirer le législateur de la pénible expérience de la crise de 1848 ne devait point porter de fruits. En 1870, devant l'importance des retraits, le gouvernement se trouve encore obligé d'intervenir par des décrets et par des lois pour limiter et reculer l'exigibilité des dépôts.

La question de l'exigibilité nous paraît être la plus grave pour les déposants. En 1870, la responsabilité de l'Etat se trouvait engagée pour environ 700 millions ; mais cette responsabilité a pris depuis des proportions bien autrement inquiétantes ; la dette exigible de l'Etat envers les déposants des caisses privées (sans parler de la Caisse postale) atteint près de 3 milliards et demi. Le législateur, pour conjurer les dangers que présente l'exigibilité immédiate d'une somme considérable, n'a pas hésité à limiter par la loi du 9 avril 1881 les remboursements à vue à 50 francs ; mais cette mesure est encore trop large pour offrir à l'Etat un délai suffisant et il pourrait, malgré le secours de la clause de sauvegarde, se trouver dans l'obligation de rembourser une somme de 400 ou de 500 millions par mois.

Les partisans de la liberté d'emploi ont peut-être un peu trop poussé au noir la situation créée aux déposants par l'adduction forcée à l'Etat. On a confondu trop souvent la question de sécurité avec la question d'exigibilité. Attaquer le régime d'adduction, parce que la seule garantie des déposants est l'engagement pris par l'Etat de rembourser les sommes versées à la Caisse des dépôts et consignations, nous paraît un peu excessif. Le titulaire d'un livret de caisse d'épargne jouit de la même garantie que le porteur d'un titre de rente sur l'Etat et il ne nous semble pas qu'il ait

à concevoir de craintes sérieuses pour le paiement régulier de ses intérêts.

La responsabilité qu'encourt l'Etat en absorbant le fruit des épargnes populaires est lourde puisqu'elle représente un total de près de 3 milliards et demi, mais cette responsabilité nous paraît beaucoup moins impressionnante quand nous songeons aux engagements beaucoup plus considérables contractés par l'Etat envers les nombreux porteurs de ses titres de rente. Le paiement des intérêts pour ces dépôts, si importants soient-ils, ne nous paraît pas pouvoir être sérieusement compromis ; le véritable danger est dans la nature très particulière de ces capitaux. Ces fonds, qui restent, même avec la clause de sauvegarde, remboursables à vue pour une part considérable, sont employés par la Caisse des dépôts et consignations en achats de rente dont le remboursement ne peut jamais être exigé. La contradiction est trop évidente pour qu'il soit nécessaire d'y insister plus longuement. En cas de crise, en cas de guerre, la plupart des déposants, dont pour beaucoup les fonds représentent toute la fortune, vont se presser aux guichets de nos caisses pour demander le remboursement. Nous sommes persuadé que, grâce au bénéfice de la clause de sauvegarde, les caisses pourront faire face à ces demandes ; mais il n'en reste pas moins que la crise sera douloureuse et qu'une conception plus large et plus décentralisée de l'emploi des fonds des déposants aurait pu l'atténuer ou même la conjurer.

Une autre question se pose qui intéresse aussi très directement le déposant : quel sera l'effet du régime d'adduction forcée sur le taux de l'intérêt bonifié par les caisses ? Le système de l'emploi exclusif en rente entraîne une relation très étroite entre le taux bonifié aux caisses d'épargne par la Caisse des dépôts et consignations et le

cours de la rente. Pendant la discussion de la loi de 1895, on est allé jusqu'à parler à la tribune de 2 1/2 0/0 et de 2 0/0 (1).

Ces craintes ne devaient pas se réaliser et, d'une façon générale, l'intérêt bonifié par nos caisses à leurs déposants n'est pas descendu au dessous de 3 0/0 (2). Il ne nous paraît pas très sage de fonder de trop grands espoirs sur un changement de législation : les caisses françaises, si elles jouissaient d'une autonomie complète, donneraient-elles à leurs déposants un intérêt plus considérable ? Une solution absolue de la question nous paraît difficile et dangereuse. Si les caisses d'épargne jouissent de la liberté d'emploi, la bonification d'intérêt qu'elles verseront à leurs clients suivra d'assez près les variations du taux de l'escompte et celui des prêts fonciers à longue échéance (3). On a fait remarquer, et l'observation nous

(1) Discours de M. Germain à la Chambre le 29 octobre 1890.

(2) Depuis le 1^{er} janvier 1896, l'intérêt fixé par le décret du 27 octobre 1895, payé par la Caisse des dépôts et consignations, a été de 3,25 0/0.

Les caisses ont le droit de percevoir une commission de 0,25 à 0,50 0/0.

Pendant le cours de l'année 1905 :

514 caisses ont accordé un intérêt de				3 0/0.
30	—	—	—	2,75 0/0.
3	—	—	—	2,90 0/0.
2	—	—	—	2,95 0/0.

Revue de statistique, 1907.

(3) Nous signalons une objection des partisans de l'adduction forcée : les caisses d'épargne italiennes, si prospères, ont abaissé, durant ces vingt dernières années, le taux de l'intérêt bonifié à leurs déposants ; souvent ce taux est inférieur à celui bonifié par nos caisses françaises. N'est-ce pas là la preuve que notre système peut présenter certains avantages, même pour les déposants ? Nous répondrons que ce changement n'a rien qui doive surprendre. Cet abaissement du taux de l'intérêt devait se produire ; il est jusqu'à un certain point le résultat

paraît intéressante, que les clients des caisses autonomes et libres sont mieux à même de comprendre les raisons qui peuvent entraîner la baisse progressive de l'intérêt bonifié, puisque celui-ci suit, relativement de près, les variations du taux de l'escompte.

Quels sont les effets de la législation de 1835 sur la vie et le développement de nos caisses privées ? Ici encore, les inconvénients et les dangers du régime d'adduction sont manifestes. Nous pensons que l'Etat a le droit et même le devoir d'apporter un soin tout particulier à la surveillance des établissements d'épargne ; les fonds confiés à ces institutions sont trop précieux par leur caractère pour qu'ils soient exposés à pouvoir être compromis par les erreurs ou les fautes d'administrateurs incapables ou imprudents. Mais la rançon que l'État exige des caisses privées, comme contre-partie de la garantie qu'il leur accorde, est bien lourde ; les caisses se trouvent soumises à une tutelle des plus absolues ; elles deviennent, malgré leur titre de caisses privées, de simples organismes destinés à recueillir les épargnes de leurs clients et à leur transmettre un intérêt qu'elles reçoivent de la Caisse des dépôts et consignations. Leurs administrateurs risquent de devenir de simples machines à signatures et voient leur esprit d'initiative en conflit perpétuel avec la lettre étroite de la loi.

d'un des heureux effets des caisses : l'organisation rationnelle du crédit. Nous ajouterons que les administrateurs des caisses italiennes ont toujours fait tous leurs efforts pour arriver à rendre le crédit plus accessible à tous. Enfin, il ne faut pas oublier que ces caisses accordent un très généreux appui à de nombreuses œuvres de bienfaisance et d'intérêt public. Il y a là, pour nos habitudes françaises, une conception peut-être un peu particulière du rôle des caisses d'épargne, qui peut nous surprendre légèrement, mais que nous ne devons pas oublier.

~ Notre régime français n'a pas seulement un effet anémiant sur l'activité des administrateurs de nos caisses d'épargne, mais présente aussi de sérieux dangers pour l'avenir de leur développement matériel.

M. Charles Gide a signalé l'infériorité réelle dans laquelle se trouvent nos caisses françaises en face de leurs sœurs étrangères ; les chiffres sont éloquentes. Citons quelques indications statistiques (année 1902) :

Pays.	Proportion pour 100 hab.	Total des dépôts. Millions de frs.
Danemark.....	50,91	1.031
Suède.....	33,76	773
Belgique.....	29,73	750
France.....	29,» »	4.390
Prusse	26,28	8.410

Faut-il voir dans cette infériorité de nos caisses l'indication que l'esprit et le goût de l'épargne est moins répandu en France qu'à l'étranger ? Nous ne le pensons pas. La faculté d'épargne de notre peuple a peut-être souffert d'un excès d'éloges ; mais, même si cette faculté était un peu moins développée en France, cette différence ne nous semblerait pas suffisante pour expliquer cet écart. Des causes multiples peuvent entrer en jeu : le caractère agricole d'une grande partie de notre population, le morcellement très accentué de la propriété foncière, le grand nombre des porteurs de petits titres de rente. Mais il ne nous semble pas douteux que le régime de nos caisses a, ici encore, une répercussion profonde, que nos établissements d'épargne, par leur caractère, ne se trouvent pas dans une situation favorable à leur développement et qu'ils souffrent de ce système de tutelle absolue.

Les inconvénients du régime français sont encore plus

frappants, si l'on considère le développement de la fortune personnelle des établissements d'épargne. Les bénéfices des caisses sont constitués par la différence entre l'intérêt bonifié aux caisses par la Caisse des dépôts et consignations et celui bonifié par les caisses à leurs clients.

Les bénéfices ont été : en 1890.....	4.108.300 f. 94	
1900.....	2.367.567	»
1904.....	931.833	»
1906.....	4.142.288	» (1).

Dans ces conditions, les caisses françaises voient leur fortune personnelle augmenter très lentement. Au contraire, certains grands établissements d'épargne étrangers peuvent se constituer un fonds de garantie si considérable que toute crise devient en fait impossible.

Voici quelle était en 1900 la situation des caisses de Milan, de Paris, de Lyon et de Marseille (2) :

	Dépôts.	Fortune personnelle.
Milan.....	597.000.000	88.796.000 francs.
Paris.....	135.000.000	6.431.000 —
Lyon.....	92.000.000	4.211.000 —
Marseille...	61.000.000	3.054.000 —

Les caisses d'épargne françaises et leurs déposants ne sont point les seuls à souffrir de la centralisation excessive qui caractérise le système étatiste ; notre commerce, notre industrie, l'économie nationale du pays tout entier sont affectés d'une façon très sensible par notre

(1) *Journal Officiel*, juillet 1908. Rapport au Président de la République sur les caisses d'épargne privées. Exercice 1906.

(2) Charles Gide. *Economie sociale*, Paris, 1907.

principe si étatiste qui régit le mode d'emploi des fonds de nos caisses d'épargne. Nos cinq cent quarante-neuf caisses privées et leurs très nombreuses succursales forment sur toute l'étendue de notre territoire une organisation très complète, dont le but unique est d'absorber les capitaux créés par l'épargne des classes laborieuses pour les faire servir à l'absorption de titres de rente nouveaux. La loi ne connaît pas d'exception et nos caisses coloniales voient, comme celles de la Métropole, les fonds versés par leurs déposants servir à l'achat de rentes de l'État. Dans les grandes villes, comme dans les villages, les caisses d'épargne ou leurs succursales viennent absorber ces embryons de capital dans un intérêt d'État et pour ne plus jamais les rendre, même sous une forme indirecte, aux régions qui les ont créés. M. Leroy-Beaulieu a dit de notre régime français : « Supposez l'atmosphère pompant toute l'humidité qui se produit dans toutes les localités et ne la restituant jamais sous la forme de pluies fécondantes, vous aurez l'image du régime français des caisses d'épargne. »

Le principe étatiste de l'emploi par l'État a pour résultat de faire affluer sans nécessité toutes les épargnes des diverses régions du pays, sans tenir aucun compte de leurs besoins les plus urgents, vers un centre unique : la dette de la nation. La centralisation est trop grande et risque d'entraîner un véritable danger « d'apoplexie pour le cerveau et de paralysie pour les extrémités. » L'apoplexie au cerveau, c'est cet afflux toujours trop considérable de capitaux qui cherchent à se placer et à se placer uniquement en rentes sur l'État, puisque notre législation vient rendre tout autre emploi impossible. Devant cette demande toujours plus active de titres de rente, ces titres vont se raréfier ; le vide va bientôt se produire sur le marché qui doit satisfaire à toutes ces demandes et le cours

des fonds d'État s'élèvera sensiblement. Cette hausse ne sera pas sans danger, car elle aura pour effet de fausser les cours en donnant aux titres de l'État devenus privilégiés une valeur que les conditions normales ne justifieraient point. Cette situation, toujours regrettable, peut devenir vraiment dangereuse en cas de crise politique ou de guerre : l'écroulement des fonds d'État sera plus violent parce que les exigences de la loi auront influé sur les prix de ces fonds et auront empêché le fonctionnement normal de la loi de l'offre et de la demande.

L'apoplexie au cerveau n'est pas le seul danger ; selon l'heureuse image de M. Eugène Rostand, elle entraîne fatalement la paralysie des extrémités. Ces milliards, qui par leur caractère d'exigibilité au moins relative risquent de compromettre le crédit de l'État, trouveraient à s'employer d'une façon plus socialement utile en ne point désertant les régions qui les ont produits ; ils pourraient, sagement employés par les administrateurs des caisses, contribuer au développement de la vie locale économique et agricole. M. de Foville a dit : « Quoi de plus logique pourtant que de faire profiter l'habitation des travailleurs du fruit de leurs économies ».

Ces capitaux, qui sont le résultat de l'épargne des classes laborieuses, ne devraient-ils pas, avant toute chose, servir à améliorer les conditions matérielles de la vie de ces classes ? Ne devraient-ils pas tendre à l'organisation d'un crédit, crédit ouvrier, crédit agricole, plus facile et adapté aux conditions économiques modernes, aux exigences des divers milieux locaux.

Les caisses, par leur nombre, se trouvent dans des conditions très favorables pour observer, pour connaître en détail les besoins économiques des régions dans lesquelles s'exerce leur activité. Nous le savons, la tendance un peu bureaucratique de beaucoup de nos administrateurs ne

nous permet pas d'espérer de certaines de nos caisses, même si elles venaient à jouir d'une liberté plus grande, un concours très actif au développement du crédit agricole ou personnel ; mais nous savons aussi qu'il est de nos caisses dont les administrateurs ont su donner des preuves de leur esprit d'initiative et sauraient, sous un régime plus libéral, orienter les emplois des fonds qui leur sont confiés d'une façon profitable au développement économique de leur pays en général et de leur cité en particulier.

Les administrateurs de la plupart de nos caisses considèrent qu'il est de leur devoir de faire tous leurs efforts pour contribuer à développer les idées d'épargne parmi les classes laborieuses de leurs concitoyens ; ils essayent, par tous les moyens que leur offre la propagande, calendriers, etc., d'aider à la diffusion de ces notions, de ces habitudes parmi leurs clients. Ils considèrent que leurs caisses doivent constituer de véritables écoles destinées à enseigner et à développer l'esprit d'épargne. Nous apprécions ces efforts, mais nous souhaiterions vivement de voir cette conception élargie ; nous voudrions que les caisses ne limitent point cet enseignement par la pratique à l'épargne, nous souhaiterions qu'elles puissent devenir, dans une certaine mesure, de véritables écoles d'économie sociale.

Ce rôle, qui peut paraître un peu hardi à nos habitudes françaises, des caisses étrangères ont su l'assumer. Cet enseignement, elles ont su l'imposer aux classes laborieuses de la façon la plus probante, par l'exemple.

Cette conception de l'activité sociale des institutions d'épargne, qui nous paraît déborder le domaine d'action de ces établissements, nous en verrons, dans la seconde partie de cette étude, l'application pratique par les admi-

nistrateurs des caisses italiennes et nous pourrions juger les fruits qu'elle a su produire.

Nous regrettons les résultats qu'entraîne le système de l'adduction forcée, non seulement parce qu'il s'agit de capitaux très importants, mais surtout parce que ces capitaux sont les fruits de l'épargne. Si, au lieu de se trouver complètement noyés dans la dette nationale, les fonds des déposants étaient employés au développement du crédit sous ses formes les plus intéressantes, ce mode d'emploi aurait le grand avantage, à notre avis, de familiariser les clients des caisses avec le fonctionnement pratique du crédit agricole et personnel.

Les dispositions très nettes de la législation de 1893 interdisent aux caisses françaises toute libéralité et pourtant, ici encore, le rôle des caisses ne serait-il pas d'employer une partie de leurs bonis à prêter un appui aux œuvres de bienfaisance ou d'utilité sociale? Ne devraient-elles pas pouvoir, dans l'intérêt du développement de l'épargne ouvrière, combattre par une propagande active le plus grand ennemi de cette épargne : l'alcoolisme? Le législateur, dans la crainte de voir diminuer cette fortune personnelle des caisses d'épargne déjà si minime et qui lui paraît atténuer les dangers de la responsabilité de l'Etat, a préféré sacrifier des intérêts aussi précieux plutôt que de compromettre cette garantie illusoire.

Mais notre système étatiste présente aussi de graves dangers pour l'Etat lui-même. Il risque, tout en paraissant lui prêter un appui précieux, de compromettre dans certaines circonstances le crédit de la nation.

Nos caisses d'épargne françaises sont pour l'Etat d'excellents clients ; elles achètent chaque jour, avec une régularité presque parfaite, une certaine quantité de titres de rente ; elles donnent aux cours des fonds de la dette une

stabilité relative et les rendent moins sensibles aux influences des incidents politiques ou financiers ; elles permettent aux emprunts nouveaux émis par l'Etat, grâce à leur concours régulier, de trouver sur le marché des conditions meilleures et un classement plus rapide. Mais il importe de ne point s'en tenir à ces premières apparences ; nous avons déjà signalé les inconvénients qu'entraînent ces cours élevés mais faussés. En cas de crise causée par une panique financière ou une déclaration de guerre, l'Etat, qui s'est engagé à restituer, non point des titres de rente, mais bien des capitaux liquides, va se trouver dans l'obligation de répondre aux demandes multipliées de ses créanciers. Sous l'empire de la panique, l'argent va se raréfier et les déposants des caisses vont demander le remboursement de leurs dépôts. Même avec la protection de la clause de sauvegarde, les établissements seront encore obligés de satisfaire à des demandes qui pourront atteindre ou même dépasser 400 ou 500 millions par mois.

Pour se procurer les capitaux nécessaires au remboursement des livrets des déposants, à quel moyen l'Etat aura-t-il recours ? Il peut vendre des titres de rente ; mais ne sera-t-il pas très difficile de trouver, dans un moment de crise ou de panique, à la veille le plus souvent d'un emprunt, des acheteurs à des conditions acceptables ? Le résultat ne sera-t-il pas d'amener une crise encore plus profonde et de faire écrouler les cours ? L'Etat demandera-t-il un appui à la Banque de France sous la forme d'une avance importante ? En cas de crise politique, le système peut paraître acceptable, mais il deviendrait tout à fait inadmissible après une déclaration de guerre. L'encaisse de la Banque de France représente le trésor de guerre du pays et l'on ne peut, en aucune manière, songer à en diminuer l'importance en le faisant servir,

même pour une faible partie, au remboursement d'une dette imprudemment contractée par l'Etat.

Cette responsabilité de l'Etat en temps de crise, cette exigibilité relative des fonds des caisses d'épargne ne sont pas les seuls dangers. Nos Etats modernes sont de grands dévorateurs d'argent. Un gouvernement même prudent, s'il sait qu'il a à sa disposition le fruit des épargnes de toute une nation, deviendra moins économe des deniers publics ; il consentira plus facilement, surtout sous l'effort de la pression électorale, à contracter de nouveaux emprunts, certain que ces emprunts trouveront un placement facile et un appui toujours renaissant dans l'épargne populaire. L'augmentation toujours croissante de la dette nationale, qui est à l'heure actuelle une des questions les plus graves de notre économie nationale, a trouvé malheureusement en France un stimulant très actif dans notre régime étatiste d'adduction forcée. C'est peut-être le plus grave des reproches que l'on puisse adresser à notre système français.

Nous avons essayé de résumer brièvement et impartialement les critiques qu'il nous semble juste d'adresser à notre système étatiste de 1835. Nous avons vu que certaines prévisions pessimistes des défenseurs du régime libéral à la veille du vote de la loi de 1895 ne s'étaient point réalisées. Nous désirons vivement ne point exagérer les dangers que peut présenter le principe établi par la loi de 1835, confirmé par celle de 1895 ; nous ne pensons nullement qu'il doive conduire le pays à une catastrophe : les catastrophes sont rares heureusement. Mais nous croyons fermement qu'il peut le mettre en présence d'une crise très grave, capable d'ébranler son crédit et d'entraîner dans tout le pays, au milieu de circonstances difficiles, une très douloureuse et très durable émotion.

Mais pourtant, malgré ses inconvénients multiples, ses dangers connus, malgré la banqueroute partielle de 1848 et la crise plus proche de nous de 1870, notre système français sort toujours vainqueur de toutes les attaques. En 1891, au début de la discussion de la nouvelle loi, la campagne de presse favorable à la liberté d'emploi, le vote de la Délégation des caisses en 1888, le mouvement d'opinion, qui paraissait se généraliser, semblaient permettre d'espérer une modification libérale de la loi. Dès le commencement de la discussion à la Chambre, la désillusion de ceux qui avaient trop espéré du nouveau projet de loi fut grande et, pour beaucoup, mélangée de surprise.

A première vue, la contradiction semble apparente : le principe d'adduction, attaqué par des adversaires documentés, critiqué par des esprits pénétrants, s'impose dès le commencement du débat à la Chambre. On dirait que des racines profondes et vivaces lui permettent de résister, sans même plier, aux attaques de ses ennemis. Où puise-t-il cette force nouvelle, quelles sont ces racines ? C'est ce que nous allons essayer de déterminer.

CHAPITRE VI

ÉTUDE CRITIQUE DES CAUSES QUI ONT CONTRIBUÉ AU MAINTIEN DU RÉGIME ÉTATISTE EN FRANCE

Ces causes ont été et sont encore nombreuses : elles ont agi de façons très diverses, mais elles ont toutes contribué à exercer une pression sur l'opinion des représentants de la nation qui ont préféré, à l'inconnu d'une situation nouvelle, le respect du *statu quo*.

Celle de ces causes à laquelle on nous paraît avoir attaché la plus grande importance est la tradition. Cette opinion nous paraît vraie pour partie. A notre avis, il faut distinguer nettement ce que l'on entend par tradition. Veut-on dire que le système étatiste de l'ordonnance de 1829 et de la loi de 1835 trouve sa confirmation dans la conception économique des premiers administrateurs de nos plus anciennes caisses d'épargne privées et que la Chambre, en 1892, se trouvait en face d'habitudes très anciennes et confirmées par des mesures législatives ? Ou bien faut-il simplement entendre par là que nos représentants ont hésité à modifier le *statu quo* de nos caisses et une législation vieille d'un demi-siècle ?

Nous n'ignorons pas que les premiers administrateurs de nos caisses réservaient aux titres de rente de l'Etat un accueil très favorable ; mais il nous semblerait injuste de croire que, d'une façon absolue, ce système était ap-

pliqué par eux. Nos premières caisses avaient été le plus souvent fondées dans un but de bienfaisance, dans le sens le plus noble du mot, et leurs administrateurs ne devaient point l'oublier. « Ce qui caractérisait « les premières caisses françaises, celles des Deles- « sert et des Larochefoucault-Liancourt, c'était que « leur administration ne se désintéressait jamais de leur « clientèle, entretenait avec elle des rapports intimes et « se mettait à sa disposition pour l'éclairer de ses con- « seils et la diriger dans une bonne voie. Les déposants « restaient leurs clients dans le sens antique du mot et « trouvaient auprès d'elle un appui moral dont ils appré- « ciaient la valeur (1). »

L'esprit d'initiative qui animait les fondateurs de nos premières caisses privées françaises ne s'est donc pas démenti. Les administrateurs ont employé les fonds que leur apportaient les clients en rentes sur l'Etat, parce que cette sorte de placement leur paraissait très sûr ; mais ils ne désiraient nullement voir leur caisse devenir un simple guichet public, chargé par l'Etat d'un travail de transmission. La première mesure restrictive de la liberté des caisses date de 1829 et il est bien certain qu'avant cette date on n'envisageait même pas la création et le fonctionnement généralisé du crédit agricole et personnel. Considérer le principe étatiste d'adduction forcée comme une des plus anciennes traditions de nos caisses privées, c'est ne tenir aucun compte de l'esprit dans lequel nos premières institutions d'épargne ont été créées et se sont développées

Mais, si par tradition on entend la tradition législative de notre pays, nous pensons qu'il est juste, en effet, d'ac-

(1) Léon Say. Rapport général au nom du jury du groupe d'économie sociale. Exposition Universelle de Paris. 1889.

corder une part à la force d'inertie parlementaire dans le maintien des principes de 1829 et de 1833. Quand un parlement se trouve appelé à modifier une législation à demi centenaire, il ne faut pas trop s'étonner si, malgré les inconvénients presque avoués de l'ancienne législation, il hésite à apporter un changement même modeste à ces principes déjà anciens.

Le législateur de 1829 et de 1833, en décidant que désormais l'Etat serait seul chargé de la gestion de tous les fonds des caisses privées, ne faisait qu'obéir à la tendance centralisatrice innée dans notre mentalité nationale. La France a toujours été et est encore un des pays les plus centralisés de l'Europe. Les divers gouvernements qui se sont succédé au pouvoir n'ont jamais pu, malgré le désir très réel de certains d'entre eux, modifier ce penchant séculaire. Nos lois dites de décentralisation n'ont jamais été que des lois de déconcentration.

Cette tendance centralisatrice se manifeste chez nous dans tous les domaines : la vie locale même de nos centres les plus importants se trouve entravée, presque annihilée par l'importance toujours croissante prise par la capitale et les initiatives locales, même les plus prudentes, les plus modestes, se heurtent trop souvent à l'inertie administrative ou sont étouffées, dès leur naissance, par un défaut d'autorisation gouvernementale.

Nous ne prétendons nullement entreprendre ici une étude critique de notre système français centraliste. La centralisation, si elle a le grave défaut de développer la capitale, au détriment du reste de la nation, contribue en revanche à augmenter la force du pays. Contentons-nous ici de signaler cette tendance et de la rapprocher du principe d'adduction qui s'impose à nos caisses. Par le fait de la main-mise de l'Etat dès 1829, l'organisation de l'épargne devient, dans une certaine mesure, un

service public et, comme tous nos autres services publics, perd tout caractère local et régional.

Mais, quand nous avons parlé de centralisation, nous n'avions pas l'intention de parler seulement de la centralisation politique et administrative. Dans notre régime politique, dans les divers services de notre administration, cette tendance se manifeste très fortement et nous en apprécions mieux les fruits ; mais elle est trop profondément enracinée dans notre mentalité pour qu'il ne nous soit point possible d'en sentir les conséquences dans d'autres domaines. Nous avons assisté, pendant ces dernières années, à l'évolution de l'organisation du crédit en France. Nos banques locales ont disparu pour céder leur place et leur clientèle à de nouveaux et grands établissements de crédit puissamment centralisés. Alors qu'en Allemagne les petites banques résistaient et conservaient une partie de leurs positions, en France le mouvement vers la centralisation du crédit s'est généralisé d'une façon plus brutale. Dans ce mouvement de concentration de l'épargne française, la législation de 1829 et de 1835 semble avoir devancé les faits et précipité un mouvement qui, peut-être, car il nous paraît imprudent de ne pas nous limiter à une simple supposition, se serait produit un demi-siècle plus tard.

Ce besoin qui nous pousse à demander toujours à l'Etat un appui, même lorsque cet appui ne nous est pas nécessaire, à lui demander une autorisation, même quand son contrôle ne s'exerce point d'une façon efficace, a contribué à faire pencher les votes de la Chambre pendant la discussion de 1892 vers le respect de la tutelle administrative absolue de nos caisses privées (1).

(1) La centralisation et le goût que nous avons pour faire faire nos affaires par l'Etat coûtent bien cher sans compter que nous faisons

Nous avons vu, en parcourant les résultats de l'activité d'un certain nombre de nos grandes caisses privées, que certains de ces établissements avaient su, dans les limites étroites que leur marchande la loi, réaliser une œuvre vraiment intéressante pour l'économie sociale de leur cité.

Les grandes caisses de Marseille, de Lyon, plus tard de Paris n'ont pas attendu le vote de la nouvelle loi pour songer à contribuer par leur fortune personnelle au développement du crédit agricole et à l'amélioration de l'habitation des classes laborieuses. Dès 1887 ou 1888 elles demandaient qu'un décret les autorisât à employer une partie de cette fortune personnelle à promouvoir des entreprises qui présentaient un très sérieux intérêt social. Ces caisses ont eu et ont encore un très grand privilège : celui de posséder des administrateurs actifs et laborieux. Elles ont trouvé en eux des hommes qui ne devaient point s'écarter de la conception de leurs premiers fondateurs. Les administrateurs de ces grandes caisses ont fait tous leurs efforts pour conserver à leur établissement une véritable et sensible utilité dans le développement économique et social de leur cité.

Mais, trop souvent, ce n'est pas cet esprit d'initiative qui anime les administrateurs de beaucoup de nos caisses. Il en est qui conçoivent leur situation comme un titre honorifique et non comme un véritable « devoir social ». Ils n'hésiteront pas à sacrifier chaque mois quelques heures de leur temps à assurer le fonctionnement des services de leurs caisses ; ils accepteront volontiers ce travail de bureau qui consiste à transmettre à l'Etat les fonds des déposants, mais ils auront peur de voir leur

supporter au Trésor public des responsabilités bien lourdes. Léon Say. *Dix jours dans la Haute Italie*, Paris, 1883.

responsabilité augmenter, de quelque manière que ce soit, et ils reculeront très facilement devant un travail d'un genre nouveau pour eux.

Cet état d'esprit, que nous rencontrons très souvent chez les administrateurs de nos caisses d'épargne, mérite de retenir un peu longuement notre attention. Nous touchons ici à une des causes les plus profondes et les moins discutables qui ont eu sur le maintien de notre système étatiste l'influence la plus décisive.

La tendance qui porte nos administrateurs à préférer un travail de bureau et à redouter tout accroissement de leur responsabilité se manifeste très nettement dans le peu d'empressement qu'ils ont toujours témoigné pour la réforme du mode d'emploi des fonds de nos caisses d'épargne. Ils ont très souvent compris que le système libéral présentait de sérieux avantages, mais ils se sont rendu compte que toute concession libérale dans le régime des dépôts aurait pour effet inévitable d'entraîner pour eux une augmentation sensible de leur responsabilité.

Le 21 mai 1888, la délégation exécutive du Congrès des caisses d'épargne de France se réunissait à Paris et était appelée à se prononcer sur le projet de loi de 1887. Elle écartait immédiatement le système de la liberté absolue, mais refusait pourtant de se prononcer contre la liberté relative des caisses. Elle proposait de limiter la liberté d'emploi au quart des fonds reçus au 31 décembre de l'exercice précédent et demandait que la nouvelle loi déterminât les divers modes d'emploi dont les caisses pourraient user. Ce quart dont les caisses pourraient disposer serait employé en valeurs d'Etat ou garanties par l'Etat, en obligations des départements, des communes, des chambres de commerce, prêts sur première hypothèque, opérations de crédit agricole, industriel et

populaire, mais les caisses ne pourraient consacrer à ces deux derniers modes d'emploi que le quart de la fraction disponible des dépôts. En face de la proposition de loi de M. Hubbard, déposée à la Chambre le 21 novembre 1883 et qui concluait à la liberté absolue, l'avis émis par la délégation des caisses paraît bien timide, timide dans sa limitation au quart des dépôts, timide surtout dans ses indications très étroites sur les modes d'emploi autorisés.

Deux ans plus tard, le 8 décembre 1890, s'ouvrait à Paris le Congrès des caisses d'épargne privées. Malgré la très active campagne entreprise par les partisans d'une modification libérale de la législation, malgré la publicité donnée au mémoire rédigé par M. Eugène Rostand avec un esprit critique si profond et suivi d'une documentation si complète, le Congrès aboutissait cependant à un véritable échouement numérique. Sur nos 347 caisses privées, 86 seulement avaient envoyé des représentants, 109 avaient communiqué au Congrès leur vote par correspondance, les 352 autres caisses s'étaient abstenues de prendre aucune part au Congrès.

La simple constatation du chiffre énorme des abstentions est une preuve du peu d'enthousiasme témoigné par la grande majorité des administrateurs des caisses d'épargne en faveur d'un changement de notre législation étatiste.

Ces prévisions ne devaient pas tarder à se trouver vérifiées par l'orientation que devaient immédiatement prendre les débats du Congrès. Appelées à se prononcer sur une proposition de M. Rostand, les caisses refusaient de porter aucune atteinte au système de 1835. Le projet de réforme du régime d'emploi défendu par M. Rostand ne demandait qu'une modification bien limitée de notre législation : la liberté d'un quart des dépôts, facultative et réglementée quant aux modes d'emploi, et la liberté

totale des fortunes personnelles. Il ne devait trouver pourtant pour l'appuyer qu'une faible minorité : 17 caisses se prononçaient en sa faveur (1), 62 le repoussaient immédiatement (2).

Les résultats du vote des caisses par correspondance sur le principe de la liberté au moins relative venait confirmer les votes des congressistes : 12 caisses avaient envoyé un avis favorable à la réforme (3), 86 avaient préféré le maintien du *statu quo* (4).

Le Congrès avant de se dissoudre émettait un vœu favorable à la liberté d'emploi de la fortune personnelle des caisses, mais repoussait par 32 voix contre 20 voix une proposition qui tendait à faire désigner trois caisses chargées d'essayer la liberté d'emploi, proposition qui ne paraissait pas pouvoir donner des résultats très concluants.

Les résultats du Congrès étaient donc clairement défavorables à tout changement dans le régime d'emploi des

(1) Nous croyons intéressant de rappeler les noms des caisses favorables à la réforme : Bar-sur-Seine, Elbeuf, Etampes, Fécamp, Gravelines, Gien, Issoudun, Lisieux, Marseille, Montargis, Mantes, Neufchâtel, La Rochelle, Tourcoing, Troyes, Vierzou, Villefranche-sur-Rhône.

(2) Caisses défavorables à l'idée de réforme : Agen, Amiens, Auxerre, Beaune, Béziers, Brest, Chalon-sur-Saône, Châlons-sur-Marne, Chaumont, Cherbourg, Clermont-Ferrand, Dieppe, Dunkerque, Epinal, Le Havre, Langres, Laon, Lille, Mâcon, Nantes, Nevers, Orléans, Roubaix, Saint-Etienne, Saint-Nazaire, Sens, Tours, Verdun, Versailles, etc.

(3) Caisses ayant envoyé un avis favorable à l'idée de réforme : Bédarieux, Cette, Nîmes, Orange, Saint-Chamond, Saint-Claude, etc.

(4) Caisses ayant envoyé un avis défavorable : Besançon, Grenoble, Loches, Lons le Saulnier, Mazamet, Mirecourt, Montbéliard, Mont-de-Marsan, Montmédy, Montpellier, Nancy, Niort, Nogent-le-Rotrou, Pont-à-Mousson, Le Puy, Rouen, Saint-Flour, Saint-Malo, Saint-Quentin, Sedan, Segré, Soissons, Tarare, Vienne, etc. (*Journal des caisses d'épargne*, 1890, 1891).

fonds des déposants. Les administrateurs craignaient le poids d'une responsabilité qu'ils jugeaient lourde, peut-être avec quelque raison ; ils avaient peur de ne point posséder une compétence suffisante pour les nouveaux devoirs qu'allait leur imposer cette modification de notre régime français. Nous comprenons ces craintes et ces hésitations, mais il ne s'agissait point d'établir une législation qui mettrait les Caisses d'épargne dans l'obligation d'abandonner pour partie la garantie de l'État. Celles d'entre elles qui auraient préféré continuer à jouir de cette garantie n'auraient eu qu'à laisser la gestion de tous leurs dépôts à la Caisse des dépôts et consignations. Affirmer, comme certains au Congrès de 1890, que la tâche qu'entraînerait une réforme était au dessus des forces et des capacités de beaucoup de nos administrateurs nous paraît excessif et même injuste. L'esprit d'initiative collective est peut-être un peu moins développé chez nous que chez nos voisins ; il y a là une différence de mentalité qui a son importance, mais dont il importe de ne pas exagérer la portée. Il est, en France, des administrateurs, et ils sont nombreux, qui seraient parfaitement capables, de diriger leur caisse sous un régime de liberté comme ont su le faire avec tant de bonheur les administrateurs des grandes caisses de nos voisins. Pourquoi ne pas accorder aux caisses qui le demandent avec tant d'insistance une liberté relative ? Pourquoi vouloir que toutes nos caisses privées obéissent strictement aux mêmes principes ? Nos idées trop françaises de centralisation et d'unité administrative se sont manifestées une fois de plus dans ce désir très net des congressistes de 1890 de ne pas voir certaines caisses adopter une méthode d'action différente de celle généralement choisie par leurs voisines. On peut le regretter d'autant plus vivement que ces caisses, animées par l'esprit d'initiative, auraient pu devenir pour les

autres caisses d'épargne d'excellentes écoles qui leur auraient permis de faire sans crainte l'apprentissage de la liberté.

Nous venons d'esquisser rapidement quelques-unes des causes qui nous paraissent avoir eu une influence sur le maintien de notre régime étatiste, mais il en est encore une sur laquelle nous devons insister.

Lorsque, dans un pays comme le nôtre, nous voyons les Chambres se prononcer si nettement contre les tentatives mêmes d'un projet de loi, notre premier soin doit être de regarder vers les électeurs. Les électeurs, ce sont les millions de déposants de nos caisses privées ; ce sont eux qui peuvent avoir sur les votes de leurs représentants l'influence la plus efficace.

On affirme trop souvent que les déposants de nos caisses d'épargne privées appartiennent pour une très grande majorité aux classes ouvrières du pays, au prolétariat. Il y a là une erreur très grave ; malgré le maximum imposé aux déposants par la loi de 1893 qui limite les dépôts à 4.500 francs, malgré les dispositions sévères édictées contre les possesseurs de plusieurs livrets, il est certain que bien souvent, au moyen de livrets placés plus ou moins fictivement sur la tête de divers membres de leur famille, de nombreux clients des caisses parviennent à éluder les effets de ces dispositions et se trouvent en fait, propriétaires de dépôts très supérieurs au maximum légal. Mais, en ne considérant que le total de chaque livret, il est évident que la majeure partie des milliards remis aux caisses d'épargne ne se trouve composée que pour une très faible part par les versements des classes ouvrières.

Les chiffres que nous offre le rapport annuel sur les caisses d'épargne privées au Président de la République sont éloquentes : la moyenne générale par livret est de

447. fr. 84, ce qui est déjà bien élevé ; l'importance des versements et des remboursements est aussi très probante ; nous notons les chiffres suivants :

Exercice 1906 :

Versements de 200 à 500 fr.	25.82 0/0
— de 500 à 1.000.	26.99
— de 1.000 à 1.500.	24.50
Remboursements de 200 à 500 fr.	17.83
— de 500 à 1.000	24.49
— de 1.000 à 1.500	28.38

Livrets des caisses d'épargne privées (1)	Proportion du total des dépôts en francs
Livrets au dessous de 20 francs.	0.60 0/0
— de 20 à 100	1.90
— de 100 à 200.	2.47
— de 200 à 500.	7.83
— de 500 à 1.000.	16.34
— de 1.000 à 1.500.	23.71
— au-dessus de 1.500, passibles de réduction.	44.36

Si ces chiffres nous laissaient quelques doutes, ils seraient bien rapidement dissipés par les tableaux statistiques par professions que nous donne le rapport au Président de la République. Nous reproduisons les indications que nous offre le dernier rapport (Exercice 1906).

(1) Exercice 1906. *Journal Officiel*, 7 juillet 1908.

Tableau des déposants classés par profession (hommes) :

Chefs d'établissements agricoles, industriels et commerciaux.....	44.98 0/0
Journaliers, ouvriers agricoles.....	12.20
Ouvriers d'industrie.....	15.33
Domestiques.....	3.97
Militaires, marins.....	1.85
Employés.....	6.97
Professions libérales.....	1.77
Propriétaires, rentiers, sans profession..	6.86
Mineurs sans profession.....	37.07

Les ouvriers d'industrie ne figurent donc que dans une proportion très modeste parmi les déposants des caisses (15 0/0) et, encore, ne faut-il pas oublier que ce chiffre comprend même de nombreux ouvriers qui travaillent pour leur propre compte et qui ne peuvent pas être considérés comme des salariés de l'industrie.

La majorité des clients de nos caisses est donc composée de petits patrons d'établissements industriels, agricoles, commerciaux, qui trop souvent se servent des caisses comme de maisons de banque, d'employés, de petits propriétaires ou de rentiers. Au point de vue particulier qui nous intéresse, les déposants qui composent cette catégorie des petits ou moyens patrons et des rentiers présentent deux traits très saillants : ils ont une confiance très grande dans l'Etat et sont profondément individualistes.

La plupart d'entre eux ne connaissent que d'une façon très relative le fonctionnement administratif de nos caisses ; ils ne savent pas très nettement de quelle manière

l'Etat emploie les fonds qu'ils apportent aux guichets des caisses d'épargne ; mais il est une chose qu'aucun d'eux n'ignore, c'est que l'Etat a pris l'engagement de rembourser les fonds des déposants ou plutôt qu'il en garantit le remboursement par les caisses d'épargne. Cela leur suffit ; ils ne se demandent point quelles sont les garanties que l'État peut leur offrir ; ils ne cherchent point à se rendre compte des moyens qu'il pourra employer pour tenir ses engagements ; ils ont simplement foi en l'Etat et ils ne lui demandent point de prouver sa solvabilité ou d'indiquer quelles sont les ressources auxquelles il compte avoir recours. Le crédit de l'Etat devient pour eux comme un dogme : ils ne cherchent point à comprendre, ils croient.

Nous ne critiquons point cette confiance un peu excessive dans le crédit de l'Etat, mais nous en regrettons les conséquences ; il n'est point nécessaire, pour avoir confiance dans l'Etat, de croire que tout placement est mauvais s'il ne jouit pas de sa garantie ; et, surtout, nous pensons qu'il est dangereux de croire au crédit de l'Etat comme à un dogme. Qu'une alerte se produise, ces déposants, qui ont accordé à l'Etat une confiance complète, sans même essayer de réaliser jusqu'à quel point sa garantie n'était point illusoire, seront d'autant plus sensibles à la panique ; ils retireront leur confiance à l'Etat, comme ils la lui ont donnée : sans comprendre. Les crises vont trouver trop souvent dans cet état d'esprit de nos déposants un stimulant dangereux. En 1848, en 1870, la peur, un peu irraisonnée souvent, a contribué à accentuer le « run » ; en 1893, à la suite d'événements politiques et financiers graves, les remboursements ne tardèrent pas à se multiplier.

Cette foi illimitée des déposants, qui, par une contradiction étrange, ne se trouve point exempte d'une cer-

taine méfiance, ne les dispose point à regarder avec faveur un changement de législation qui pourrait entraîner les caisses à renoncer, même pour partie, à une garantie qui leur paraît supérieure à toute autre.

Les déposants des caisses sont individualistes. Ce penchant marqué vers l'individualisme est un des traits caractéristiques du génie français. « Rien ne révèle plus « clairement le fond de la race que ceci : elle aime passionnément l'association telle qu'on la rencontre dans « une capitale et néanmoins on ne peut pas dire qu'elle « ait le goût de l'association à un très haut degré. Il a fallu « pour susciter... l'association à fin économique la « désarmer de ses plus grands risques, et permettre aux « hommes de n'engager qu'une partie de leur avoir (1). »

Le résultat de cette tendance individualiste dans notre mentalité a été d'entraver en France le développement de l'association sous ses différentes formes : les trusts, les cartels, les syndicats ouvriers et patronaux, les coopératives, dans une certaine mesure, ne se sont pas multipliés, ne se sont pas développés chez nous avec la même rapidité, la même vitalité que dans les pays voisins.

Mais la grande majorité des déposants des caisses d'épargne françaises appartiennent à la classe de la nation chez laquelle cet esprit individualiste est le plus nettement caractérisé. Dans les classes ouvrières et salariées, le besoin d'association a engendré les syndicats ouvriers ; dans les classes capitalistes, les trusts, les cartels, les syndicats patronaux. Mais dans les classes moyennes, celles des petits industriels, il a fallu plus longtemps pour triompher de cette aversion pour le groupement et pour l'association.

Cette tendance très individualiste des clients des caisses

(1) Dupont-White. *La Centralisation*.

les a portés trop souvent à ne pas apprécier toute la portée du système libéral ; elle a contribué à leur cacher les avantages que pouvait avoir, pour eux surtout, l'organisation généralisée du crédit collectif.

La cause de l'adduction forcée des fonds des caisses d'épargne par l'Etat a trouvé en France des défenseurs qui, silencieusement, sans réclame, ont su la faire triompher des plus violentes attaques. La majorité des administrateurs de nos caisses, la plupart de nos déposants ont accueilli favorablement la décision étatiste de la Chambre et du Sénat.

Notre mentalité particulière, qui nous porte à craindre, à fuir toute responsabilité et à rechercher toujours une sécurité plus absolue, a engagé nos administrateurs à préférer une tutelle complète à la liberté et nos déposants, la garantie de l'Etat aux fruits d'un système plus libéral.

DEUXIÈME PARTIE

LE RÔLE SOCIAL DES CAISSES D'ÉPARGNE ITALIENNES

CHAPITRE PREMIER

LES CAISSES D'ÉPARGNE ITALIENNES. DÉVELOPPEMENT ET ADMINISTRATION

Les premières années du siècle dernier virent se fonder dans presque tous les pays des établissements d'épargne. Ces organismes nouveaux durent leur naissance à des initiatives privées ou à l'intervention des pouvoirs publics. Les uns furent fondés par des philanthropes dans un but de bienfaisance, d'autres, par des établissements déjà existants comme les Monts-de-Piété, d'autres enfin, sur l'initiative des pouvoirs locaux ou du gouvernement central du pays. Les diverses conditions qui présidèrent à leur formation eurent sur leur développement ultérieur une influence marquée et soumirent certains d'entre eux à une sorte de tutelle dont ils ne surent pas s'affranchir.

Les divers milieux dans lesquels ces établissements nouveaux étaient appelés à vivre et à se développer présentaient des conditions économiques ou politiques très différentes. Parmi ces organismes, les uns, soumis à une administration puissante, ne surent ou ne purent point se libérer d'une tutelle étroite et restèrent assujettis au

contrôle et parfois même à la direction du pouvoir central : d'autres, formés sous une législation plus libérale, ne surent point surmonter les crises politiques ou économiques et se virent dans l'obligation de renoncer à la lutte pour laisser plus tard la place à un organisme central, fondé par le gouvernement, comme en Belgique.

Pourtant, au milieu de l'extrême diversité de tous ces régimes, un fait, nous semble-t-il, se dégage nettement : le triomphe de l'idée libérale. Il était cependant des circonstances qui auraient pu entraver tout au moins ce développement.

La formation si rapide de la fortune mobilière et, surtout pendant la première partie du XIX^e siècle, le développement considérable des fonds d'Etat des divers pays de l'Europe sous la pression de nécessités politiques et économiques, ce besoin de capitaux toujours renaissant, dont souffraient tous les pays pour satisfaire aux changements amenés, imposés par la révolution industrielle et commerciale qui devait modifier si profondément les conditions générales de la vie, toutes ces causes auraient dû inciter les gouvernements à ne point abandonner librement ces sources si riches que leur offrait l'épargne populaire, les porter à se réserver d'une façon exclusive ces capitaux qui pouvaient leur rendre de grands services en absorbant les nouvelles émissions de rente et en apportant une aide efficace à la satisfaction de leurs besoins économiques.

Mais le XIX^e siècle devait nous rendre témoins d'autres changements tout aussi profonds. Après l'écroulement de l'Empire, la formation de nos nations modernes contribue au développement de l'idée d'unité nationale. Nous voyons l'Italie prendre conscience d'elle-même après la guerre de 1859. La Confédération de l'Allemagne donne nais-

sance en 1871 à l'Empire allemand, avec son unité puissante et son idéal national unique.

Dans les pays où cette idée existait déjà fortement, elle s'accroît encore davantage. La Suisse modifie sa constitution, l'Autriche-Hongrie recherche une unité plus grande, plus forte dans les dispositions de 1861.

Ce mouvement général vers une centralisation plus grande, vers une unité plus étroite, aurait pu, lui aussi, amener les gouvernements à chercher un appui dans les capitaux créés par l'épargne. Ce mouvement vers l'unité politique et même économique ne devait-il pas fatalement avoir comme conséquence une main-mise de l'Etat centralisé sur ces institutions indépendantes ?

Pourtant ce n'est point à cette modification que nous assistons ; l'idée libérale n'a pas cessé de se développer, victorieuse des attaques toujours renouvelées de ses adversaires, féconde en résultats positifs et heureux. Malgré des arrêts, parfois même des reculs, l'idée de liberté s'est accentuée pendant ces dernières années. Nous avons vu que la France avait suivi le mouvement bien que dans des limites fort modestes.

Le 12 février 1822, jour anniversaire de la naissance de l'héritier d'Autriche, la Congrégation de charité de Padoue, pour célébrer cet heureux événement, fondait sur l'initiative de la délégation provinciale autrichienne la première caisse d'épargne de la Vénétie.

L'idée venait d'Autriche ; la tentative heureuse de la Caisse de Vienne portait le gouvernement à essayer en Vénétie la création d'un établissement du même genre. L'entreprise était modeste ; la Caisse d'épargne devait former une dépendance du Mont-de-Piété qui se chargeait de recevoir les fonds recueillis par la Caisse et de les faire valoir.

Le mouvement devait se généraliser rapidement. L'année suivante, en Lombardie, Milan voyait naître sa caisse d'épargne ; en 1827, cette initiative d'origine étrangère trouvait un écho dans les Etats Sardes et la Caisse de Turin se constituait ; en 1829, la Caisse de Florence était fondée et, en 1836, les Etats de l'Eglise, qui jusqu'alors n'avaient pas suivi le mouvement, se décidaient enfin à favoriser la création de la Caisse de Rome.

Les premières caisses d'épargne devaient se trouver en face d'obstacles sérieux.

La Lombardie, la Vénétie étaient soumises à un joug étranger ; le développement de la vie politique et intellectuelle était grandement entravé ; une administration autrichienne autoritaire gênait ou empêchait la liberté des transactions ; l'agriculture restait primitive, ignorante de toutes les méthodes modernes ; le commerce, l'industrie ne pouvaient parvenir à surmonter les obstacles que leur opposait la rareté des capitaux.

Le Piémont jouissait de plus de liberté, mais les conditions physiques, géologiques du sol, la rigueur du climat froid et rude de certaines régions, la chaîne des Alpes, qui se dressait entre lui et la France et qui le séparait de la Savoie, rendaient difficile le développement de ses forces productives et opposaient de sérieuses difficultés à l'essor de son commerce international.

Dans le grand duché de Florence placé sous l'autorité indirecte de l'Autriche, dans les Etats de l'Eglise, des autorités incapables et malhabiles venaient encore ajouter une mauvaise administration à des conditions économiques déjà très précaires.

Pourtant il ne devait point suffire aux caisses d'épargne de surmonter ces premiers obstacles à leur libre développement. L'absence presque complète de toute législation leur laissait une liberté d'action entière, mais les diffi-

cultés politiques, les troubles intérieurs, les guerres internationales devaient se succéder nombreuses de 1830 à 1870. La guerre d'Italie en 1859, qui fondait la nouvelle unité italienne en réunissant la Lombardie au Piémont, l'expédition de Naples, la campagne pour la prise de Rome en 1870 paraissaient devoir entraver leur essor.

Puis, après les premières années d'un développement inattendu, presque trop heureux, les nécessités politiques venaient de nouveau réclamer aux impôts une contribution excessive. Il fallait satisfaire aux exigences d'un armement moderne, donner à la nouvelle unité européenne les moyens de se faire respecter et même de devenir une alliée utile et puissante.

L'orientation nouvelle de la politique extérieure de l'Italie vers une alliance qui lui paraissait profitable devait amener la rupture du traité de commerce avec la France. L'industrie, l'agriculture plus encore devaient ressentir douloureusement le contrecoup d'une telle mesure : l'exploitation des vins, une des richesses du pays, diminuait des deux tiers en quelques années et les débouchés qu'avait escomptés le gouvernement italien vers d'autres pays ne donnaient point les résultats que l'on en avait attendus.

Quelques années plus tard, une politique mégalomane imprudente amenait des crises financières et immobilières ; le nombre des chômeurs augmentait par suite de l'arrêt de beaucoup de grands travaux. A l'intérieur la situation devenait difficile, des troubles se produisaient, tandis qu'à l'extérieur un imprudent désir de colonisation appelait des désastres et mettait le pays en face d'une véritable catastrophe coloniale.

Au milieu de ces circonstances politiques et de ces conditions économiques si critiques, les caisses d'épargne

restèrent fidèles aux principes de leurs premiers fondateurs. Malgré leur patriotisme ardent, leurs administrateurs comprirent que le rôle des caisses n'était point d'absorber l'épargne si précieuse dans un moment où les capitaux étaient rares pour l'offrir au gouvernement et lui permettre de faire face aux nécessités les plus urgentes qu'entraînait sa nouvelle politique.

Ils ont pensé qu'il y avait pour eux une façon plus sage, plus effective de contribuer au développement de l'économie nationale de leur patrie ; ils ont préféré faire servir ces modestes épargnes directement au développement des forces économiques naissantes de leur pays ; ils ont mis ces capitaux à la portée du petit commerce ou de la petite agriculture. Et, quand de beaux bénéfices sont venus récompenser tant d'efforts désintéressés, ils ont su en faire profiter les œuvres de bienfaisance ou d'utilité publique d'une façon large et généreuse.

Cette compréhension intelligente et sage du rôle social des caisses d'épargne a contribué plus que toutes les législations protectrices au développement des caisses italiennes. La prospérité du commerce, de l'industrie, de l'agriculture devait entraîner leur propre prospérité : le principe libéral de la liberté d'emploi des fonds des déposants s'affirmait une fois de plus comme un élément de vie et de prospérité toujours croissante.

En 1892, les dépôts d'épargne pour les caisses ordinaires s'élevaient à la fin de l'exercice à L. 1.214.976.134, représentées par 1.441 521 livrets. Au 1^{er} janvier 1897, nous les retrouvons à L. 1.346.230.563, et pourtant les années 1893 et 1894 avaient vu s'écrouler dans une crise financière désastreuse la Banque romaine, le Crédit mobilier et la Banque générale. Malgré la baisse énorme sur toutes les valeurs mobilières étrangères, les caisses sortaient victorieuses de la crise. La variété très grande dans

l'emploi de leurs fonds les rendait moins sensibles à de pareilles catastrophes.

Les documents officiels (1) nous donnent comme montant des dépôts au 30 juin 1907 L. 1 955.827.170,99 représentées par 2.012.168 livrets.

Pendant le premier semestre de 1907, les versements se montaient à L. 425.323.735,51 et les remboursements à L. 367.030.369,18.

Le nombre des caisses augmentait lui aussi très rapidement. En 1893, il y avait 223 caisses et 172 succursales, en 1906, leur nombre descendait à 184. On le voit, il y a eu quelques défaillances; mais nous ne devons point nous laisser impressionner trop profondément par quelques disparitions. Tout mouvement d'ascension très rapide n'est-il pas toujours suivi d'un arrêt et souvent d'un léger recul? Il n'y a jamais eu d'échec vraiment sérieux et, si quelques caisses secondaires se sont vues dans l'obligation douloureuse de demander leur liquidation dans des circonstances difficiles, il n'en reste pas moins qu'il n'y a là que de rares exceptions, amenées par des imprudences malheureuses ou par des fautes d'administrateurs souvent incapables et qui ne prouvent rien contre un régime.

Le développement des dépôts d'épargne a entraîné l'accroissement de la fortune personnelle des caisses. Cette fortune est composée par le fonds de dotation versé par les fondateurs dans des conditions qui varient d'une caisse à une autre et par les bénéfices annuels réalisés par les caisses dans les opérations effectuées avec les fonds des déposants.

Malgré la générosité toujours croissante des conseils

(1) *Bollettino delle casse di risparmio ordinarie, situazione al 30 giugno 1907*. Roma, 1908.

d'administration en faveur des œuvres de bienfaisance ou d'utilité publique, nous assistons à un accroissement très remarquable de cette fortune personnelle.

Les documents officiels nous donnent quelques renseignements frappants sur cette progression (1).

En milliers de livres

1840	1.000
1850	2.600
1860	11.200
1870	28.200
1880	70.400
1890	140.400
1900	234.300
1904	281.800

Les caisses de Lombardie figurent dans ce chiffre pour L. 112.100.000, presque la moitié.

Dans les quelques pages qui vont suivre, nous essayerons de retracer très brièvement l'organisation administrative des diverses caisses d'épargne italiennes. Puis, éclairé sur le fonctionnement intérieur de ces institutions, il nous sera plus facile de dégager et d'apprécier les résultats qu'elles ont su atteindre dans leur activité économique et sociale.

Nous exposerons ensuite dans de très courtes monographies, comme nous l'avons fait dans la première partie de cette étude pour nos grandes caisses françaises, la vie indépendante de ceux de ces organismes qui nous ont paru les plus dignes d'intérêt soit par leur dévelop-

(1) Memoria sulle casse di risparmio ordinarie, presentata all'Esposizione internazionale di Parigi, 1900. *Le casse di risparmio in Italia*. Esposizione di Milano, 1906, Roma.

pement rapide, soit à cause des conditions particulièrement difficiles dans lesquelles ils ont été obligés de se développer.

Avant la loi du 15 juillet 1888, les caisses d'épargne jouissaient en Italie d'une liberté presque absolue pour leur formation et leur administration. La seule loi en vigueur était celle de 1851, promulguée dans les anciens Etats sardes.

Devant les graves inconvénients que pouvait entraîner une liberté, qui ne connaissait aucun contrôle et qui rendait faciles les imprudences ou les fautes de certains administrateurs, le gouvernement italien songea à appliquer aux caisses d'épargne la législation spéciale qui régissait les *opere pie*. L'application de cette législation, le règlement de 1860, aurait donné au Ministre de l'Intérieur des pouvoirs très étendus de surveillance et de contrôle sur les opérations financières des conseils d'administration (1).

Les prétentions du gouvernement italien soulevèrent une vive opposition. Les caisses d'épargne protestèrent contre une mesure qui leur enlevait une partie de leur liberté. Certaines d'entre elles parvinrent à faire reconnaître qu'elles n'étaient point des *opere pie* et qu'elles ne devaient relever en aucune manière du Ministre de l'Intérieur.

Devant les inconvénients d'une situation si complexe, le gouvernement décidait de rattacher, par une mesure générale, toutes les caisses d'épargne au Ministère de l'Agriculture, du Commerce et de l'Industrie.

L'opinion en Italie se trouvait divisée en deux fractions nettement opposées. Les uns, partisans d'une liberté ab-

(1) *La Prévoyance sociale en Italie*, par Léopold Mabilleau, Charles Rayneri et le comte de Rocquigny, 1898, Paris.

solue, sans aucun contrôle de la part des autorités administratives, demandaient que la législation consacrat l'autonomie, l'indépendance absolue des caisses, en n'exigeant d'elles qu'une seule formalité : la présentation et l'enregistrement des statuts. Les autres, tout en restant fidèles aux anciens principes libéraux qui avaient permis aux caisses de se développer si aisément, croyaient cependant utile que le gouvernement ne fût pas tout à fait étranger à la gestion des caisses, et estimaient nécessaire que la loi fixât, d'autre part, certaines conditions à la reconnaissance juridique de leur personnalité.

En 1886, le premier congrès national des caisses d'épargne italiennes se réunissait à Florence ; le Ministre de l'Agriculture, du Commerce et de l'Industrie s'y faisait représenter et assurait les membres du congrès que son intention était d'attendre le résultat de leurs délibérations pour présenter aux Chambres le projet de loi du gouvernement.

Le congrès de Florence se prononça pour une législation libérale, mais il demanda cependant au gouvernement de fixer certaines conditions à la constitution des caisses et de prendre des précautions pour prévenir les imprudences.

Le gouvernement, s'inspirant très largement des diverses résolutions adoptées à Florence, obtenait, deux ans plus tard, le vote de la première loi réglementant les caisses, celle du 15 juillet 1888.

La loi du 15 juillet 1888 reste en Italie le texte fondamental qui régit les caisses d'épargne. Depuis lors, le règlement du 21 janvier 1897 est venu simplement fixer les règles pratiques à suivre en cas de dissolution et la loi du 17 juillet 1898, qui est venue modifier certaines dispositions de celle de 1888, a ajouté quelques formalités de surveillance et de contrôle.

Nous examinerons les conditions fixées par la loi du 15 juillet 1888 pour la constitution ou la surveillance administrative des caisses.

Les caisses se trouvent sous la dépendance du Ministre de l'Agriculture, du Commerce et de l'Industrie ; elles sont soumises à son contrôle.

Elles peuvent être constituées : 1° Par des corps moraux : conseils municipaux, monts-de-piété, etc. Dans ce cas l'acte constitutif de la caisse doit indiquer le rôle de ces corps moraux dans la nomination des administrateurs, dans la surveillance des comptes et dans la direction administrative de la caisse.

C'est la forme la plus généralement adoptée dans les caisses d'épargne des provinces suivantes : Piémont, Vénétie, Emilie (1).

2° Par une association de personnes, sous la forme de sociétés anonymes. L'acte constitutif de la caisse doit, dans ce cas, indiquer le nombre des administrateurs, fixer les conditions d'admission, de remplacement des associés, déterminer le système d'élection des administrateurs, leurs pouvoirs, ainsi que ceux de l'assemblée des associés.

Nous rencontrons ce mode de formation de préférence dans les Marches, dans la Romagne et en Toscane (2).

Le premier fonds de dotation ne doit pas être inférieur à L. 3.000 et doit se composer d'espèces. Cette somme pourra être remboursée quand le fonds de réserve atteindra 1/10 des dépôts.

Les fondateurs ne reçoivent aucun intérêt pour leur

(1) *Le Casse di risparmio in Italia*. Memoria presentata all'Esposizione di Milano, 1906. — Memoria sulle casse di risparmio ordinarie presentata all'Esposizione internazionale di Parigi, 1900.

(2) *Le Casse di risparmio in Italia*, Esposizione di Milano, 1906.

part dans le fonds de dotation. Les fonctions d'administrateurs sont entièrement gratuites ; ils ne reçoivent d'une manière générale aucune indemnité pour leur travail ou leur présence. Seules les caisses d'épargne dont le capital dépasse L. 3.000.000 peuvent leur accorder des jetons pour leurs jours de service ou leur présence au conseil d'administration. Les administrateurs sont responsables et ne peuvent contracter aucune obligation avec la caisse. Certains fonctionnaires locaux, les maires, les adjoints, les conseillers ne peuvent pas faire partie des conseils d'administration.

Le système adopté par les caisses d'épargne pour la forme des livrets est excessivement variable. Les unes préfèrent le livret au porteur, les autres considèrent avec faveur le livret nominatif. On rencontre parfois dans certaines de ces institutions le livret nominatif payable au porteur pour les intérêts seulement. La forme la plus généralement usitée est celle au porteur.

Certaines catégories de livrets jouissent de conditions particulières. Dans le but d'offrir une prime à la minime épargne, la loi a autorisé les caisses à créer une classe particulière de livrets en faveur de certaines institutions de bienfaisance ou de certaines catégories de personnes : ouvriers manuels, journaliers, instituteurs. Les bénéficiaires de ces livrets spéciaux jouissent de certains privilèges : le minimum de versement exigé par la caisse est abaissé et le taux de l'intérêt, élevé. La loi ne fixe qu'une condition qui s'impose aux caisses : ces livrets ne doivent pas représenter plus d'un dixième des dépôts.

Les caisses peuvent recevoir des dépôts en compte-courant ; les conditions de versement sont alors modifiées. Il n'y a plus de minimum ; les livrets sont nominatifs ; le titulaire n'a pas besoin de représenter son livret pour retirer une partie de ses dépôts ; il lui suffit d'émettre

des chèques payables par la caisse et qui peuvent être encaissés par des tiers.

La loi du 13 juillet 1888 ne fixe point de conditions pour la réglementation des dépôts ; elle exige seulement que les statuts de la caisse soient parfaitement explicites sur les règles qui doivent les régir.

Les statuts doivent indiquer :

- a) Le minimum des versements.
- b) Le minimum et le maximum des versements, le maximum des livrets pour la catégorie spéciale de livrets au profit d'institutions de bienfaisance ou des ouvriers, travailleurs manuels, instituteurs.
- c) Les règles qui doivent permettre de distinguer clairement les dépôts ordinaires des dépôts en compte courant.
- d) Les conditions de préavis, le maximum des sommes qui peuvent être exigées à vue.
- e) Les conditions dans lesquelles doit être fixé l'intérêt à payer aux déposants.

La loi de 1888, nous l'avons déjà dit, laisse la liberté la plus absolue aux caisses d'épargne dans l'emploi des dépôts qui leur sont confiés ; mais elle demande aux statuts de déterminer, d'une façon très nette, la proportion qui doit exister d'après le désir des fondateurs entre les comptes ou crédits à hypothèque et le montant de l'actif, entre les diverses avances à des corps moraux et cet actif.

Un règlement du 14 avril 1889 vient pourtant apporter une limitation à cette liberté ; il n'autorise l'acquisition d'immeubles que dans certains cas, pour éviter les inconvénients d'emplois de ce genre qui entraînent presque toujours une véritable immobilisation.

Les caisses d'épargne, sauf autorisation spéciale par décret royal, ne peuvent acquérir d'immeubles que ceux qui

sont destinés à abriter leurs bureaux ou ceux dont l'acquisition est rendue indispensable pour la garantie de certains crédits (1).

Les immeubles acquis par voie d'expropriation forcée, de legs ou de donations doivent être vendus dans une période de 10 ans.

La loi a jugé nécessaire d'exiger des caisses la constitution d'un fonds de réserve important. Les bénéfices de l'exercice doivent être, jusqu'à concurrence des 9/10, affectés à ce fonds ; le dixième restant peut être employé en appui à des œuvres de bienfaisance ou d'utilité publique.

Lorsque la réserve ainsi constituée atteint 1/10 des dépôts, la totalité des bénéfices peut être employée par le conseil d'administration de la caisse en dons à des œuvres de bienfaisance.

Nous verrons bientôt la façon généreuse et large dont les caisses italiennes ont su user des dispositions libérales de la loi (2).

La loi du 15 juillet 1888, complétée par la loi du 17 juillet 1898, fixe les conditions de publicité qui doivent permettre au Ministre de l'Agriculture, du Commerce et de l'Industrie d'exercer sur les caisses un contrôle efficace.

Les caisses doivent, tous les six mois, remplir et transmettre un formulaire indiquant leur situation financière ; elles sont tenues d'envoyer leur bilan annuel, qui doit répondre à certaines conditions, ainsi qu'un rapport complet des administrateurs donnant un compte rendu de l'activité de la caisse pendant l'année écoulée et un résumé de la situation des diverses institutions qui en dépendent.

L'étude de ces divers documents permet au Ministre de

(1) Art. 4. Règlement du 14 avril 1889.

(2) Art. 17. Loi 15 juillet 1888.

l'Agriculture, du Commerce et de l'Industrie de suivre le développement et la gestion de chaque caisse ; un système de visites périodiques lui donne aussi un moyen de contrôle efficace. Si des irrégularités graves sont relevées, le conseil d'administration peut être dissous par décret royal, sur la proposition du Ministre de l'Agriculture, du Commerce et de l'Industrie et après avis du Conseil d'Etat, et un commissaire royal, nommé pour une durée de trois mois, qui peut être portée à six.

Si la moitié du patrimoine se trouve complètement compromise, le ministre fait réunir les sociétaires et leur demande s'ils consentent aux sacrifices nécessités par la reconstitution du capital, qui ne doit, en aucun cas, être inférieur au fonds de dotation primitif. Si les sociétaires ne veulent ou ne peuvent pas consentir à cette mesure, la dissolution est prononcée et a lieu selon les formes fixées par le règlement du 21 janvier 1897.

CHAPITRE II

LES CAISSES ITALIENNES (SUITE) ÉTUDE CRITIQUE DE LEUR RÔLE SOCIAL

Les caisses d'épargne, créées dans des circonstances difficiles, amenées plus tard à se développer au milieu de conditions économiques particulièrement défavorables, dans un pays pauvre, troublé par des crises intérieures, par des guerres contre l'étranger, ont su pourtant faire naître le goût, le besoin de l'épargne.

Le développement des caisses, que nous retracent les documents du Ministère de l'Agriculture, du Commerce et de l'Industrie, nous surprend quand nous songeons à la situation si peu favorable de l'Italie pendant une grande partie du siècle dernier : la formation de l'épargne ne devait-elle pas se heurter à de graves obstacles dans un pays où la terre rapportait peu, où l'industrie était naissante, le commerce, entravé ? Le gouvernement italien rencontrait de lourdes difficultés quand il désirait se procurer les fonds nécessaires aux besoins budgétaires ; les nouveaux titres ne trouvaient pas de souscripteurs en Italie et en étaient réduits à se classer dans des portefeuilles étrangers.

Pourtant, même pendant ces périodes critiques, la petite épargne ne cessait pas d'apporter le fruit de ses économies aux guichets des caisses et le chiffre des dépôts gérés par elle augmentait régulièrement.

Puis, quand la prospérité nationale s'accroît, ce fut pour les caisses une ère de prospérité et de richesse.

Le législateur de 1888 laissait aux caisses d'épargne une entière liberté dans l'emploi de leurs fonds.

Les conseils d'administration auraient pu n'accorder aux titres en général, aux fonds de l'Etat italien en particulier qu'un accueil très réservé et employer la plus grande partie des épargnes qui leur étaient confiées en prêts chirographaires, hypothécaires, en comptes courants ou en escompte de lettres de change. Il n'en fut rien : les administrateurs comprirent parfaitement les avantages que présentait l'emploi d'une partie importante des fonds des déposants en titres de l'Etat italien ou garantis par l'Etat italien. Si ces titres peuvent, en temps de crises financières ou de difficultés politiques graves, subir des baisses énormes, si leur vente peut dans de telles circonstances devenir difficile, presque impossible, si elle risque de faire écrouler les cours le plus souvent à la veille d'un emprunt nouveau, il est certain cependant qu'en temps ordinaire leur vente est facile et que leur réalisation peut permettre aux caisses de faire face aisément aux demandes de retrait les plus pressantes.

Les prêts hypothécaires ou chirographaires, les effets de commerce représentent un emploi beaucoup moins sujet à se trouver vivement impressionné par des crises intérieures ou extérieures, mais ils risquent d'entraîner souvent une certaine immobilisation des capitaux.

Aussi assistons-nous, en Italie, au développement très régulier de l'emploi en titres ou fonds d'Etat.

Les documents les plus récents (1) nous montrent que

(1) *Bolletino delle casse di risparmio ordinaria*. Situazione al 30 giugno 1907, Roma, 1908. — *Riassunto dei rendiconti delle casse di risparmio per l'esercizio 1907*. Roma, 1908.

plus de la moitié des dépôts est affectée à l'acquisition de titres composés en grande partie de titres de rente de l'Etat italien, de bons du Trésor, de divers titres bénéficiant de la garantie de l'Etat et d'une façon beaucoup plus restreinte de titres de sociétés commerciales ou industrielles.

Voici la progression que nous montrent les publications officielles de cette catégorie d'emploi, de 1830 à 1904 :

	En milliers de livres
1830.....	3.000
1840.....	2.600
1850.....	2.700
1860.....	14.000
1870.....	73.800
1880.....	306.300
1890.....	378.700
1900.....	991.400
1904.....	1.072.700 (1)

Pour la seule caisse de Milan, l'emploi en titres approche d'un demi-milliard. Au 31 décembre 1906, la rente italienne figurait dans le bilan pour L. 300.233.362 (2), auxquelles venaient s'ajouter L. 8.915.000 de bons du Trésor.

L'appui donné par les caisses italiennes aux émissions de rente de l'Etat est donc important ; il croît régulièrement avec le développement de ces grandes institutions. La loi n'est pas venue poser une obligation, mais les administrateurs ont su apprécier librement et sagement la

(1) *Le casse di risparmio in Italia*. Esposizione di Milano, 1906.

(2) *Bollettino delle casse di risparmio ordinarie*. Situazione al 31 dicembre 1906.

part qu'ils pouvaient accorder à ce genre d'emploi. Ils ne se sont point détournés de ces valeurs et ont su leur accorder un encouragement rendu plus précieux par la prospérité de leur caisse.

L'agriculture, l'industrie devaient, en Italie, rencontrer de graves obstacles à leur essor. La rareté des capitaux, l'absence presque complète de richesse acquise, les secousses nombreuses et longues, politiques et financières, qui venaient troubler le développement économique de la nouvelle nation, rendaient l'exercice du crédit difficile ou dangereux. Le mérite des caisses d'épargne a été de comprendre les inconvénients d'une pareille situation et d'essayer d'y trouver un remède. Ces capitaux que l'épargne venait apporter à leurs guichets, il fallait les faire contribuer au développement de ce crédit si nécessaire ; il fallait, en s'inspirant d'une conception de large décentralisation, les offrir à ces agriculteurs, à ces industriels qui demandaient un appui.

Les caisses ont fait tous leurs efforts pour atteindre la réalisation de ce but ; elles ont, en employant les formes les plus diverses, prêts hypothécaires, prêts chirographaires, escompte de lettres de change, avances en comptes courants garantis ou non, prêté l'aide puissante de leurs capitaux à l'agriculture, pour lui permettre d'abandonner ses anciens errements, ses méthodes surannées et improductives, à l'industrie naissante, pour favoriser une production que paralysait l'absence de tout crédit.

Les documents du Ministère de l'Agriculture, du Commerce et de l'Industrie nous donnent, sur le développement de ces divers emplois, le tableau suivant :

	Prêts hypothéc en millions de lires	Prêts chirograph. en millions de lires	Portefeuille en millions de lires	Comptes courants en millions de lires
1830.	4.5	4.9	—	—
1840.	7.6	8.5	0.9	2.3
1850.	20.0	14.9	3.3	2.8
1860.	83.3	31.7	12.6	6.9
1870.	107.5	49.3	27.1	11.9
1880.	135.4	92.7	82.3	46.4
1890.	274.9	151.0	142.0	60.4
1900.	255.6	136.8	138.2	66.3
1904.	303.1	165.0	289.8	80.7

Le premier effort des caisses italiennes porta vers la réalisation pratique et effective du crédit agricole (1).

L'agriculture italienne souffrait d'une situation très défavorable, créée par la dissociation grandissante de l'ouvrier agricole et de la terre. Tandis que, dans presque tous les autres pays agricoles en Europe, l'évolution économique, commencée déjà depuis longtemps, amenait progressivement une union plus intime entre le paysan et la terre, en Italie, l'évolution paraissait, au contraire, prendre une orientation toute différente.

L'agriculture italienne souffrait des inconvénients du latifondisme. L'enquête agraire (2) poursuivie par le gouvernement italien de 1880 à 1885 nous montre quelle était l'importance des grands domaines.

Le maintien, le développement de ces grandes propriétés rurales provient de causes très complexes. Dans le midi, la pauvreté d'un sol avare, l'indolence ou la pa-

(1) *Le casse di risparmio in Italia*. Esposizione di Milano, 1906. — *Memoria sulle casse di risparmio ordinarie presentata all'Esposizione internazionale di Parigi*, 1900.

(2) *Atti della giunta per l'inchiesta agraria*. Rapports de M. Emilio Morpurgo sur la Vénétie et du sénateur Jacini sur la Lombardie.

resse des populations contribuent à maintenir ou à accentuer un pareil état de choses. Certaines régions, les Pouilles, les terres de Bari, d'Otrante, la Sardaigne, la Sicile, sont en partie incultes. Le latifondisme y règne en maître; une grande partie du sol appartient à des propriétaires qui ne résident pas, à des corps moraux, à l'Etat.

Dans le nord, en Lombardie, en Piémont, dans la plaine du Pô, d'autres causes viennent entretenir cette situation fâcheuse. La terre y est plus riche mais, propre à la grande culture, elle demande, par contre, l'application de capitaux beaucoup plus considérables. Il faut entreprendre, avec des prévisions d'amortissement très éloigné, de longs et coûteux travaux de dessèchement ou d'irrigation.

A côté du régime de la grande propriété, nous retrouvons, comme dans la plupart des pays qui souffrent du latifondisme, le morcellement qui réduit en une véritable poussière la petite propriété. Ce morcellement entraîne pour les classes agricoles l'impossibilité de retirer de leur maigre patrimoine un revenu suffisant. Les améliorations du matériel agricole, les tentatives d'amendement des terres deviennent difficiles, même impossibles. Des propriétés foncières, qu'un régime d'exploitation plus rationnel, que quelques amendements rendraient fertiles, ne peuvent donner à leurs propriétaires que de très maigres récoltes (1).

Si l'agriculteur veut réagir, s'il tente de se procurer un crédit difficile, il va se heurter à deux obstacles : l'usure et l'hypothèque.

(1) D'après les renseignements de l'*Annuaire du Ministère des Finances* pour 1880, sur 3.500.000 contribuables, il y en a 3.000 000, qui paient moins de 20 livres à l'Etat et à la province réunis, et 370.000 qui paient moins de 40 livres.

Pour l'usure, les actes de l'enquête agraire nous donnent des renseignements saisissants : dans certaines régions, en Lombardie, en Romagne, elle atteint et dépasse pour les petites sommes 120 à 150 0/0.

L'hypothèque présente d'autres dangers. L'agriculteur se trouve dans l'impossibilité de se libérer une fois le prêt consenti. Il ne parviendra jamais le plus souvent à rompre la chaîne qu'il s'est donnée. L'intérêt de son prêt viendra rendre illusoire les bénéfices qu'entraîne une meilleure mise en valeur du fonds. Une année mauvaise, un orage quelquefois, peut entraîner une expropriation forcée.

L'organisation du crédit agricole n'est pas sans présenter de graves difficultés. Compris comme l'ont compris le plus souvent les caisses d'épargne italiennes, le crédit agricole devient une forme du crédit personnel. Si les caisses renoncent à demander comme garantie de leurs avances la constitution d'une hypothèque, les garanties deviennent beaucoup plus douteuses et ne peuvent avoir comme base sérieuse que le travail et l'honorabilité de l'emprunteur.

Il y avait là, pour les grandes institutions d'épargne, un grave obstacle à surmonter. Accorder un crédit sans des garanties morales sérieuses devenait pour elles une opération des plus dangereuses. Consentir un prêt à longue échéance, à un taux modique, à un emprunteur inconnu, n'était-ce point faire courir aux dépôts engagés dans ces opérations un danger que ne compensait nullement l'intérêt payé par le débiteur? D'autre part, ne prêter qu'aux agriculteurs qui pourraient offrir de sérieuses garanties, n'était-ce pas limiter l'action de la caisse d'une façon fâcheuse, refuser un crédit à ceux qui en avaient le besoin le plus urgent?

Nous n'essayerons pas de décrire les divers moyens de

réalisation du crédit agricole que les caisses ont employés pour vaincre ces difficultés. Nous verrons plus loin, en étudiant un certain nombre de grandes caisses italiennes, les divers procédés les plus employés et les applications pratiques dont ils sont susceptibles. Nous nous contentons ici d'indiquer quelques systèmes qui ont facilité aux caisses l'établissement de ce crédit.

Les caisses italiennes devaient trouver un appui très précieux dans les tendances remarquables des agriculteurs italiens vers la coopération et l'association.

Dès 1883, les associations de cultivateurs ruraux se multiplient en Italie. Ces caisses, dues à l'intelligente activité et à l'initiative hardie de M. Wollembourg, se développèrent rapidement ; leur nombre dépassa en quelques années une cinquantaine.

Ces caisses, fondées selon les principes des caisses Raiffeisen allemandes, permirent aux caisses d'épargne, grâce au système de solidarité qui unissait leurs membres, de prêter leur appui au développement de l'agriculture. Dès 1883, la première de ces caisses, celle de Loreggia, recevait un encouragement précieux de la Caisse d'épargne de Padoue qui lui consentait un prêt important.

Dans d'autres régions, dans le Parmesan en particulier, la Caisse d'épargne s'efforce de promouvoir la formation de caisses agraires assez semblables aux caisses Wollembourg ; elle leur consent des prêts importants à un intérêt de 4 0/0, à condition que celles-ci prennent l'engagement de ne pas contracter d'autres emprunts, de consentir à la surveillance et au contrôle de l'institution d'épargne.

Les caisses agraires rendent de grands services aux agriculteurs, en leur consentant à un taux très modéré des avances à brève échéance pour l'achat d'instruments

agricoles, de semences ou d'engrais et en leur accordant, quand elles le jugent utile, des prêts qui peuvent atteindre une durée de dix ans.

L'existence de ces diverses caisses agraires ou rurales, comme intermédiaires entre les caisses d'épargne et les agriculteurs, présente de nombreux avantages. Le crédit est rendu plus facile, car il est moins aléatoire. Ces caisses, très nombreuses, situées dans la plupart des petits centres agricoles, peuvent juger beaucoup plus sagement de l'utilité ou de la nécessité d'un prêt. Elles peuvent, par leur situation, par leur constitution, connaître le degré de moralité, l'énergie, la force de travail du futur débiteur ; elles ont intérêt, à cause du principe de solidarité qui les régit, à ne donner leur appui pécuniaire qu'aux agriculteurs qui paraissent intéressants ; l'intérêt de tous leurs membres est le même : éviter de consentir un prêt douteux.

Mais ce ne sont point là les seules formes sous lesquelles les caisses italiennes aient essayé de développer le crédit agricole.

Certaines d'entre elles, celle de Bologne par exemple, nous le verrons plus loin, consentent des prêts individuels, après avis du Comice agricole. Les demandes d'emprunt, adressées à la Caisse d'épargne, sont soumises au Comice agricole qui donne ou qui refuse un avis favorable. Si l'avis est favorable, le Comice fournit les marchandises, semences, engrais, et exige de l'emprunteur une lettre de change à l'ordre de la Caisse d'épargne.

La loi du 23 janvier 1889 est venue apporter une facilité nouvelle aux opérations du crédit agricole par la création des *cartelle*.

L'institution des *cartelle* permet aux caisses d'épargne d'exiger, au lieu d'une garantie hypothécaire, toujours onéreuse et dangereuse pour l'emprunteur, un

simple privilège sur les fruits, les denrées, sur le matériel agricole. La même loi essaie de procurer à l'emprunteur un intérêt réduit et de longs délais de remboursement.

L'escompte des lettres de change répondant à certaines garanties, en général la nécessité de trois signatures, a rendu aussi de grands services dans le fonctionnement et le développement du crédit agricole.

Mais, à côté de cette catégorie de prêts de caractère individuel, beaucoup de caisses n'ont pas hésité à mettre à la disposition des communes, de divers corps moraux ou d'associations des sommes considérables à un taux particulièrement réduit pour l'exécution de certains travaux longs et coûteux. Elles ont consenti, pour faciliter des entreprises d'irrigation ou de dessèchement, de nombreux prêts à 3,50 ou 3,75 0/0, avec des conditions de remboursement reculées et très favorables.

Il y a là une initiative des plus intelligentes ; la caisse montre la voie aux pouvoirs publics et souvent leur rend possibles des travaux que la pauvreté de leur budget leur interdirait.

De nombreuses caisses ont décidé de créer une catégorie spéciale de prêts, consentis à un taux réduit, pour l'amélioration du bétail, de la race bovine en particulier. Enfin, dans l'intérêt de l'agriculture nationale, des caisses, comme celle de Plaisance, n'ont pas reculé devant de véritables sacrifices pécuniaires pour doter des institutions jugées par elles très utiles pour les progrès de la mise en valeur rationnelle du sol : les chaires ambulantes d'agriculture, dont certaines ont dû leur naissance à la générosité de grandes caisses d'épargne, sont pour le pays une école parfaitement adaptée aux besoins des classes rurales, qui trouvent, dans les leçons théoriques et pourtant pratiques de ces professeurs, l'enseignement le plus approprié à leur situation.

La constitution du crédit agricole n'a point paru suffisante aux caisses italiennes : elles ont essayé de mettre le crédit à la portée de l'ouvrier. L'entreprise était difficile et pleine de périls. La classe rurale présente pour le créancier des garanties plus sérieuses que la classe ouvrière. La possession de la terre, même si le prêt ne se trouve pas garanti par une hypothèque, donne aux agriculteurs une stabilité que ne possèdent pas les ouvriers des villes.

Pourtant, dès 1846, les caisses tentaient de développer le prêt à la production au profit des ouvriers sur simple parole ; en 1890, elles généralisaient les prêts d'honneur et en accordaient à des ouvrières.

Cette tentative difficile mérite de retenir notre attention. La question d'honorabilité joue, ici encore, un grand rôle ; les caisses ont besoin d'une grande prudence, car la moralité de l'emprunteur est le plus souvent en fait sa seule garantie.

Les caisses d'épargne ont trouvé souvent un auxiliaire ou un intermédiaire précieux dans les sociétés de secours mutuels. Le fait seul de s'être affilié à une société de ce genre indique très nettement chez l'ouvrier le désir de rester d'une manière permanente dans la région.

Il nous faut signaler une manifestation très intéressante de l'activité des caisses.

Vers 1883, à la suite du chômage entraîné par la stagnation économique dont souffrait l'Italie, nous assistons à la formation de sociétés coopératives d'un caractère tout particulier. Certaines catégories d'ouvriers éprouvés par ce chômage, des terrassiers, des maçons surtout, comprennent les avantages que présente pour eux l'existence d'associations organisées et capables de manifester leurs revendications,

Ces groupements de *muratori*, de *braccianti* se développent très rapidement. En 1889, la loi du 11 juillet

leur permet de prendre part aux adjudications inférieures à L. 100.000. dans des conditions particulièrement favorables. Mais pour se lancer dans de pareilles entreprises, il leur faut un capital ; leurs adhérents sont trop pauvres pour pouvoir, par leurs propres moyens, contribuer à cette première mise de fonds. Les caisses d'épargne, dans bien des cas, ont compris la nécessité de consentir à ces associations de modestes avances à des conditions modérées, pour permettre à leurs membres de concourir avec quelques chances de succès avec les entrepreneurs.

Les caisses ont encore contribué au développement du crédit d'une manière générale par des prêts à des industriels, comme la Caisse de Voghera, par l'escompte de lettres de change présentant certaines garanties (trois signatures, échéance de six mois au maximum), par des avances sur titres ou sur des objets précieux, par des ouvertures de comptes courants garantis par une hypothèque ou par la cession d'une créance hypothécaire.

Nous venons de passer rapidement en revue les principaux emplois auxquels les caisses d'épargne ont consacré les fonds qui leur étaient confiés.

Par ce système largement libéral, grâce à cette conception d'une décentralisation intelligente et hardie, les caisses ont su trouver une prospérité croissante. Le crédit agricole et populaire a prospéré et s'est développé dans des conditions particulièrement heureuses ; l'agriculture, l'industrie ont trouvé le stimulant qui leur était nécessaire et les caisses elles-mêmes ont bénéficié de ces progrès économiques. Elles ont vu, sous l'influence de la prospérité nationale, les épargnes affluer et leur fortune personnelle augmenter rapidement.

Les dispositions de la loi de 1888 exigent que les 9/10

des bénéfices soient consacrés à la constitution d'un fonds de réserve. Le $\frac{1}{10}$ restant peut, si telle est la volonté de la caisse, être employé en dons à des œuvres de bienfaisance ou à des établissements d'utilité publique.

Mais, dès que le fonds de réserve atteint $\frac{1}{10}$ des dépôts, la caisse retrouve toute sa liberté et peut disposer, selon sa volonté, de tout ou partie des bénéfices.

Les caisses italiennes ont usé généreusement des dispositions libérales de la loi. Quand elles ont vu leur fonds de réserve répondre aux conditions fixées par la législation de 1888, elles n'ont pas hésité à consacrer une part considérable, quelquefois même la presque totalité de leurs bénéfices en encouragements à des œuvres intéressantes.

Quand on parcourt les chiffres que mettent sous nos yeux les documents officiels du Ministère de l'Agriculture, du Commerce et de l'Industrie, on ne peut s'empêcher de songer avec quelque tristesse qu'un de nos grands établissements d'épargne de province s'est vu, il y a quelques années, sur les observations de l'Inspection des finances, dans l'obligation de renoncer à accorder sa modeste obole à de très intéressantes bibliothèques populaires.

Parmi les quelques noms que nous citons entre bien d'autres, on remarquera de petites villes, quelquefois presque des villages. Pourtant, dans ces petites agglomérations, les caisses d'épargne ont su prospérer et, grâce à leur développement heureux, contribuer très largement à l'organisation de la bienfaisance.

Piémont.

		Lires.	
Caisse d'Asti.....	de 1872 à 1900	523.812	»
—	de 1900 à 1904	194.225	»

Caisse de Bra.....	de 1886 à 1900	253.822	»
—	de 1900 à 1904	107.093	30
Caisse de Coni.....	de 1882 à 1900	565.301	50
Caisse de Turin.....	de 1884 à 1900	2.770.985	71
—	de 1900 à 1904	2.013.590	60

Lombardie.

Caisse de Vigevano..	avant 1900	164.414	49
—	de 1900 à 1904	51.326	27
Caisse de Voghera..	de 1900 à 1904	294.800	»

(Nous relevons parmi les contributions les plus importantes à des œuvres de charité ;

A l'Orphelinat (créé par la Caisse).	515.290	71
A l'Hôpital-Dépôt de mendicité ..	170.537	30
A la Salle d'asile	97.413	57)
Caisse de Milan de 1847 à 1900	46.965.926	65
— de 1900 à 1904	23.520.453	66

Vénétie.

Caisse d'Udine.....	au total en 1904	352.840	72
—	de 1900 à 1904	199.937	50

(Nous relevons une donation de L. 104.400 pour la construction d'un hospice d'incurables).

Caisse de Venise....	au total en 1904	785.303	87
—	de 1900 à 1904	253.549	22
Caisse de Vérone...	au total en 1904	2.508.370	61
—	de 1900 à 1904	1.073.420	»

(Nous relevons :

Au Bureau de bienfaisance.....	531.878	26
A l'Asile de mendicité.....	342.329	33
Au Sanatorium de tuberculeux en 1900-1902.....	230.000	»)
Caisse de Padoue... de 1881 à 1904	1.087.496	54
— de 1900 à 1904	431.121	15

Emilie.

Caisse de Parme. . . de 1868 à 1904	1.407.024	82
— de 1900 à 1904	375.230	25
Caisse de Plaisance. de 1864 à 1904	1.662.238	97
— de 1900 à 1904	789.930	39
Caisse de Bologne.. de 1844 à 1904	1.563.896	06
— de 1900 à 1904	258.180	»
Caisse de Mirandola. de 1878 à 1904	290.624	57
— de 1900 à 1904	86.010	11
Caisse de Carpi..... de 1848 à 1904	200.190	60
— de 1900 à 1904	75.383	38
Caisse de Modène... de 1890 à 1904	620.630	53
— de 1900 à 1904	163.333	97
Caisse de Reggio-Émilie. de 1862 à 1904	957.930	06
— de 1900 à 1904	317.644	29

(Nous notons :

A l'Asile pour les enfants	315.140	98
A l'Ecole des enfants pauvres.....	248.457	97)

Toscane.

Caisse de Pistoie.... de 1883 à 1904	394.404	28
— de 1900 à 1904	109.228	12

Caisse de Livourne.	de 1867 à 1904	973.843	25
—	de 1900 à 1904	221.835	65
Caisse de Pise.....	de 1854 à 1904	751.920	»
—	de 1900 à 1904	270.432	»
Caisse de Florence..	de 1883 à 1904	1.262.400	»
—	de 1900 à 1904	591.200	»
—	de 1904 à 1907	450.000 (1)	

Romagne.

Caisse d'Imola.....	de 1863 à 1904	623.798	78
—	de 1900 à 1904	99.293	57
Caisse de Ferrare...	de 1845 à 1904	677.673	80
—	de 1900 à 1904	163.819	25
Caisse de Forli.....	de 1841 à 1904	393.129	85
—	de 1900 à 1904	50.350	»
Caisse de Rimini...	au total en 1904	326.673	03
—	de 1900 à 1904	93.788	60
Caisse de Lugo.....	de 1854 à 1904	584.995	72
—	de 1900 à 1904	57.737	»

Ombrie.

Caisse de Foligno...	de 1863 à 1904	91.231	49
—	de 1900 à 1904	11.926	52

Lazio.

Caisse de Rome....	de 1860 à 1904	1.256.331	81
—	de 1900 à 1904	678.000	»

(1) Rendiconto della cassa centrale di risparmi e depositi di Firenze, dal 1^o gennaio al 31 dicembre 1907, Firenze, 1908.

Sicile.

Caisse de Palerme..	de 1872 à 1904	647.492 87
—	de 1900 à 1904	272.410 (1)

(1) *Le casse di risparmio in Italia*. Esposizione di Milano, 1906.

CHAPITRE III

LA CAISSE DES PROVINCES LOMBARDES OU DE MILAN

La Caisse d'épargne des provinces lombardes ou de Milan est le plus important de tous les établissements d'épargne italiens. Fondée en 1823, sous la domination autrichienne, par le Comité central de bienfaisance de Milan, elle n'a pas tardé à se développer rapidement, à multiplier ses succursales ou ses filiales dans de nombreuses parties de la Lombardie. Le chiffre de ses dépôts, toujours croissant, dépasse à l'heure actuelle 800 millions de lires (1), et sa fortune personnelle, malgré la générosité très bienfaisante de ses administrateurs, atteint 122.100,000 lires.

La Caisse d'épargne des provinces lombardes comprend la Caisse centrale de Milan et ses nombreuses filiales. Le Crédit foncier, le Magasin général des soies et autres marchandises, le fonds de pensions et subsides pour les employés, la fondation Victor-Emmanuel II pour encouragements d'études sont des gestions annexes de la Caisse de Milan et sont administrés dans les mêmes conditions (2).

(1) *Bollettino delle casse di risparmio ordinarie*. Situazione al 30 giugno 1907. Roma, 1908.

(2) Statuts de la Caisse d'épargne de Milan ou des provinces lombardes. Art. 1 et 4.

L'administration de la Caisse est confiée à une commission centrale de bienfaisance qui siège à Milan. Elle comprend un président et un vice-président nommés par le roi et 13 commissaires élus par le Conseil provincial et le Conseil communal de Milan, par les Conseils provinciaux de Bergame, Brescia, Côme, Crémone, Mantoue, Pavie, Sondrio.

Les livrets ouverts par la Caisse d'épargne sont au porteur ou nominatifs. Les livrets nominatifs, qui jouissent d'un intérêt plus élevé (1), sont délivrés aux sociétés agricoles et ouvrières de secours mutuels et à certaines catégories de déposants (2); les livrets nominatifs ne peuvent en aucun cas dépasser un dixième de l'ensemble des dépôts (3).

Les statuts de la Caisse de Milan laissent à la commission centrale une grande liberté pour l'emploi des fonds des déposants. Ils déterminent simplement certaines proportions qui doivent toujours être respectées, de façon à éviter les dangers que présenterait l'immobilisation d'une partie trop considérable de ces dépôts.

(1) Articles 8 et 9 de la loi de 1888, et article 3 du règlement du 4 avril 1889.

(2) Voici la liste des personnes auxquelles il peut être accordé des livrets nominatifs :

- 1^o Agriculteurs travaillant de leurs bras à la terre ;
- 2^o Ouvriers et artisans ;
- 3^o Maîtres élémentaires ;
- 4^o Agents subalternes (gardes des finances, agents de surveillance des octrois) ;
- 5^o Pompiers ;
- 6^o Gardes urbains ;
- 7^o Gardes civiques et gardes de la sécurité publique ;
- 8^o Garçons de café et d'auberge, manœuvres, portefaix, etc.

(3) Statuts de la Caisse d'épargne de Milan, art. 48.

La Caisse a usé de cette liberté (1). Le bilan nous montre la variété des divers emplois choisis de préférence par la commission centrale.

L'emploi en valeurs mobilières, surtout en titres de l'Etat, ou garantis par l'Etat, figure au bilan de la Caisse pour une somme très importante. La situation de la Caisse, arrêtée au 31 décembre 1906, nous donne les chiffres suivants :

Bons du Trésor.....	L. 8.915.000	»
Titres émis par l'Etat.....	300.233.362	»
Titres garantis par l'Etat.....	19.709.897	»
Cartelle fondiaria.....	8 298.115	»
Actions et obligations de sociétés commerciales cotées à la Bourse.	40.561.737	»
Titres divers.....	84.025.611	»
Obligations de corps moraux.....	8.765.997	»

(1) Nous résumons brièvement les divers emplois autorisés par les statuts :

a) Prêts ou comptes courants avec hypothèques sur objets placés dans le royaume.

Ces prêts ou comptes courants ne peuvent excéder 25 0/0 de l'ensemble des dépôts.

b) Prêts ou comptes courants aux provinces dont les bilans présentent des garanties.

Prêts à des sociétés constituées pour l'exécution de travaux d'irrigation, etc.

Prêts ou comptes courants aux communes et autres corps moraux avec garantie hypothécaire.

Ces prêts ne peuvent dépasser 15 0/0 de l'ensemble des dépôts.

c) Avances sur nantissements de titres de l'Etat, des provinces, communes, etc.

d) Escompte d'effets de commerce.

e) Acquisition de Bons du Trésor.

f) Acquisition d'obligations de crédit agricole.

h) Achats de rente, d'obligations des provinces, etc.

i) Opérations de crédit foncier.

j) Avances sur dépôts de soie ou autres marchandises.

Statuts de la Caisse de Milan. Art. 63.

La Caisse consent des avances et des comptes courants garantis par des titres émis par l'Etat, par des *cartelle fondiaria* et *agrarie*, ou par le nantissement d'objets précieux ou de marchandises.

Les opérations de ce genre, faites avec la garantie de titres ou de *cartelle*, s'élevaient au 31 décembre 1906 à 6.522.739 livres 30. Celles consenties avec la garantie d'objets de valeur ou de marchandises figuraient au même bilan pour 4.409.400 livres.

La part prise par ce grand établissement d'épargne dans l'escompte des lettres de change est importante, puisque les dépôts engagés étaient, à la même époque, de 58.579.012 livres 94.

Mais l'activité de la Caisse s'exerce surtout dans les opérations de crédit hypothécaire ou chirographaire.

Les prêts hypothécaires s'élèvent à 144.421.339 livres 65, et les comptes courants garantis par une hypothèque à 9.033.630 livres 18.

Les prêts chirographaires absorbent avec les comptes courants accordés à certains corps moraux 56.247.480 livres 96; les opérations du même genre, garanties par des effets de commerce, 5.392.739 livres 09.

Ces diverses indications font ressortir l'importance du rôle joué par la Caisse de Milan dans l'organisation et le fonctionnement du crédit dans les diverses provinces lombardes.

La Caisse d'épargne ne s'est pas livrée directement à des opérations de crédit agricole. Mais, cependant, elle n'a pas ménagé ses encouragements aux institutions qui essaient de contribuer à son développement. Elle a accordé 300.000 livres, à fonds perdu, pour la création d'un établissement de Crédit agricole dans le Lazio. Tout récemment, elle adressait aux Préfectures et aux Chambres de commerce, une circulaire leur annonçant qu'elle était dis-

posée à accorder des prêts dans des conditions très favorables aux établissements de crédit agraire.

La Caisse n'a pas, comme d'autres grandes institutions d'épargne italiennes, provoqué la création de chaire ambulante, mais pourtant a accordé de nombreux témoignages d'intérêt aux comices agricoles et aux chaires d'agriculture. De 1893 à 1904, ses subventions se sont élevées à un chiffre total de 271.000 livres. A partir du 1^{er} janvier 1903, le Conseil décidait d'élever de 3.000 livres à 6.000 livres sa participation à la chaire ambulante de Milan et de 2.000 livres à 4.000 livres sa subvention aux diverses chaires d'agriculture des autres provinces lombardes.

Des sommes importantes, plusieurs millions, ont été prêtées par la Caisse de Milan dans des conditions de remboursement ou d'amortissement très favorables et pouvant s'étendre sur une période de quarante ans, pour l'exécution d'importants travaux d'irrigation, de dessèchement ou d'amélioration du sol.

Nous avons indiqué l'importance des prêts hypothécaires, qui dépassent de beaucoup 150 millions.

On peut affirmer qu'une grande partie des sommes avancées est employée à développer les propriétés productrices du sol et à améliorer le matériel d'exploitation.

Enfin, le Crédit foncier, qui fait pour ainsi dire partie de la Caisse de Milan et qui est dirigé par la même commission centrale de bienfaisance, contribue puissamment au développement du crédit foncier en Lombardie (1).

(1) Le Crédit foncier a été fondé par la Caisse de Milan, conformément à la convention du 4 octobre 1865. La Caisse contribue pour 5 millions de livres au fonds de réserve. Statuts de la Caisse de Milan, Art. 5.

Le chiffre des prêts accordés s'élève à 3.500 pour un capital de plus de 121 millions de livres.

Les prêts consentis par le Crédit foncier représentent plus d'un tiers de l'ensemble des divers prêts accordés par tous les établissements de crédit foncier en Italie.

La Caisse de Milan et son auxiliaire le Crédit Foncier ont rendu des services inappréciables à toutes les provinces lombardes. Ils ont réalisé la création et le fonctionnement efficace et suivi du crédit. C'est grâce à leur intervention, à leur généreuse initiative que des étendues considérables de terres, maintenant fertiles, ont pu être cultivées avec profit.

Dès 1847, la commission centrale décidait de faire participer largement les diverses œuvres de bienfaisance ou d'utilité publique aux bénéfices croissants réalisés par la Caisse d'épargne. Depuis cette époque, avec la prospérité du grand établissement d'épargne, les œuvres de bienfaisance ont trouvé un appui précieux dans la générosité de la commission.

Les statistiques nous montrent la rapidité de la progression des encouragements donnés par la Caisse.

1847-1850.....	L.	165.925.93
1850-1860.....		106.000
1860-1870.....		1.031.808.58
1870-1880.....		2.338.025.70
1880-1890.....		8.365.354.14
1890-1900.....		11.438.358.64
1900-1904.....		23.520.453.66
		46.965.926.65 (1).

(1) *Le casse di risparmio in Italia*. Esposizione di Milano, 1906.

La Caisse a étendu son intervention généreuse en faveur de la bienfaisance aux provinces de Milan, de Brescia, de Côme, de Bergame, de Mantoue, de Crémone, de Pavie, de Novare et de Sondrio.

Les œuvres d'assistance ont recueilli la part la plus considérable de ses générosités. Mais les œuvres de prévoyance sociale, les sociétés pour le développement de l'instruction populaire ont aussi, à plusieurs reprises, reçu de la commission centrale de précieux encouragements.

Nous citerons quelques chiffres parmi les plus importants :

Assistance de l'enfance.....	L.	864.998	76
Assistance aux malades.....		11.920.994	26
Assistance aux invalides.....		2.432.938	42
Assistance aux pauvres.....		18.738.636	33
Aux écoles maternelles.....		3.615.622	13
Œuvres de prévoyance sociale....		1.532.931	93

Depuis 1904, la commission centrale a décidé d'accorder, pour la naissance du prince du Piémont, la somme de 1.000.000 de liras aux bureaux de bienfaisance existant dans les régions sur lesquelles la Caisse exerce son activité, et 1.500.000 liras pour promouvoir la création de salles d'asile pour les enfants dans les communes qui n'en possèdent aucune. En 1905, cette dernière somme était portée à 3.000.000 de liras pour accorder un appui aux salles d'asile de ce genre dans les communes qui en étaient déjà dotées.

La commission centrale a fondé aussi trois œuvres de bienfaisance :

a) Le fonds de bienfaisance, qui possède un patrimoine

de 5.188.157 liras et qui a déjà accordé pour 3.378.003 liras 04 de secours divers.

b) La fondation Victor-Emmanuel, pour encouragements d'études, qui jouit d'un patrimoine de 207.636 liras 17.

c) L'œuvre de secours pour les enfants d'ouvriers, qui possède un patrimoine de 1.539.402 liras 53.

CHAPITRE IV

LA CAISSE D'ÉPARGNE DE PLAISANCE

Dans sa séance du 5 mars 1860, le conseil d'administration du Mont-de-Piété de Plaisance décidait la création d'une caisse d'épargne dans cette ville (1). Cette délibération était approuvée quelques mois plus tard par le décret royal du 18 août 1860. Le Mont-de-Piété avançait à la Caisse d'épargne une somme de 30.000 lires et conservait la tutelle de la nouvelle institution.

Le nouvel établissement d'épargne ne tardait pas à prospérer et pouvait, quelques années plus tard, commencer à rembourser au Mont-de-Piété une grande partie de ses avances. Le décret du 6 août 1883 donnait à la Caisse d'épargne une complète autonomie vis-à-vis de sa première bienfaitrice et les statuts, modifiés profondément par cette nouvelle situation, étaient, en 1891, approuvés par un décret du 1^{er} février.

La Caisse est dirigée par un conseil d'administration qui se compose de neuf membres : quatre sont élus par le Conseil provincial, trois, par le Conseil communal, un, par la Chambre de commerce, un, par le Comice agricole. Un comité d'inspection est institué ; il se compose de trois membres, dont deux sont nommés par le Conseil provin-

(1) *Le casse di risparmio in Italia*. Esposizione di Milano, 1906.

cial et un, par le Conseil communal. Il est chargé de l'examen annuel du bilan de la Caisse, il veille à l'application stricte des statuts et des règlements, il assiste avec voix consultative aux diverses délibérations du conseil d'administration (1).

Fondée en 1860 seulement, dans une petite ville sans importance industrielle ou commerciale très sérieuse au moment de sa création, la Caisse de Plaisance a vu s'accroître rapidement le chiffre des dépôts offerts à ses guichets.

En 1861, le nombre des livrets n'était que de 476, le chiffre des fonds reçus, de 78.833 livres 33. En 1870, le nombre des livrets atteignait 1709, les fonds des déposants, 1.436.667 livres 02.

Les indications et les tableaux statistiques nous permettent de suivre le développement de la prospérité de la Caisse.

	Livrets	Fonds dûs aux déposants
En 1880 (31 déc.)....	6.213	L. 10.916.899 03
en 1890 (31 déc.).....	9.331	14.636.162 62
en 1900 (31 déc.).....	13.954	22.763.937 81
en 1903 (31 déc.).....	16.097	26.788.266 02
en 1907 (31 déc.).....	16.928	28.832.157 68

Le mouvement des fonds a augmenté lui aussi très rapidement.

	Fonds déposés	Fonds retirés
En 1860..... L.	104.908 36	L. 27.750 57
en 1880.....	5.823.537 83	4.561.421 57
en 1900.....	9.760.943 07	8.701.786 32
en 1907.....	10.986.580 51	10.007.989 65(2).

(1) Léopold Mabilleau, Rayneri, comte de Rocquigny, *La prévoyance sociale en Italie*. Paris, 1898.

(2) Cassa di risparmio di Piacenza. Resoconto approvato dal con-

Les opérations de la Caisse comprennent les dépôts d'épargne ordinaires sur livrets au porteur, nominatifs, ou nominatifs et payables au porteur, avec un minimum de versement d'une lire et certaines conditions, certains délais de préavis pour les remboursements importants. Les livrets au porteur représentaient au 31 décembre 1907 21.983.638 lres 03 ; l'intérêt bonifié est de 2.70 0/0. Les livrets nominatifs représentaient 6.432.424 lres 13.

La Caisse de Plaisance, comme celle de Milan, a, usant des dispositions de la loi de 1888, créé une catégorie spéciale de livrets d'épargne nominatifs au profit d'œuvres de bienfaisance, d'ouvriers, de domestiques, etc. L'intérêt bonifié est plus considérable, il est de 40/0 ; les versements sont reçus à partir de cinquante centimes. Les livrets sont nominatifs, personnels, inaliénables ; leur solde ne peut excéder 1000 lres.

Au 31 décembre 1907, ils figuraient au bilan pour 383.032 lres 20 représentant les livrets individuels et pour 33.043 lres 32 représentant les livrets au profit d'œuvres de bienfaisance.

Dans le courant de l'exercice de 1907, le conseil d'administration a décidé de créer un service de coffrets d'épargne. Nous avons déjà, en parlant de la Caisse d'épargne de Marseille, dit quelques mots de ce système intéressant. L'idée et les premières applications ont vu le jour aux Etats-Unis, et le succès de ces coffrets n'a pas déçu les espérances de leurs créateurs.

Nous avons vu l'accueil très favorable fait à Marseille

siglio amministrativo nella seduta del 24 aprile 1907. Piacenza, 1907.
Resoconto approvato dal consiglio amministrativo nella seduta del
13 aprile 1908. Piacenza, 1908.

(Ces documents nous ont été très aimablement communiqués par
M. Ettore Zangrandi, Directeur de la Caisse de Plaisance).

par les clients de cette grande Caisse à l'intelligente initiative de ses administrateurs.

A Plaisance, la tentative est toute récente puisqu'elle est entrée dans le domaine des applications pratiques le 28 octobre 1907, mais la population ouvrière et agricole a déjà témoigné en sa faveur un intérêt très marqué.

Le conseil d'administration de la Caisse de Plaisance a d'ailleurs décidé, pour stimuler la formation de la petite épargne, la création d'un nouveau type de livrets nominatifs et payables au porteur, bénéficiant d'un intérêt de 3 1/4 0/0. Ces nouveaux livrets sont établis d'après des conditions assez semblables à celles qui régissent les livrets spéciaux de l'article 8 de la loi de 1888 (1).

La Caisse de Plaisance accepte aussi des dépôts en compte courant à condition que le premier versement soit, au minimum, de 100 lires.

Les dépôts de ce genre représentaient, au 31 décembre 1907, 1.431.903 lires 85.

Une partie très importante des dépôts reçus par la Caisse de Plaisance sont employés en titres émis par l'Etat ou garantis par lui.

Sur un actif de 36.278.586 l. 26, en 1907, 20.086.277 lires étaient employées en valeurs mobilières. Les titres émis par l'Etat figuraient pour 8.333.500 lires. Parmi les autres valeurs, nous remarquons une grande quantité d'obligations de chemins de fer, de nombreux *cartelle fondiaria* du Mont-de-Piété de Sienne, de l'*Opera Pia, S. Paolo* à Turin, de la Caisse d'épargne de Milan, de la Banque d'Italie, de la Banque de Naples, de l'Institut italien de crédit foncier, des obligations du Canal Cavour et de la province de Plaisance.

(1) Cassa di risparmio di Piacenza. Resoconto, Esercizio 1907 (Relazione del direttore all' Ufficio d'Ispezione), page 9.

Les autres modes d'emploi les plus intéressants sont les prêts hypothécaires ou chirographaires, les avances sur titres ou en compte courant, l'escompte des lettres de change.

Nous connaissons l'intérêt du crédit hypothécaire ; la garantie qu'obtient le créancier lui permet de consentir à son débiteur des prêts à plus longues échéances.

L'activité de la Caisse a été en 1907 :

	Nombre	Capital
Prêts existant au 1 ^{er} janvier 1907..	216	3.419.282 1.54
Prêts consentis pend ^t l'année 1907.	28	510.800 »
	244	3.630.082 54
Prêts remboursés pendant l'an- née 1907.....	26	434.771 99
Prêts existant au 31 déc. 1907...	218	3.195.310 55

Les prêts chirographaires à des corps moraux ou à des sociétés jouent un rôle important dans les placements de la Caisse d'épargne.

La province de Plaisance a, à plusieurs reprises, trouvé un appui précieux dans la Caisse d'épargne. Elle a sollicité et obtenu de nombreux prêts pour l'exécution de grands travaux d'intérêt public.

La dette de la province, vis-à-vis de la Caisse, s'élevait au début de 1908 à 2.021.559 liras 56 ; l'intérêt est de 4 0/0.

Dans le courant de 1907, la Caisse a consenti à la province de Plaisance un prêt important de 380.000 liras, destiné à contribuer à la construction du nouveau pont sur le Pô, rendu nécessaire par le développement économique de la région.

Des travaux très importants de dessèchement, d'irrigation ou d'amélioration des qualités productives du sol ont été exécutés par des associations ou des sociétés, grâce au généreux concours du conseil d'administration de la Caisse. Des prêts importants ont été consentis à ces sociétés sous la forme chirographaire ; ils sont d'une façon générale amortissables en 25 ans ; l'intérêt ne dépasse pas 3.75 0/0, et demeure souvent très inférieur à ce chiffre. La Caisse a même, dans certaines circonstances qui lui paraissaient particulièrement intéressantes, accordé des avances considérables à échéance éloignée et non productives d'intérêt.

Le 31 décembre 1907, les prêts consentis à des sociétés dans un but nettement agricole s'élevaient à 27.987 livres 47.

Prêts à des corps moraux et à des sociétés ou associations :

	Nombre	Capital
Prêts existant le 1 ^{er} janvier 1907...	14	1.832.763.46
— convertis durant l'année 1907.	2	433.000 »
	16	2.285.763.46
— remboursés durant l'année 1907	2	73.548.31
— existant au 31 décembre 1907.	14	2 212.217.15

Plusieurs communes de la province de Plaisance ont eu recours à cet établissement d'épargne pour obtenir un crédit qui leur était nécessaire. Ces prêts figurent pour une somme très importante au bilan de la Caisse. Pendant l'exercice de 1907, le conseil d'administration a accordé à la commune de Plaisance et à onze autres communes de la province 12 prêts, qui représentent un capital de 2.723.342 l. 20. A la fin du dernier exercice, les diverses

créances de la Caisse, au nombre de 43, s'élevaient à un total global de 3.546.709 l. 35.

Lorsque les prêts demandés par les communes ont pour but de servir à la construction d'écoles, le conseil d'administration, pour témoigner de son intérêt à la cause de l'enseignement populaire, a décidé qu'ils seraient consentis sans intérêt. Cette manifestation de l'activité intelligente et éclairée des administrateurs mérite d'être signalée. Beaucoup de communes ont pu, grâce à la générosité de la Caisse, remplacer des locaux anciens ou malsains par des écoles modernes et hygiéniques.

Pendant l'exercice de 1907, la Caisse a accordé un prêt sans intérêt de 250.000 livres à la commune de Plaisance, pour faciliter la construction d'un important groupe scolaire.

Voici les chiffres fournis par le compte rendu de la Caisse pour 1907.

Prêts sans intérêt à des communes pour la construction d'écoles :

	Nombre	Capital
Prêts existant au 1 ^{er} janvier 1907.	22	519.748 l. 57
Prêts accordés pendant l'année 1907.	2	266.600 »
	24	786.348 57
Part du capital remboursé.....	»	34.177 10
Prêts existant au 31 déc. 1907....	24	752.141 47

L'escompte des lettres de change joue un rôle important dans les opérations de la Caisse de Plaisance. Le total des effets escomptés en 1907 dépasse la somme de 7.400.000 livres, supérieure de plus d'un million de livres à celle que nous offrait l'exercice de 1906.

La Caisse a d'ailleurs adopté ce mode de crédit pour les

prêts d'honneur, consentis à des ouvriers ou à de petits industriels. Comme cette catégorie de débiteurs ne peut présenter comme garanties sérieuses que le goût au travail et l'honorabilité, la Caisse exige, pour accorder des prêts de ce genre, que le futur débiteur soit membre depuis un an au moins d'une société de secours mutuels et qu'il produise un certificat du directeur de la société.

Malgré les faibles garanties dont jouit la Caisse, cette catégorie de prêts n'a pas donné lieu à des pertes sérieuses. De 1886 à 1907, 13.020 prêts ont été accordés pour un capital de 1.137.022 l. 86. Sur ce nombre très considérable de prêts, 68 seulement n'ont pas été remboursés à l'échéance, et ils ne représentent que la somme modeste, si on songe qu'elle se répartit sur une période de vingt ans, de 4.918 l. 70.

La somme attribuée à ce genre d'emploi par le conseil d'administration est de 30.000 lires. Devant le nombre toujours croissant des demandes, le directeur de la Caisse, dans son rapport au comité d'inspection en 1908, demande que cette somme soit élevée à 30.000 lires, et que l'intérêt soit réduit à 2 0/0 quand la société de secours mutuels garantit, par sa signature, le paiement régulier à l'échéance.

La Caisse consent des avances en comptes courants garantis soit par une hypothèque, soit par des effets de commerce ou des titres.

Les comptes courants garantis par une hypothèque représentaient au 31 décembre 1907 (4 comptes courants) 151,243 l. 77 ; ceux garantis par des titres ou des lettres de change, au nombre de 167, représentaient 1.381.048 lires 31. Ce mode de crédit, qui présente de sérieux avantages, est en progrès très marqué.

L'activité de la Caisse, l'énergie, l'intelligence de ses administrateurs ont très efficacement contribué au déve-

loppement de l'agriculture dans la province de Plaisance.

Nous avons déjà signalé les avantages qu'avait retirés l'agriculture des nombreux prêts consentis par le conseil d'administration à des sociétés formées pour améliorer, par des irrigations ou des travaux de dessèchement, le rendement des terres cultivées.

La Caisse a fait tous ses efforts pour rendre vraiment effectif le crédit agraire. S'il s'agit de travaux longs, coûteux, elle consent des prêts avec ou sans garantie hypothécaire, avec une échéance de remboursement éloignée ; l'intérêt, toujours ou presque toujours inférieur à 3.75 0/0, est quelquefois très réduit. Dans le but de faciliter l'amélioration du bétail italien, de nombreux prêts ont été accordés à 2 0/0 d'intérêt pour l'acquisition de bétail des races Durham, Hollandaise ou Charolaise.

Lorsqu'il s'agit d'emprunts contractés pour un temps très court, quelquefois quatre ou cinq mois, la Caisse a, pendant de longues années, employé la forme de l'escompte de lettres de change. Si la lettre de change était présentée par l'intermédiaire du Comice agricole, le taux de l'escompte était réduit de 0.50 0/0 sur le taux ordinaire. Une modification des statuts avait même permis l'escompte d'effets munis simplement d'une signature pourvu que leur caractère fût nettement agricole.

Pendant l'exercice de 1906, les prêts consentis étaient encore de 996 pour un capital de 301.105 l. 64 ; en 1907, ils tombent à 40 pour un capital de 28.429 l. 70, et au 31 décembre 1907, seul restait un prêt de 1.000 liras.

A ces prêts la Caisse a substitué des comptes courants au profit des agriculteurs, à un taux de faveur réduit et garantis par des effets de commerce. Ces comptes courants représentaient le 31 décembre 1907 la somme totale de 253.235 l. 09.

La Caisse a contribué largement au développement de la technique agricole par la réalisation pratique du crédit agraire. Au moment où la Caisse se constituait, les agriculteurs de la province de Plaisance rencontraient des difficultés presque insurmontables quand, pour améliorer leur fonds ou leur matériel, ils cherchaient à contracter des prêts même modestes. Un intérêt de 15 0/0 était ordinaire, et le créancier n'y consentait le plus souvent qu'à la condition d'obtenir une hypothèque en rang utile sur les propriétés foncières du débiteur.

Nous avons vu que l'énergie de la Caisse de Plaisance était parvenue à établir le fonctionnement suivi et régulier d'un crédit à des taux qui dépassent rarement 3.50 0/0 et qui, bien souvent, sont inférieurs à ce chiffre.

Les agriculteurs ont trouvé dans ce crédit rendu facile un appui précieux qui leur a permis d'entreprendre de longs travaux d'amélioration, d'importer des races de bétail étranger très supérieures aux animaux indigènes, de renouveler un matériel agricole vieilli et suranné.

Mais la Caisse d'épargne n'a pas limité à l'organisation pratique du crédit agricole son activité en faveur de l'agriculture. Elle a consenti de véritables sacrifices pécuniaires pour doter des institutions qui lui paraissaient utiles, comme la chaire ambulante d'agriculture, pour faciliter la création de nouveaux établissements de crédit agricole, comme la future Caisse centrale agraire de Plaisance (1).

La prospérité de la Caisse a contribué au développement de la fortune personnelle de l'institution. Le conseil d'administration a, dans les conditions fixées par la

(1) Le casse di risparmio in Italia. Esposizione di Milano, 1906. Rome, 1906. — Cassa di risparmio di Piacenza. Resoconto, esercizio 1907, Plaisance, 1908.

législation de 1888, fait contribuer les bénéfices annuels à la constitution d'un fonds de réserve égal au dixième des dépôts et qui figure pour 3.024.406 livres 15 au bilan de 1907. A côté de ce fonds de réserve exigé par la loi, la Caisse a créé un fonds spécial destiné à supprimer les dangers que pourrait entraîner une baisse accentuée sur les valeurs mobilières. Ce fonds est important puisqu'il représente 1.717.617 livres 26.

La Caisse, dès 1864, quatre ans après sa constitution, décidait de faire participer les œuvres de bienfaisance ou d'utilité publique à l'heureux développement des bénéfices annuels. Depuis 1864, le conseil d'administration n'a pas cessé d'accorder son appui aux œuvres qui lui paraissaient intéressantes :

En 1907, les encouragements accordés par la Caisse depuis 1864 arrivaient au chiffre de 2.177.825 livres 97, qui se répartissaient ainsi (1) :

Ouvres d'utilité publique ou de bienfaisance	828.442 l. 72
En faveur du développement de la prévoyance	505.838 44
En faveur de la petite épargne.....	23.910 »»
En faveur de l'instruction populaire...	562.368 77
En faveur de l'agriculture.....	110.457 74
Encouragements divers.....	146.810 30

Les œuvres de bienfaisance ou d'utilité publique qui ont bénéficié des générosités de la Caisse sont trop nombreuses pour qu'il nous soit possible d'en donner une

(1) Chiffres extraits du très intéressant mémoire présenté par la Caisse d'épargne de Plaisance à l'exposition de Plaisance, 1908, et qui nous a été très aimablement communiqué par M. Ettore Zangrandi, directeur de la Caisse de Plaisance.

liste même incomplète. Parmi les plus intéressantes et les plus favorisées, nous citerons simplement : l'Hôpital Victor Emmanuel II pour les incurables, le Bureau de bienfaisance, l'Hôpital civil, le *Pio Ricovero* de Borgonovo pour les ouvriers incapables de travailler, etc.

Parmi les œuvres de prévoyance, de nombreuses sociétés de secours mutuels ont bénéficié des générosités de la Caisse.

Nous avons vu l'intérêt témoigné par le conseil d'administration à l'instruction populaire. Nous relevons les encouragements accordés au *Ricreatorio* populaire et laïque, à la salle d'asile pour les enfants, aux ateliers d'éducation professionnelle pour les deux sexes, aux sociétés de tir et de gymnastique.

Lorsque la construction d'un nouveau pont sur le Pô fut décidée, il y a quelques années, le conseil d'administration décidait de participer à cette construction par le don d'une somme importante, qui devait être payée en plusieurs années et qui représentait 140.000 liras. L'Exposition de Plaisance, en 1908, recevait aussi une aide précieuse et généreuse de la Caisse d'épargne.

Le conseil d'administration accordait son appui à toutes les manifestations de l'activité agricole dans la province. Des sociétés, comme la *Società anonima per la raccolta e lo smercio delle materie fertilizzanti*, recevaient dès 1886 des dons importants de 6.000 liras. Les Comices agraires de Plaisance et de Fiorenzuola d'Arda ont trouvé des subventions régulières et importantes auprès de la Caisse. En 1899, la chaire d'agriculture de la province recevait un don de 9.000 liras, un autre de 4.000 liras en 1902, un troisième de 7.000 liras en 1903. En 1904, en 1905, en 1906, nous voyons figurer des sommes de 8.000, 2.000, 7.000 liras. Dans le courant du dernier exercice, le conseil décidait d'accorder un encouragement de

6.400 livres à cette institution qu'il juge très utile au développement et à la diffusion dans les classes populaires de la technique agricole.

La Caisse a prêté son concours au développement des institutions de prévoyance. En mars 1899, elle donnait 20.000 livres à la Caisse nationale de prévoyance pour les ouvriers âgés et incapables de travailler. En 1900, elle décidait de se charger complètement du service de la succursale de la Caisse nationale.

Quelques années avant, le conseil d'administration décidait de créer un organisme autonome, placé cependant sous la direction de la Caisse d'épargne, sous le nom de « Fondo per pensioni di cronicità a favore degli operai e lavoratori dei campi della città et provincia di Piacenza (1). »

Cette œuvre recevait de la Caisse un fonds de dotation de 30.000 livres et avait pour but de répandre le sentiment et le besoin de l'épargne dans les classes ouvrières et agricoles, de faciliter aux ouvriers leur affiliation à la Caisse nationale de prévoyance en leur accordant des subventions. L'activité de cette nouvelle institution n'a pas tardé à prouver la justesse de vue de ses fondateurs ; les classes ouvrières ont bénéficié de ces facilités qui leur rendaient possible l'exercice de l'épargne et de la prévoyance.

Le conseil d'administration, devant le succès bienfaisant de son initiative, n'a pas hésité à accorder au « Fondo per pensioni di cronicità » de nouveaux et considérables encouragements (2) :

(1) Le casse di risparmio in Italia. Esposizione di Milano, 1906. Rome, 1906.

(2) Mémoire présenté par la Caisse d'épargne à l'Exposition de Plaisance, 1908, 3^e partie, Plaisance, 1908.

En 1898.....	2.500 l.	»
1899.....	33.003	45
1900.....	48.011	75
1901.....	21.431	22
1902.....	24.759	17
1903.....	63.621	64
1904.....	66.519	48
1905.....	37.911	03
1906.....	33.924	90
1907.....	34.363	80

Au 31 décembre 1907, l'actif de cette institution était représenté par 483.574 l. 17.

Pendant l'exercice de 1907, une grande partie des bénéfices de l'année précédente ont été consacrés en œuvres de bienfaisance ou d'utilité publique. Les bénéfices nets étant de 315.833 l. 10, le conseil a décidé d'attribuer 54.363 l. 80 au « Fondo » dont nous venons de parler et 138.618 l. 44 à diverses œuvres.

Nous citons quelques-unes des plus importantes (1) :

Œuvres d'utilité publique ou de bienfaisance :

Mont-de-Piété de Plaisance.....	25.000 l.	»
Comité de l'Exposition de Plaisance.....	20.000	»
Hôpital civil.....	15.000	»
Hôpital Victor-Emmanuel II, pour incurables.....	9.000	»
Envoi de 62 malades à Salsomaggiore....	3.753	20

Prévoyance :

Association ouvrière de Plaisance.....	1.000	»
--	-------	---

(1) Cassa di risparmio di Piacenza. Resoconto. Esercizio, 1907. Plaisance, 1908.

Instruction :

« Ricreatorio » populaire	2.000	»
Ateliers d'instruction professionnelle.....	3.350	»
Salle d'asile.....	3.538	»
Etc., etc.		

CHAPITRE V

LA CAISSE D'ÉPARGNE DE VÉRONE

La Caisse d'épargne de Vérone est une des caisses italiennes dont le développement s'est heurté aux plus nombreuses difficultés

Créée par le Mont-de-Piété, placée plus tard sous la tutelle de la commune de Vérone, elle a eu à subir de nombreuses crises politiques ou financières et ce n'est que très tard que, devenue autonome, elle a trouvé dans cette liberté d'action les conditions nécessaires à son développement normal.

Le 1^{er} janvier 1826, le Mont-de-Piété de Vérone décide de créer comme service auxiliaire une caisse d'épargne (1). La fin que se propose le conseil d'administration du Mont-de-Piété n'est point de favoriser l'épargne ou de développer l'esprit d'économie dans les classes laborieuses. Le seul but de cette nouvelle institution est de recueillir les fonds nécessaires au fonctionnement régulier des services du Mont-de-Piété. Une collision est rendue inévitable entre les intérêts du Mont de-Piété et ceux du nouveau service d'épargne : en temps normal,

(1) *Cenni Storici. Cassa Civica di risparmio di Verona*, ouvrage publié par la Caisse d'épargne de Vérone et qui nous a été très aimablement communiqué par M. Grigolatti, Directeur de la Caisse de Vérone.

l'épargne se formera aisément, les guichets de la Caisse recevront de nombreux dépôts que le Mont-de-Piété sera dans l'impossibilité d'employer complètement, puisque les demandes de prêts sur gage seront peu nombreuses. Au contraire, en temps de crise ou de panique, les retraits de livrets d'épargne se multiplieront pendant que les demandes d'argent au Mont-de-Piété augmenteront rapidement (1). Devant les inconvénients, qui s'étaient révélés à plusieurs reprises d'une façon douloureuse, d'une union aussi intime entre le Mont-de-Piété et la Caisse d'épargne, celle-ci décide de se séparer du Mont-de-Piété le 1^{er} janvier 1864 et passe sous la tutelle de la commune de Vérone.

La commune consent à fournir une garantie de 70.000 florins autrichiens, soit 172.839 l. 51. Cette garantie doit diminuer et disparaître dès que la Caisse aura constitué un fonds de réserve de 70.000 florins au moyen de ses bénéfices annuels.

Le podestat de Vérone est président de droit du conseil d'administration qui se compose de trois membres élus par le Conseil communal et de un membre choisi par la Chambre de commerce. L'emploi des fonds est fait par le Mont-de-Piété et, si le Mont-de-Piété ne peut pas employer la totalité des dépôts, en prêts hypothécaires.

La crise de 1866 éprouve gravement la Caisse qui se voit dans l'obligation de suspendre ses remboursements. Pour éviter la généralisation de la panique, le Conseil communal décide de garantir l'intégralité des dépôts,

(1) Nous rencontrons cette même situation de dépendance des caisses vis-à-vis des Monts-de-Piété en Portugal et en Espagne ; s'il y a un excédent, il est généralement employé en prêts ou en titres de rente ou autres valeurs déterminées par le conseil d'administration (Caisse de Madrid) ; malgré cela, cette situation présente de graves obstacles au développement des caisses.

mais le besoin d'un remaniement des statuts se fait sentir. En 1873, le conseil d'administration décide de modifier les conditions d'organisation de la Caisse. Le nombre des administrateurs est porté à six ; la ville jouit de pouvoirs encore plus étendus dans la gestion intérieure de la Caisse et accorde sa garantie jusqu'à concurrence de 300.000 l. Les modes d'emploi sont beaucoup plus variés.

La nouvelle législation de la loi de 1888 exige la revision des statuts. Le conseil d'administration propose un plan de réformes, qui est approuvé par décret royal du 29 novembre 1891.

Les réformes approuvées par le ministère modifient profondément la constitution de la Caisse. La ville de Vérone perd une grande partie de ses pouvoirs dans la gestion de l'établissement d'épargne. Le syndic n'est plus président de droit du conseil d'administration. La gestion est confiée à un conseil composé de six membres élus par le Conseil communal et d'un président choisi par le même Conseil pour trois ans. Le Conseil communal conserve ses droits de surveillance et approuve les comptes rendus annuels.

La Caisse a des filiales dans les villes de Vicence, Bellune, Bassano, Conegliano, Soave, Trévis, Villafraanca, Monteforte, Bussolengo.

Les dépôts sont reçus sous la forme de livrets nominatifs ou au porteur.

Les livrets au porteur, les plus nombreux, sont productifs d'un intérêt de 3 0/0. Pourtant, si le déposant s'engage à ne pas retirer ses fonds avant l'expiration d'un délai d'un an, l'intérêt servi est porté à 3 1/2 0/0.

Le 31 décembre 1907, le nombre de ces livrets était de 30.448 et les fonds représentés par eux de 71.873.944 lires 95 (1).

(1) Cassa di risparmio della città di Verona. Bilancio consuntivo

Dans les filiales de Vicence, Bassano et Trévise, le taux de l'intérêt est de $3\frac{1}{4}$ 0/0; dans celles de Bellune et de Conegliano de $3\frac{1}{2}$ 0/0.

Les livrets nominatifs ordinaires, dont l'intérêt est payé dans les mêmes conditions, s'élevaient à 2.873 pour un capital de 15.405.371 liras 69.

La Caisse a créé, en 1907, un nouveau type de livrets nominatifs : le livret, établi au nom du propriétaire comme les livrets nominatifs ordinaires, n'est remboursable au porteur qu'après la justification de sa personnalité, mais les intérêts sont payés au porteur du livret réputé dans ce cas légitime propriétaire. Il y a là une disposition nouvelle qui peut rendre de grands services par la facilité accordée au déposant de faire encaisser les intérêts par un tiers.

Le conseil d'administration a créé, conformément aux dispositions de l'article 8 de la loi de 1888, une catégorie de livrets au profit d'œuvres de bienfaisance ou d'ouvriers, instituteurs, etc. Les conditions exigées par la Caisse des bénéficiaires de ces livrets spéciaux sont exactement les mêmes que celles fixées par la Caisse de Milan (1).

L'intérêt versé est de $3\frac{1}{2}$ 0/0, de $3\frac{3}{4}$ dans les filiales de Vicence, Bassano et Trévise et de 4 0/0 dans celles de Bellune et de Conegliano.

dell'anno 1906, Vérone, 1907. — Cassa di risparmio della città di Verona. Bilancio consuntivo dell'anno 1907, Vérone, 1908. Ces documents nous ont été très aimablement communiqués par M. Grigolatti, Directeur de la Caisse de Vérone.

(1) En 1907, le conseil d'administration a commencé à mettre à la disposition de ses clients des coffrets d'épargne comme ceux créés par les Caisses de Marseille et de Plaisance. Le 31 décembre 1907, les coffrets distribués étaient au nombre de 229 et la somme provenant de ces coffrets pendant l'exercice de 1907 de 12.236 liras 99.

Au 31 décembre 1906, ces livrets étaient au nombre de 369 pour un capital de 277.669 liras 55 ; au 31 décembre 1907, au nombre de 396 pour un capital de 309.421 liras 13.

La Caisse de Vérone a décidé de ne pas recevoir de fonds en compte courant.

Le mouvement annuel des retraits et des versements est très considérable. Pendant les derniers exercices de 1905 à 1907, le mouvement a été le suivant :

	Nouveaux livrets ouverts		Versements —		Livrets remboursés		Remboursements —
1905	5.862	32.053	41.523.972	36	4.989	36.590	39.233.630 43
1906.	6.681	34.691	40.647.739	13	5.523	37.962	41.000.484 48
1907.	8.650	39.623	50.032.792	77	6 165	37.878	46.056.107 46

En deux ans, le chiffre des versements a augmenté de presque 10.000.000 de liras et a plus que doublé depuis 1902.

Le conseil d'administration de la Caisse de Vérone n'a fait aux placements en titres sur l'Etat qu'un accueil fort réservé. Sur un actif supérieur à 100 millions de liras, à la fin du dernier exercice, les emplois en titres émis par l'Etat ou garantis par lui ne figuraient que pour un peu plus de 27 millions de liras. Les emplois en titres divers pour une somme légèrement supérieure à 6 millions.

Parmi ces derniers, nous relevons des obligations de la ville de Vérone, de la commune de Vicence, de nombreuses obligations du *Prestito Consorzio Valli Grandi Veronesi ed Ostigliesi* 1899, 4 1/2 0/0, des *cartelle* du Crédit foncier de la Caisse d'épargne de Vérone, de la Banque Nationale, de la Caisse d'épargne de Milan, de l'Institut italien de crédit foncier, etc.

Les modes d'emploi les plus usités par la Caisse sont les placements en prêts hypothécaires et chirographaires.

Au début de 1907, les prêts hypothécaires étaient au nombre de 758 pour 20.161.418 liras 19 ; pendant le courant de 1907, 22 nouveaux prêts étaient consentis et 51 venaient à l'échéance. Les 729 prêts qui restaient au 31 décembre 1907 représentaient 20.056.434 liras 30.

D'une façon générale ces prêts hypothécaires sont assez considérables.

Les prêts de 1 à 5.000 liras, au nombre de 205, ne représentent que 1.505.194 liras 87.

Les prêts accordés à des particuliers, au nombre de 713, représentent 19.460 578 liras 08 ; ceux au profit de corps moraux, au nombre de 16 : 595.856 liras 22 (1).

Les prêts chirographaires, consentis par l'administration de la Caisse à des corps moraux, sont très nombreux et représentent une part importante des dépôts.

Le 1 ^{er} janvier 1907, les prêts consentis étaient		
au nombre de.....	473	32.620.241.94
Prêts consentis pendant l'année 1907.....	16	413.004.23
	489	33.033.246.17
Prêts remboursés pendant l'année 1907.	22	2.212.483.22
	467	30.820.762.95

Une somme de 2.000.000 de liras a été mise à la disposition des victimes des inondations de 1905 pour prêts à taux de faveur. Les prêts consentis représentent un capital de 523.623 liras 14.

La Caisse a fait tous ses efforts pour abaisser le taux de ses prêts ; en 1884, elle décidait d'accorder des prêts hypothécaires ou chirographaires à 5 0/0, en 1898, à

(1) Cassa di risparmio della città di Verona, Bilancio consuntivo dell'anno 1907, Vérone, 1908.

4 1/2 et en 1903, à 4 1/4, pour ceux consentis à des corps moraux.

Il est intéressant de rechercher la destination des capitaux obtenus par les corps moraux au moyen de ces prêts.

En 1907, l'ensemble des prêts a représenté un capital de 413.004 livres 23.

a) Pour l'extinction de dettes plus lourdes.....	29.000
b) Pour l'unification de prêts et la mise en vigueur d'un nouveau système d'amortissement.....	66.084 23
c) Pour la construction de monuments publics.....	96.000
d) Consentis à des sociétés d'irrigation.....	30.000
e) Construction d'écoles.....	42 000
f) Travaux pour l'amélioration de l'hygiène publique..	109.000
g) Construction d'hôpitaux ou de refuges.....	25.000
h) Pour réparer les désastres des inondations de 1903.	9.920
i) Divers.....	6.000
	413.004 23

D'une façon très générale, on peut dire que les nombreux prêts contractés par les corps moraux, provinces, communes, associations formées pour l'irrigation sont employés à des fins particulièrement utiles aux populations ou aux intérêts économiques de la région.

La Caisse est, par ses nombreux capitaux, une aide utile et précieuse, qui permet à des communes d'entreprendre immédiatement de longs et coûteux travaux intéressant l'hygiène ou l'amélioration des conditions de vie, que la situation de leur modeste budget leur interdit bien souvent.

L'escompte d'effets de commerce est aussi une des opérations les plus importantes de la Caisse de Vérone.

Le nombre des effets présentés à l'escompte de la Caisse, leur valeur suivent une progression rapidement ascen-

dante : En 1906, 3.764 effets étaient escomptés par la Caisse d'épargne pour un total de 11.182.708 liras 83. En 1907, ils étaient au nombre de 6.633 pour un total de 16.093.222 liras 62.

Au 31 décembre 1907, les effets figuraient au bilan pour 6.980.779 liras 56.

Par l'extension du crédit hypothécaire, par le développement du crédit chirographaire, le conseil d'administration a donné à l'agriculture de grandes facilités pour l'amélioration progressive des conditions d'exploitation rurale. Le désir de ce même conseil d'abaisser, dans la mesure du possible, le taux de l'intérêt demandé a permis à de nombreux agriculteurs de trouver un crédit précieux et en proportion avec l'accroissement de production de leurs fonds.

Les prêts consentis par la Caisse dépassent bien rarement 4 1/4 0/0 et, dans certaines circonstances, des prêts même individuels ont été accordés à des taux encore plus bas.

En 1907, conformément aux dispositions de la loi du 13 juillet 1903 et du règlement du 8 octobre 1903, des prêts ont été consentis à un intérêt de 4 0/0 à des agriculteurs victimes des inondations qui dévastèrent les provinces de Vérone et de Vicence au début de 1903 et des cyclones du 23 et 25 juin de la même année.

Sur ces prêts :

224 ont été consentis avec la garantie de	
l'Administration pour un capital de...	L. 97.346 »
Et 2 avec une garantie hypothécaire,	
pour.....	12.000 »
	109.346 »

Mais, si d'une façon générale la Caisse de Vérone ne se

livre pas directement à des opérations de crédit foncier, elle a pourtant généralisé cette forme de crédit par la création d'un organisme, qui possède son patrimoine propre, mais dont la direction est confiée au conseil d'administration de la Caisse d'épargne.

Par le décret royal du 13 avril 1900 (1), la Caisse de Vérone obtenait l'autorisation de se livrer à des opérations de crédit foncier et de créer un nouvel établissement sous le nom de Crédit foncier de la Caisse de Vérone.

Cet établissement pouvait se livrer à des opérations de crédit foncier dans les provinces de Bellune, Padoue, Trévis, Udine, Venise, Vérone, Vicence et Mantoue. Il pouvait émettre des *cartelle fondiariae* pour une somme dix fois plus considérable que son fonds de dotation de 2.178.877 livres 24, qui était fourni par la Caisse de Vérone.

Dès 1900, le conseil d'administration de la Caisse d'épargne faisait étudier très attentivement les conditions dans lesquelles il convenait d'entreprendre l'exercice de ce crédit. En 1901, les dispositions nécessaires étaient prises pour que le fonctionnement de ce nouveau service pût être assuré dès les premiers jours du mois de janvier 1902.

Le Crédit foncier commençait le 1^{er} janvier 1902 à fonctionner d'une façon régulière dans la région de Mantoue et de Venise. Ses débuts furent heureux. Les demandes de prêts se firent nombreuses. A la fin du premier exercice, les prêts hypothécaires en numéraire ou en *cartelle* étaient au nombre de vingt-cinq pour un capital de 1.499.536 livres 73.

Le Crédit foncier n'hésitait pas à diminuer le pourcen-

(1) *Cenni Storici. Cassa civica di risparmio di Verona*. Vérone, 1906.

tage prélevé par lui à titre de commission. La loi l'autorisait à percevoir quarante-cinq centimes ; il décidait de réduire son prélèvement à trente centimes dès la première année ; à la fin de 1903, il n'hésitait pas à l'abaisser à quinze centimes.

Créé avec l'appui puissant de la Caisse de Vérone, qui lui accordait un important fonds de dotation, dirigé par des administrateurs qui comprenaient que le premier devoir d'un tel établissement était de faire tous ses efforts pour se rendre socialement utile, le Crédit foncier a vu croître très rapidement le nombre de ses emprunteurs et de ses débiteurs. Malgré le désintéressement, peut-être plutôt à cause du désintéressement de ses administrateurs, sa prospérité est allée s'accroissant d'année en année.

Nous ne pouvons pas entrer dans le détail du fonctionnement assez complexe de cette institution. Le Crédit foncier mériterait une étude approfondie ; mais il nous est impossible de ne pas donner dans leurs grandes lignes les résultats auxquels ont su parvenir ses généreux directeurs.

En 1902, le Crédit foncier consacrait son activité au développement des prêts hypothécaires en numéraire ou en *cartelle*. Dans ce dernier cas, le Crédit foncier remettait à l'emprunteur au lieu de numéraire des obligations du Crédit foncier productives d'un intérêt déterminé que le Crédit foncier s'engageait à payer régulièrement au porteur de l'obligation.

La différence entre l'intérêt payé par le Crédit foncier au possesseur du titre et l'intérêt payé par le débiteur au Crédit foncier devait couvrir ce dernier de ses frais d'organisation et d'administration.

En 1904, les administrateurs décidaient d'adjoindre à ces formes principales de crédit foncier l'ouverture de comptes courants garantis par une hypothèque.

Les demandes de prêt en *cartelle* sont nombreuses :

Au 31 décembre 1906 (1), il y avait en instance 33 demandes de prêts pour un capital de.....		1.408.500 l. »
Pendant l'exercice de 1907 (2), 194 demandes étaient adressées à la Caisse du Crédit foncier pour,.....		5.550.500 »
Pour 227 demandes....		6.659.000 »

Sur ces 227 demandes, les administrateurs du Crédit foncier décidaient de n'accueillir que 50 d'entre elles. Le grand nombre des demandes écartées par le conseil d'administration est une preuve du soin qu'apporte celui-ci à ne retenir parmi ces demandes que celles qui lui paraissent présenter de sérieuses garanties et répondre à des besoins réels.

Voici le mouvement des prêts en *cartelle* pendant l'exercice de 1907 :

Prêts consentis au 1 ^{er} janvier 1907.	140	2.943.664 l. 68
Prêts consentis pendant l'année 1907.	58	1.723.000 »
Prêts figurant à l'actif au 31 décembre 1907.....	192	4.347.062 26

Le chiffre des opérations du Crédit foncier a donc presque doublé pendant l'exercice de 1907, et l'on peut augurer que les résultats de 1908 seront encore plus heureux que ceux de 1907.

(1) Cassa di risparmio della città di Verona. Credito Fondiario. Conto consuntivo dell'anno 1906. Vérone, 1907.

(2) Cassa di risparmio della città di Verona. Credito Fondiario. Conto consuntivo dell'anno 1907. Vérone, 1908.

L'importance moyenne de ces prêts est de 24.700 liras environ. Leur échéance, généralement éloignée, peut atteindre 50 ans. Leur durée moyenne est d'environ 32 ans.

Les prêts hypothécaires en numéraire sont moins importants :

Au 31 décembre 1906, prêts		
consentis.....	21	1.074.548 l. 26
Prêt nouveau en 1907.....	1	47.000 »
	22	1.121.548 26

A la fin de l'exercice, au 31 décembre 1907, il restait 21 prêts consentis pour un total de 991.693 l. 91.

Les comptes courants garantis par une hypothèque ne paraissent pas devoir se multiplier ; à la fin de l'exercice de 1907, un seul compte de ce genre avait été consenti par l'administration du Crédit foncier et ne dépassait pas 41.000 liras.

Le Crédit foncier de la Caisse d'épargne de Vérone, malgré sa création toute récente, a su, grâce à l'intelligente activité de ses administrateurs, organiser dans la province de Vérone et dans la plupart des provinces voisines le fonctionnement du crédit foncier. Il est difficile de prévoir dès maintenant le développement que prendra ce nouvel organisme, que les résultats des premiers exercices ont prouvé si bien adapté aux besoins des populations et de l'agriculture de cette partie du nord de l'Italie. Pourtant, l'importance de son fonds de dotation, les dispositions de la loi, qui lui permettent d'émettre des *cartelle* pour une somme dix fois plus considérable, nous autorisent à espérer un succès et un développement toujours croissants

Le Crédit foncier jouit, en fait, d'une certaine indépendance, mais il n'en reste pas moins qu'il n'est que le fruit de l'énergie et de l'initiative des administrateurs de la Caisse d'épargne de Vérone, qui ont contribué à sa création et qui ont rendu possible son fonctionnement en lui accordant généreusement un très important fonds de dotation.

L'accroissement du nombre des dépôts et du chiffre de leur montant a eu pour corollaire l'augmentation progressive des bonis réalisés par la Caisse.

Le développement des bénéfices a suivi la progression suivante pendant les dix derniers exercices :

1898	382.172 l. 66
1900.....	712.906 93
1902	689.913 82
1904	877.444 04
1906	962.013 23
1907	873.723 33

Une part considérable de ces bénéfices a été affectée au fonds de réserve de la Caisse, au fonds constitué pour obvier aux mouvements de hausse et de baisse sur les titres possédés par la Caisse et au fonds des pensions.

La fortune personnelle de la Caisse représentait, au 31 décembre 1907, le capital de 9.830.340 l. 49.

Le conseil d'administration n'a pas attendu de voir des bonis considérables récompenser l'activité et l'initiative de ses membres pour faire participer généreusement aux bénéfices de la Caisse les œuvres de bienfaisance ou d'utilité publique de Vérone et des provinces voisines. Dès 1871, 8.309 livres sont distribuées à titre d'encouragement au Bureau de bienfaisance de Vérone et aux salles d'asiles pour les enfants, dites du Prince de Naples.

Le très intéressant tableau statistique, qui figure au compte rendu des opérations de la Caisse d'épargne publié en 1908, nous donne de très complets détails sur les subventions nombreuses accordées par la Caisse depuis 1871.

Il nous est impossible de reproduire ici ce tableau à cause de son importance, mais nous essaierons d'indiquer brièvement les très nombreux domaines dans lesquels le conseil d'administration a su donner à des œuvres ou des sociétés de précieux encouragements.

A) Œuvres de bienfaisance. Etablissements de bienfaisance. Hôpitaux, etc. :

De 1871 à 1907

a) Bureau de bienfaisance	L.735.430	10
b) Hospice pour les orphelins et les enfants abandonnés.....	82.000	»
c) Salles d'asile pour les enfants dites du Prince de Naples.....	128.100	»
d) Sourds-muets.....	42.650	»
e) Asile de mendicité.....	372.329	35
f) Mont-de-Piété.....	130.500	»
g) Victimes des inondations.....	44.395	»
h) Sanatorium des tuberculeux, etc.....	250.000	»

B) Encouragements à l'agriculture, sous diverses formes :

a) Chaire ambulante.....	L.57.000	»
b) Expositions industrielles et agricoles...	10.000	»
c) Colonie alpine.....	21.700	»

C) Education populaire :

a) Etablissements d'enseignement (Istituti educativi).....	198.230	»
b) Collège Astigianelli.....	19.330	»
c) Ecole des applications de l'art à l'industrie	22.430	»
d) Bibliothèque communale.....	10.000	»
e) Bourses d'étude.....	3.375	»

D) Œuvres et établissements d'intérêt social :

a) Bains populaires.....	40.000	»
b) Université de Padoue.....	6.000	»
c) Maisons populaires salubres.....	43.700	»

Nous devons à ces renseignements ajouter quelques mots sur le concours donné par le conseil d'administration à des entreprises ou à des travaux qui tendent à développer le patrimoine artistique de la nation.

De 1904 à 1907, la Caisse accordait des subventions, qui représentent un total de 220.687 livres pour les travaux des fouilles de Monga, destinées à mettre à jour un important théâtre romain.

En 1906 et en 1907, le conseil accorde d'importants encouragements pécuniaires pour l'amélioration du Musée civique et la construction de l'abside de l'Eglise de San Fermo.

A la fin de 1907, le total des sommes consacrées à des œuvres de bienfaisance ou d'utilité publique dépassait 3.500.000 livres.

Pendant l'année 1907, la somme accordée par le conseil d'administration s'élevait à 380.108 livres 68.

La Caisse, dans le courant de la même année, décidait

de créer un nouveau service de primes destinées à l'amélioration des logements ouvriers et de participer avec l'Administration communale à la création, à Vérone, de l'Institut autonome des logements ouvriers (1).

(1) Cassa di risparmio della città di Verona. Bilancio consuntivo dell'anno 1907. Vérone, 1908.

CHAPITRE VI

LA CAISSE D'ÉPARGNE DE BOLOGNE

Le 4 juin 1837 (1), cent des plus notables habitants de la ville de Bologne se réunissaient et décidaient, dans le but de favoriser et de développer parmi leurs concitoyens le goût de l'épargne, de fonder une caisse destinée à recevoir les dépôts et à verser à leurs propriétaires un intérêt aussi élevé que possible.

La nouvelle caisse d'épargne était fondée sous la forme d'une société anonyme. Le capital social était représenté par cent actions nominatives et intransmissibles. Les actions ne devaient produire aucun intérêt ; elles ne devaient être remboursées intégralement qu'à la mort du sociétaire ; elles pouvaient l'être en partie, mais non complètement, de façon à toujours laisser un véritable lien entre les associés.

Dans le cas de décès d'un des co-associés, l'assemblée générale choisit un nouvel associé.

(1) La Caisse d'épargne de Bologne, au 31 décembre 1899. Bilan et notes explicatives pour l'Exposition universelle de 1900 à Paris, Bologne, 1900. — Brevi Cenni sulla Cassa di risparmio di Bologna, al 31 dicembre 1905. Esposizione internazionale di Milano, 1906. Bologna, 1906. Ces documents, ainsi que ceux que nous indiquons plus loin en notes dans cette étude sur la Caisse de Bologne, ont été mis à notre disposition avec une grande amabilité par M. E. Silvani, conseiller-directeur de la Caisse d'épargne de Bologne.

L'administration de la Caisse est confiée à un conseil de 14 membres, élus par l'assemblée générale et choisis parmi les associés. Le conseil se compose de 12 conseillers en titre et de 2 conseillers suppléants. Parmi les membres du conseil sont choisis un président, un vice-président, un directeur, un sous-directeur, un secrétaire et un sous-secrétaire.

Les fonctions sont gratuites et les conseillers restent en fonctions six ans.

La Caisse de Bologne est donc un organisme distinct et libre de toute ingérence gouvernementale ou communale. Créée exclusivement par l'initiative privée, elle a pu se développer libre de toute préoccupation électorale ou politique.

La forme juridique de sa constitution adoptée par ses fondateurs, la *Società anonima*, que nous hésitons à traduire par *Société* anonyme, car l'intention de réaliser des bénéfices, nous l'avons vu, n'existe pas chez ses membres, a facilité sa croissance et son développement normal et lui a permis de ne pas ressentir aussi violemment que d'autres grandes caisses italiennes les secousses politiques que devait traverser l'Italie.

Le conseil d'administration a multiplié les formes de livrets dans l'espoir de faire pénétrer plus aisément le goût de l'épargne dans les masses populaires et de rendre l'exercice de cette épargne plus facile.

Ces encouragements ont donné de beaux résultats, puisque, au 31 août 1908, le montant des dépôts versés aux guichets de la Caisse était de 54.401.012 liras 92 (1).

Les livrets d'épargne ordinaires de la Caisse sont nominatifs, mais payables au porteur. Le porteur est

(1) Cassa di risparmio in Bologna e Credito fondiario, situazione dei conti al 31 agosto 1908. Bologne, 1908.

présumé par la Caisse légitime propriétaire du livret. En cas de perte, le propriétaire peut déposer entre les mains de la Caisse une opposition au retrait des fonds.

Le maximum du montant d'un livret est de 5.000 livres. Le maximum des paiements à vue de 25 livres, mais la Caisse peut consentir à payer à vue des sommes plus importantes.

Pendant les premières années, le taux de l'intérêt était fixé à 4 0/0; en 1884, il était abaissé à 3.60 0/0; en 1895, à 3.25 0/0 et en 1896, 3 0/0. L'abaissement du taux payé par la Caisse est le corollaire de la diminution de l'intérêt consentie par les administrateurs sur les prêts consentis aux débiteurs de la Caisse.

Ces livrets étaient au 31 août 1908 au nombre de 93.485, pour un total de 45.298.024 livres 50, avec une moyenne d'environ 200 livres par livret.

La Caisse a créé une seconde catégorie de livrets dits *di credito vincolato e personale*. Ces livrets étaient primitivement destinés à l'exercice de la bienfaisance, mais leur emploi s'est généralisé. Ils sont nominatifs, payables seulement à leur propriétaire sur justification de son identité. L'intérêt payé par la Caisse est le même que pour les livrets ordinaires. Les conditions de versement et de retrait n'ont rien de très particulier. Le maximum du livret est le même.

Le 31 août, ils étaient au nombre de 7.879 et représentaient 4.390.827 livres 40.

Dans le but d'encourager la minime épargne, le conseil d'administration a organisé en 1900 (1) une classe de livrets spéciaux. Ces livrets jouissent d'un intérêt

(1) La Caisse d'épargne de Bologne au 31 décembre 1899. Bilan et notes explicatives pour l'Exposition universelle de 1900 à Paris. Bologne, 1899.

supérieur de 1 0/0 à l'intérêt versé par la Caisse pour les dépôts ordinaires. Les livrets sont payables au porteur, mais, si le propriétaire veut jouir de la majoration d'intérêt, il doit se présenter lui-même.

La Caisse s'assure que les titulaires sont d'honnêtes travailleurs de Bologne. Le maximum des versements par semaine est de 15 liras. Le maximum du montant du livret, de 2.000 liras. Il est interdit aux propriétaires de livrets spéciaux de posséder un livret ordinaire.

Ce système de livrets de faveur est récent. Pourtant, dès 1838, la Caisse décidait d'accorder aux livrets des déposants de situation modeste des prix d'encouragement. Ces prix étaient tirés au sort entre les titulaires des livrets répondant aux conditions fixées par la Caisse ; en 1887, le conseil modifia la répartition de la somme votée comme prix, et la répartit entre tous les livrets de ce genre en une légère majoration d'intérêt.

Le nombre de ces livrets a très rapidement augmenté depuis 1900 :

Le 31 décembre 1903, il était de 4.067, 1.443.246 l. 13

Le 31 août 1908, il était de 5.776, 1.798.939 l. 23

Les administrateurs de la Caisse de Bologne ont compté parmi les partisans les plus actifs de la création d'une caisse de retraite pour les ouvriers. La loi du 17 juillet 1898 a donné satisfaction à leurs désirs.

Mais, dès 1886, ils créaient une classe privilégiée de livrets pour la vieillesse (1).

Ces livrets sont accordés aux habitants de la commune de Bologne exerçant un métier ou louant leur service à la journée. Ils sont nominatifs et les remboursements partiels ne sont pas accordés. Les versements, qui ne

(1) Cassa di risparmio in Bologna. Libretti di Previdenza e Credito agrario, 31 dicembre 1901. Bologna, 1902.

peuvent pas être inférieurs à 42 livres par an, doivent commencer 10 ans au moins avant l'échéance de leur liquidation, qui a lieu quand le titulaire atteint l'âge de soixante ans. L'intérêt versé par la Caisse est le même que celui dont bénéficient les livrets ordinaires, mais, chaque année, le conseil vote une somme qui est répartie également entre les divers livrets. La Caisse a affecté à ce but une somme de 624.000 livres en rente italienne 3 0/0 (convertie depuis) dont les intérêts sont distribués annuellement entre les livrets.

De 1886 à 1906, la somme attribuée à chaque livret a été d'environ 225 livres et la moyenne annuelle de 11 livres 85 (1).

Le 31 août 1908, ces livrets étaient au nombre de 3.871 pour un total de 1.019.618 livres 63.

Les tableaux très complets que contiennent les rapports de la Caisse sur les derniers exercices nous montrent que cette catégorie reste parfaitement adaptée aux besoins des classes ouvrières de Bologne. Nous rencontrons parmi les bénéficiaires de ces livrets les professions les plus diverses, mais il ressort nettement de ces tableaux statistiques que les propriétaires de ces livrets continuent à appartenir aux classes sociales auxquelles ils sont destinés (2).

Les crises économiques que traversa l'Italie pendant une partie du XIX^e siècle devaient entraîner des périodes de chômage particulièrement longues et pénibles. Dès 1843, l'attention des administrateurs était attirée par la situation critique de nombreux ouvriers placés dans l'impossibilité absolue de trouver un travail quelconque. Les

(1) Brevi Cenni sulla Cassa di risparmio di Bologna, al 31 dicembre 1905. Esposizione di Milano, 1906. Bologne, 1906.

(2) Cassa di risparmio di Bologna. Atti della assemblea generale degli azionisti e Resoconto del 1905. Bologne, 1906. Atti della assemblea generale degli azionisti e Resoconto del 1907. Bologne, 1908.

administrateurs demandaient que, dans la distribution des encouragements accordés par la Caisse, on favorisât d'une façon particulière les ouvriers qui essayaient par l'épargne de se garantir contre les conséquences du manque de travail.

En 1896 (2), le conseil décidait de créer une catégorie spéciale de livrets qui seraient accordés à des travailleurs manuels, habitant Bologne depuis un an et placés sous la dépendance d'un patron.

Pour jouir de ces livrets, il faut avoir vingt et un ans au moins et soixante au plus. Ces livrets sont payables au porteur et bénéficient de l'intérêt ordinaire, mais la Caisse affecte une somme originairement de 200.000 liras, depuis portée à 363.900 liras, en consolidés italiens à un fonds dont les intérêts doivent être répartis entre les divers livrets en proportion des versements effectués.

En cas de chômage constaté et indépendant de la volonté du titulaire du livret, celui-ci pourra se présenter aux guichets de la Caisse. Il lui sera versé pour chaque jour de chômage la somme d'une lire et demie. La moitié de cette somme journalière sera déduite du montant du livret, l'autre moitié, de la part affectée au livret des intérêts du fonds dont nous venons de parler.

La contribution annuelle de la Caisse ne pourra, en aucun cas, dépasser 40 liras.

Cette tentative intéressante de la Caisse de Bologne semble devoir rencontrer un accueil favorable :

Le 31 décembre 1899, les dépôts

étaient au nombre de.....	96	L. 984 69
Le 31 décembre 1903.....	752	43.537 59
Le 31 août 1908.....	775	21.184 15

(2) Brevi Cenni sulla Cassa di risparmio di Bologna al 31 dicembre 1903. Esposizione di Milano, 1906. Bologne, 1906.

En 1900(1), la Caisse a commencé l'émission de livrets destinés à obvier aux inconvénients qu'entraîne le chômage forcé de la femme pendant la période qui suit l'accouchement.

Ces livrets bénéficient du même intérêt que les livrets ordinaires, mais l'Administration a organisé, ici encore, un système analogue à celui que nous venons de voir fonctionner contre le chômage.

Une somme de 207.000 liras est affectée à la création d'un fonds dont les intérêts sont répartis entre les livrets jusqu'à concurrence de vingt liras par livret.

Au moment de l'accouchement, la femme, ou son mari, pourra retirer de la Caisse une somme de quarante liras dont vingt proviendront de la part du livret dans les intérêts du fonds spécial.

Ces avantages ne sont accordés qu'à la femme mariée et à la veuve pendant les trois cents premiers jours de son veuvage.

L'émission de ce genre particulier de livrets commença en 1901. L'augmentation de leur nombre tend à prouver que cette initiative est capable de rendre de réels services :

Le 31 décembre 1903, nombre de livrets.....	63	L. 990 37
Le 31 août 1908, nombre de livrets..	178	2.468 35

L'administration, par des prix distribués chaque année, a favorisé l'épargne des enfants mineurs au-dessous de quinze ans. Elle a, avec l'aide du gouvernement et des instituteurs, développé les habitudes d'épargne parmi les

(1) La Caisse d'épargne de Bologne au 31 décembre 1899. Bilan et notes explicatives pour l'Exposition universelle de 1900 à Paris. Bologne, 1900.

élèves des écoles primaires. Une catégorie nouvelle de livrets a été organisée pour rendre plus facile aux ouvriers de la commune de Bologne les versements nécessaires à la constitution d'une rente dans la vieillesse. Une autre classe de livrets enfin a été créée pour l'épargne du loyer.

Les sociétés de secours mutuels jouissent d'une situation privilégiée. Depuis 1881, elles peuvent obtenir des livrets spéciaux dont le montant peut atteindre 200.000 liras.

L'intérêt versé est de 5 0/0 jusqu'à 5.000 liras pour les sociétés dont le capital ne dépasse pas 15.000 liras et jusqu'à 10.000 liras pour celles dont le capital est supérieur à 15.000 liras. Au-dessus de 5.000 ou de 10.000 liras, l'intérêt est de 3 1/2 0/0.

Le 31 août 1908, les livrets des sociétés de secours mutuels figuraient au bilan de la Caisse de Bologne pour : 84 livrets : 511.685 liras 11.

Depuis 1848, la Caisse a organisé un service de comptes courants de faveur au profit des œuvres de bienfaisance ou des petites caisses d'épargne des provinces voisines. Ces comptes courants, créés au début pour les salles d'asile, ont été étendus à toutes les œuvres de charité. Le maximum du compte est de 50.000 liras, l'intérêt servi par la Caisse, de 3.60 0/0.

L'organisation de ce service rend plus facile la gestion des œuvres et leur permet de percevoir un intérêt très important sur leur fonds de roulement.

Le 31 août 1908, les comptes courants de cette catégorie étaient au nombre de 26 pour un total de 369.194 l. 56.

En 1885, la Caisse jugeait bon, pour faciliter aux agriculteurs le paiement des intérêts des prêts contractés par eux, d'accepter d'ouvrir à ceux-ci des comptes courants.

Ils peuvent ainsi déposer aux guichets de la Caisse la partie du prêt dont ils ne doivent pas faire emploi immédiatement. La Caisse leur sert un intérêt égal à celui qu'ils se sont obligés à payer.

L'institution de ce service comble une lacune importante. L'agriculteur ne se trouve plus exposé à se voir dans l'obligation de payer immédiatement les intérêts pour la totalité du capital emprunté par lui et dont il n'a pu employer qu'une partie pour l'amélioration de son exploitation rurale.

Le 31 août 1908, ces comptes courants étaient au nombre de 38 et représentaient dans le passif de la Caisse : 263.414 livres 97.

Les titres de rente sur l'Etat, les valeurs mobilières figuraient à l'actif pour une somme assez importante. Le 31 août 1908, l'actif s'élevait à 84.000.000 de livres environ sur lesquelles 25.100.000 étaient représentées par des valeurs mobilières.

Les valeurs émises par l'Etat ou garanties par lui représentent la part la plus importante de ce total : 18.398.303 l. 54. Le reste est composé d'actions d'établissements de crédit, de sociétés industrielles et commerciales, d'obligations de provinces ou de communes, et de titres étrangers (consolidés anglais ou rente française) (1).

Les modes d'emploi des fonds des déposants sont trop nombreux pour qu'il nous soit possible d'en donner un compte rendu détaillé. Nous nous contenterons de signaler les plus importants.

La Caisse consent des prêts hypothécaires à 4.50 0/0. Ces prêts, très nombreux, sont consentis à des corps

(1) La Caisse d'épargne de Bologne au 31 décembre 1899. Bilan et notes explicatives pour l'Exposition universelle de Paris, 1900. Bologne, 1900.

moraux ou à des particuliers. La Caisse accorde des avances sur lettres de change garanties par une hypothèque, moyennant un intérêt de 4.25 0/0 ou des comptes courants hypothécaires à 5 0/0.

L'importance de ces divers emplois de caractère hypothécaire était, d'après la situation de la Caisse arrêtée au 31 août 1908 :

Prêts hypothécaires à des particuliers..	6.413.783 l. 42
— — — à des corps moraux.	1.088.113 83
Avances sur lettres de change avec	
garantie hypothécaire.....	785.328 22
Comptes courants hypothécaires.....	976.842 80

L'escompte des lettres de change, les avances sur lettres de change représentent les emplois préférés de l'administration. Les prêts de ce genre sont accordés pour une durée de 4 mois, mais le délai peut être renouvelé jusqu'à neuf fois, à condition que le débiteur à chaque échéance diminue sa dette d'un dixième.

La Caisse consent sous cette forme des prêts à la production sur l'honneur. Le conseil d'administration a consacré une somme de 110.000 lres au fonctionnement de ces prêts. Ils sont accordés pour un maximum de 1.000 lres et à l'intérêt très bas de 2,50 0/0.

Le 31 décembre 1905, la Caisse avait consenti 335 prêts pour un total bien voisin du maximum, 102.130 l. 88.

Nous parlerons un peu plus loin du rôle important joué par l'escompte dans l'exercice du crédit agricole.

Le 31 août 1908 :

Lettres de change chirographaires,	
avances et escomptes.....	21.441.014 l. 70
Lettres de change chirographaires,	
garanties par des titres.....	76.774 »

Les administrateurs de la Caisse de Bologne ont généreusement prêté leur concours aux sociétés créées pour la construction d'immeubles salubres et à bon marché.

En 1860 (1), une société de ce genre se fondait à Bologne. Le conseil d'administration décidait de participer à la constitution du patrimoine de la société par un apport de 150.000 liras et consentait à renoncer au profit des autres actionnaires à toute participation dans les bénéfices.

Le développement de la Société ne fut pas heureux et sa liquidation s'imposa. Malgré cet échec, ressenti vivement par la Caisse, le conseil ne se laissa pas décourager. Il décidait, en 1884, de participer pour une somme de 51.400 liras à la constitution de la Société coopérative pour la construction ou l'assainissement des maisons ouvrières et de lui consentir un prêt de 403.000 liras à intérêt de faveur.

En 1885, la Caisse accordait un prêt de 1.400.000 liras à 2 0/0 pour les huit premières années, à 4 0/0 pour les suivantes à la commune de Bologne pour édifier un nouveau quartier dans les jardins Garagnani. La commune s'engageait à concéder 13.000 mq de terrains pour la construction de maisons ouvrières et à construire un grand lavoir public. La même année, le conseil affectait une somme de 250.000 liras à des prêts à 2 0/0 pour l'amélioration des immeubles déclarés insalubres.

En 1903 (2), les administrateurs consacraient 500.000 liras à consentir des prêts à intérêt réduit à des sociétés coopératives de construction de maisons salubres.

(1) La Caisse d'épargne de Bologne au 31 décembre 1899. Bilan et notes explicatives pour l'Exposition de 1900 à Paris. Bologne, 1900.

(2) Brevi Cenni sulla Cassa di risparmio di Bologna, al 31 dicembre 1905. Esposizione internazionale di Milano, 1906. Bologne, 1906.

Plusieurs sociétés de ce genre se sont constituées depuis et ont élevé d'importants immeubles sur des terrains concédés à titre gratuit par la ville. La même année, la Caisse d'épargne avec l'appui de la commune contribue à la création d'un Institut autonome pour la construction de maisons ouvrières. La commune accorde le terrain à titre gratuit; la Caisse consent un prêt à 3 0/0, de 1.000.000 de lires et renonce aux intérêts pendant les deux premières années. Le conseil d'administration de ce nouvel établissement est élu par le Conseil communal de Bologne.

Les administrateurs de la Caisse de Bologne ont compris que le développement de l'agriculture était un des facteurs indispensables de l'essor économique de l'Italie. Ils ont essayé par les moyens les plus divers de contribuer à ce développement.

L'action de la Caisse d'épargne s'est exercée sous des formes multiples : prêts de faveur aux agriculteurs, création d'organismes annexes (1), etc.

En 1867, le conseil d'administration décidait de créer un établissement nouveau sous le nom de Crédit foncier. Cet établissement jouissait d'un patrimoine distinct de celui de la Caisse; mais le Crédit foncier recevait une dotation d'un million de lires de la Caisse d'épargne et était administré par le conseil d'administration de celle-ci.

Le Crédit foncier devait consentir des prêts à longue échéance. En représentation de ces prêts, il remet à ses

(1) La Caisse d'épargne de Bologne au 31 décembre 1899. Bilan et notes explicatives pour l'Exposition universelle de Paris, 1900. Bologne, 1900. — Cassa di risparmio di Bologna. Libretti di previdenza e Credito agrario. Bologne, 1902. — Brevi Cenni sulla Cassa di risparmio di Bologna al 31 dicembre 1905. Esposizione di Milano, 1906. Bologne, 1906.

débiteurs des *cartelle fondiaria* (obligations foncières) qui bénéficient d'un intérêt de 3 1/2 à 5 0/0.

En 1871, le conseil organisait le Crédit agricole. Le nouvel Institut recevait de la Caisse d'épargne un fonds de roulement de 500.000 liras et un fonds de garantie représentant une somme égale.

Le Crédit agricole avait pour but l'émission de bons agraires, véritables billets de banque dont la loi de 1869 autorisait l'émission, à condition que le tiers du capital de l'établissement fût employé en rentes italiennes et déposé à la Caisse des dépôts et consignations.

Les lois du 23 janvier 1887 et du 31 décembre 1896 ont décidé que les opérations du Crédit agricole devaient cesser le 31 décembre 1901. Cette institution n'a donc plus qu'un intérêt rétrospectif.

La Caisse a consenti de très nombreux prêts de faveur dans le but de favoriser les travaux d'irrigation ou d'amélioration des terres cultivables.

En 1868, elle mettait une somme de 500.000 liras à 4 0/0 à la disposition des communes et des corps moraux pour leur permettre d'entreprendre des travaux et d'employer pendant les mois d'hiver les nombreux *braccianti* qui souffraient du chômage.

En 1880, elle accorde, aux mêmes conditions et toujours pour atténuer les effets d'un chômage prolongé, de très importants prêts aux communes.

En 1884, elle affecte une somme de 100.000 liras à des prêts à l'intérêt très bas de 2 0/0, qui devaient être consentis pour l'exécution d'améliorations agricoles.

En 1885, en 1886, en 1891, ce fonds était augmenté de trois assignations de 50.000 liras. Le taux d'intérêt était porté à 3 1/2 0/0, mais les débiteurs jouissaient de deux avantages appréciables : ils ne payaient pas l'impôt sur

la richesse mobilière et ils pouvaient ne payer les intérêts qu'au remboursement du capital.

Le conseil n'a jamais cessé de favoriser de tous ses efforts les entreprises qui peuvent contribuer au développement économique et agricole de la province de Bologne et des provinces voisines. Il a contribué puissamment à l'accroissement des forces productives des régions du nord-est de l'Italie et a permis à l'économie nationale de ce pays de trouver dans l'augmentation de sa production agricole le facteur le plus efficace du développement de ses exportations.

Au moment où nous écrivons ces lignes, les opérations de la Caisse d'épargne de Bologne ou de son annexe, le Crédit foncier, qui intéressent directement ou indirectement le crédit agricole sont très nombreuses et représentent une part très notable de l'actif de la Caisse.

La Caisse consent des avances et des comptes courants sur *cartelle* ; l'intérêt varie pour les avances de 3.50 0/0 à 3.75 0/0, pour les comptes courants de 3.75 à 4.25 0/0.

Elle accorde aux agriculteurs des comptes courants agraires (cash-credits) à 6 ou à 12 mois, moyennant un intérêt de 4.50 0/0 ou de 4.75 0/0 ; elle a créé une catégorie de comptes courants privilégiés pour l'achat d'instruments agricoles ou de semences. Elle accorde aussi, sous la forme d'avances ou d'escompte de lettres de change, d'importants prêts agraires qui représentaient le 31 août 1908 : 824.222 l. 81.

Le Crédit foncier a consenti des prêts très importants. L'émission de *cartelle fondiaria* lui a permis de donner une extension beaucoup plus considérable au mouvement de ses opérations.

Les chiffres que nous offrent les indications statistiques

de la situation du Crédit foncier arrêtée au 31 août 1908 sont les suivants (1) :

Prêts fonciers 5 0/0.....	41.510.964	1.83
— 4 1/2 0/0.....	6.721.723	46
— 4 0/0.....	9.077.509	26
— 3 1/2 0/0.....	3.608.626	40
	30.918.823	95

La circulation des *cartelle* donne les chiffres suivants :

Nombre 23.055	5 0/0.....	41.527.500	l. »
— 13.444	4 1/2 0/0.....	6.722.000	»
— 18.156	4 0/0.....	9.078.000	»
— 7.218	3 1/2 0/0.....	3.609.000	»
		30.936.500	»

Dès 1865, les administrateurs de la Caisse d'épargne de Bologne décidaient de consacrer une partie des bénéfices annuels en subventions et en encouragements aux œuvres de bienfaisance ou d'utilité publique.

Malgré la constitution et l'augmentation toujours croissante d'un fonds de réserve très important, qui atteint et dépasse 6.700.000 liras, malgré la création d'un fonds destiné à obvier aux mouvements de hausse ou de baisse sur les titres de 1.135.001 l. 40, le conseil d'administration a distribué des sommes très importantes pendant les derniers exercices de la Caisse.

Les salles d'asile (*asili infantili*) ont bénéficié, dès 1865, de dons importants; en 1887, pour fêter son cinquante-

(1) Situazione dei conti al 31 agosto 1908. Credito fondiario. (Cassa di risparmio di Bologna).

naire, le conseil d'administration décidait de consacrer la somme de 100.000 liras [à la création d'une] nouvelle salle d'asile (1).

La Caisse a accordé une subvention considérable pour la construction d'un nouvel asile de nuit et pour le développement des soupes gratuites. Les sourds-muets, les orphelins ont bénéficié de dons s'élevant à plus de 200.000 liras. Les asiles pour enfants en bas âge, l'Institut anti-rabique ont trouvé auprès de ses administrateurs un précieux appui.

Le Dépôt et l'Asile de mendicité ont reçu plus de 170.000 liras. En 1903, la Caisse décidait de contribuer pour une somme de 200.000 liras à la construction d'un sanatorium de tuberculeux.

La Caisse a contribué à promouvoir la création de plusieurs banques populaires ou caisses d'épargne régionales. Nous citerons les Caisses d'épargne de Bagni della Porretta, Castel d'Argile, Castelmaggiore, Castiglione dei Pepoli, Zola Predosa, et les banques populaires coopératives de Castelfranco dell'Emilia, de Castel s. Pietro dell'Emilia et de Mezzolara.

L'agriculture (2) a recueilli de précieux encouragements de la part des administrateurs de la Caisse. Nous avons vu les véritables sacrifices consentis par le conseil pour faciliter le crédit agricole et le mettre à la portée des propriétaires de petites exploitations rurales. Les administrateurs ont pensé que leur devoir était aussi de montrer la route aux classes populaires, de leur prouver par des essais pratiques la bonté des nouvelles méthodes,

(1) Brevi Cenni sulla Cassa di risparmio di Bologna al 31 dicembre 1905. Esposizione di Milano, 1906. Bologne, 1906.

(2) Brevi Cenni sulla Cassa di risparmio di Bologna al 31 dicembre 1905. Esposizione internazionale di Milano, 1906. Bologne, 1906. — Le Casse di risparmio in Italia. Exposition de Milan, 1906. Rome, 1906.

des nouveaux procédés techniques d'exploitation agricole. Ils ont, dans les environs immédiats de Bologne, créé une exploitation rurale modèle. Pour vulgariser les races de bétail étrangères, souvent supérieures aux races indigènes, ils ont organisé une station spéciale pour l'amélioration de la race bovine. Pour combattre les abus du déboisement, ils ont acquis d'importants espaces déboisés et sans valeur ; ils ont, grâce à des plantations d'arbres d'essence résineuse, sapins, épicéas, etc., donné aux populations agricoles la démonstration la plus convaincante de l'amélioration possible de vastes étendues maintenant improductives.

Les expositions agricoles locales ou régionales, les comices agraires de la province de Bologne, des provinces voisines ont profité de son appui généreux.

Avec les bénéfices réalisés par le Crédit agricole de 1872 à 1900, la Caisse d'épargne a créé une école supérieure d'agriculture, rattachée à l'Université de Bologne et a acheté, pour servir de local à ce nouvel établissement d'enseignement, la « Palazzina della Viola » située dans les environs de Bologne.

Depuis de nombreuses années, le conseil d'administration fait sentir son influence bienfaisante dans la ville de Bologne et dans les régions voisines.

La somme consacrée par lui en œuvres de bienfaisance atteint et dépasse 100.000 liras par an. Mais à cette somme importante viennent s'ajouter les nombreux et considérables sacrifices consentis par la Caisse pour encourager l'épargne, atténuer les effets désastreux du chômage, répandre les idées d'économie dans les classes laborieuses.

Le mémoire présenté par la Caisse à l'Exposition de Milan nous donne de très intéressants renseignements statistiques sur son activité bienfaisante. Nous reproduisons les chiffres donnés, pour les dernières années seulement.

ANNÉES	Ouvres de bienfaisance	Caisse d'assurance pour les pauvres	Livrets de petite épargne des œuvres de bienfaisance des sociétés de secours mutuels	Livrets pour la vieillesse	Livrets contre le chômage	Livrets pour l'état puerpéral	Prêts à la production	Prêts à la commune de Bologne	Prêts à des sociétés de construction ou à des particuliers pour amélioration des logements	Ecole d'agricul- ture	TOTAL
1900....	55.446 35	2.800 »	23.862 28	29.348 86	8.600 »	9.192 50	1.818 »	12.825 45	4.958 39	11.833 33	160.685 46
1901....	60.150 »	2.800 »	27.723 35	24.493 33	8.600 »	»	2.063 80	13.033 65	6.063 87	28.120 »	173.050 »
1902....	50.750 »	2.800 »	32.585 17	24.960 »	13.037 78	»	2.135 10	13.210 37	17.922 47	36.240 »	193.640 89
1903....	52.250 »	2.800 »	32.583 43	24.960 »	13.960 »	»	2.350 85	11.904 70	15.130 12	42.240 »	198.179 40
1904....	95.030 »	2.800 »	31.689 48	24.960 »	14.260 »	»	2.311 96	10.236 11	15.116 45	46.240 »	242.644 »
1905 ...	178.850 »	2.800 »	28.080 90	24.960 »	14.516 »	8.000 »	2.567 51	9.014 74	14.379 51	46.240 »	329.485 66
Total ... (de tous les exercices)	1.742.746 06	132.760 »	804.133 70	382.035 79	103.073 78	17.192 50	38.152 70	380.034 11	118.753 80	210.913 33	3.929.815 77
											Chiffre total : tous les exercices réunis.

CHAPITRE VII

ÉTUDE CRITIQUE DES CAUSES QUI ONT CONTRIBUÉ AU MAINTIEN ET AU DÉVELOPPEMENT DU SYSTÈME LIBÉRAL EN ITALIE

L'activité des Caisses de Milan, de Plaisance, de Vérone et de Bologne nous donne un exemple probant des résultats auxquels peut conduire l'application féconde de l'idée de liberté et d'autonomie des caisses d'épargne.

En France, dès 1829, l'Etat, par sa mainmise sur les fonds des déposants, soumet les caisses privées à une tutelle anémiant ; en Italie, au contraire, le gouvernement reste fidèle au principe de non-intervention à l'égard des caisses et se contente, par des mesures de surveillance prudentes, de donner à leurs administrateurs les conseils qui leur éviteront des erreurs ou des imprudences.

Notre système étatiste français n'est point chez nous un simple accident. Des causes politiques, économiques et morales ont eu sur son développement et sur son maintien une influence déterminante. Si le principe de l'adduction forcée par l'Etat avait été simplement le résultat d'une erreur de législation, il n'aurait pas tardé à succomber ; comme toute institution qui ne correspond plus à un besoin réel, il se serait affaibli peu à peu pour disparaître enfin complètement. Mais il a trouvé, et il trouve encore, dans notre régime politique, dans notre menta-

lité un appui précieux qui lui permet de résister sans crainte aux critiques de ses adversaires.

Le principe de la liberté des caisses devait rencontrer en Italie des conditions économiques et sociales favorables à son maintien et à son développement ; il devait trouver, dans les provinces du nord surtout, un milieu capable de le rendre fécond. Placé sur un terrain si riche, il s'est merveilleusement développé ; son respect s'est imposé comme une nécessité nationale, et il paraît impossible de lui porter la moindre atteinte sans risquer de compromettre très gravement l'économie nationale de la partie la plus prospère de l'Italie.

La première caisse d'épargne italienne vit le jour le 12 février 1822 ; la Délégation provinciale autrichienne de la Vénétie décidait, pour fêter l'heureuse naissance de l'héritier d'Autriche, de fonder à Padoue une caisse d'épargne sur le modèle de celle de Vienne. En 1823, un an après, sur l'initiative des autorités provinciales et locales, la Caisse de Milan se constituait.

Le mouvement qui déterminait la création de ces nouvelles institutions était donc d'origine autrichienne. Le succès de la si jeune Caisse de Vienne portait les autorités autrichiennes à favoriser de tous leurs efforts le développement en Vénétie et en Lombardie d'établissements du même genre, rendus plus nécessaires par la situation économique défavorable de ces provinces. Les institutions d'épargne se multiplient rapidement ; des caisses se fondent bientôt dans le Piémont et en Toscane ; mais toutes restent fidèles aux principes choisis par leurs devancières. Elles estiment que leur rôle social ne consiste point uniquement à verser un intérêt raisonnable à leurs clients ; elles pensent qu'il est juste d'employer les fonds de leurs déposants d'une façon utile à la collectivité de leurs concitoyens.

L'Autriche avait apporté en Italie, avec l'idée première des institutions d'épargne, cette conception très large de la liberté d'emploi et de l'autonomie des caisses. La Caisse de Vienne avait dû sa naissance à l'initiative désintéressée d'un groupe de philanthropes qui désiraient, par la fondation de cette nouvelle institution, créer un organisme capable de rendre de réels services à leur cité.

Les premières caisses d'épargne italiennes devaient, nous l'avons vu, se trouver en face d'une situation politique et économique particulièrement troublée. L'Italie se trouvait étrangement divisée : la Lombardie, la Vénétie restaient soumises à l'autorité de l'Autriche et à tous les inconvénients d'une administration tracassière et autoritaire ; le Piémont se trouvait rattaché à la Savoie ; la Toscane, placée d'une façon indirecte sous l'influence de la Maison d'Autriche. La situation économique des provinces n'était pas meilleure : l'agriculture souffrait de tous les excès du latifondisme et, en même temps, d'un morcellement trop accentué de la petite propriété ; le commerce était gêné par la situation politique ; l'industrie n'existait qu'à l'état d'embryon.

Ces circonstances défavorables devaient jouer sur les caisses le rôle d'un stimulant. Dans cette absence d'unité de l'Italie, les caisses allaient puiser une indépendance nouvelle. Créées libres, elles ne devaient pas trouver devant elles un Etat puissant qui aurait intérêt à se réserver cette source si féconde de l'épargne ; elles pouvaient profiter de tous ces flottements dans la situation politique de leurs provinces pour élargir librement leur action et augmenter l'importance de leur fonction sociale. Le morcellement politique de l'Italie, l'absence d'une unité réelle contribuaient à favoriser dans ces régions le maintien de l'ancienne vie locale ; l'activité intellectuelle, sociale, économique continuait à se développer autour d'un cer-

tain nombre de centres moyens et les caisses qui s'étaient constituées dans ces divers centres pouvaient trouver dans cette survivance de ces groupements locaux un appui favorable à un développement des modes d'emploi décentralisés de l'épargne.

La situation économique de l'Italie au début du siècle dernier était très précaire : l'absence presque absolue de capitaux, les difficultés que rencontraient la constitution et le fonctionnement du crédit dans ce pays pauvre et troublé rendaient les progrès de l'agriculture et du commerce très difficiles, souvent impossibles. Les classes agricoles, devant les difficultés auxquelles elles se heurtaient quand elles désiraient se procurer des capitaux, renonçaient à toute amélioration, ne modifiaient pas leur mode d'exploitation et continuaient à appliquer à la culture du sol des méthodes surannées. Si les agriculteurs essayaient de se procurer un crédit nécessaire, ils se heurtaient à l'usure, qui exigeait d'eux des taux de 100 ou 150 0/0, trop souvent. Ce manque général de capitaux liquides, ce besoin toujours plus accentué de crédit contribuèrent à orienter encore plus nettement les caisses vers un emploi libéral et régional de leurs fonds. Leurs administrateurs comprirent la nécessité de faire participer les capitaux des déposants au relèvement des conditions d'exploitation des propriétés foncières.

L'organisation du crédit agricole et foncier s'imposait et répondait à un besoin évident. Mais quels moyens se présentaient-ils aux caisses d'épargne pour parvenir à la réalisation pratique et effective de ce crédit ? Elles ne pouvaient pas se dispenser d'avoir recours à des intermédiaires ni se livrer elles-mêmes à des opérations de crédit agricole, sans abandonner le caractère particulier que leur avaient donné leurs premiers fondateurs ; elles seraient devenues de véritables banques populaires ou

agricoles et n'auraient plus présenté aux déposants les mêmes garanties.

Mais les caisses d'épargne italiennes devaient se trouver merveilleusement secondées par l'aptitude remarquable des populations italiennes pour l'association. Ce goût très prononcé pour le groupement, pour l'association sous toutes ses formes est un des traits les plus caractéristiques de la mentalité italienne ; il a contribué, plus puissamment que toutes les lois protectrices, au développement et à la prospérité économiques de nos voisins. La fertilité de cette tendance se manifeste dans les formes les plus variées qu'a su prendre en Italie ce besoin de groupement.

Toutes les manifestations de ce penchant vers l'association ont rencontré en Italie un terrain préparé et favorable à leur développement. Les classes moyennes de la population, qui, en France, témoignent une certaine méfiance pour l'association, ont compris les avantages que pouvait présenter l'organisation de groupements et n'ont pas reculé devant les responsabilités qu'entraînent toutes les formes de l'action collective. Les diverses formes de l'association, ou même de la société, caisses agraires, coopératives de consommation ou de production, banques populaires, groupements de propriétaires pour l'irrigation ou le dessèchement de terrains, sociétés par actions, ont été particulièrement fécondes dans leurs résultats et ont constitué une des causes les plus actives de la résurrection économique et sociale de l'Italie.

Les caisses ont trouvé dans les associations ces intermédiaires précieux qui pouvaient seuls leur rendre possible et inoffensif l'exercice du crédit agricole. Le principe de la solidarité neutralisait les dangers que pouvaient présenter des prêts qui ne reposaient pas sur une constitution d'hypothèque et donnait aux caisses cette

sécurité presque absolue qu'exigeait la nature spéciale des capitaux dont elles étaient dépositaires.

Sans les caisses rurales Wollembourg, sans les caisses agraires et les comices agricoles, les établissements d'épargne italiens se seraient heurtés à des difficultés presque insurmontables et n'auraient pas pu réaliser sans danger l'organisation du crédit agricole et son fonctionnement normal. Sans l'appui précieux de ce goût pour l'association, les caisses d'épargne italiennes auraient vu une grande partie de leurs efforts stérilisés et n'auraient pas pu devenir, selon le mot de M. Luzzatti, les « sources nourricières du crédit agricole ».

Quand on examine l'activité des divers groupements économiques italiens : caisses d'épargne, banques populaires, caisses rurales ou agraires, on est surpris de constater la parfaite harmonie qui paraît régner dans leurs rapports réciproques. Ces différents groupements ne paraissent pas avoir de la concurrence une conception tout à fait semblable à la nôtre ; ils ne paraissent pas penser que le développement de certains d'entre eux soit une menace pour la prospérité des autres. Leurs intérêts ne leur semblent point opposés, mais, au contraire, parallèles et étroitement solidaires. Cette tendance qui porte les énergies collectives à se grouper harmonieusement, à concourir vers un but unique, le développement des forces économiques de la nation, a permis aux caisses d'épargne de trouver un appui et un facteur de prospérité auprès de groupements économiques qui, dans d'autres pays, les ont considérées comme des rivales dangereuses.

Nous ne croyons pas qu'il y ait de pays qui nous offre une démonstration plus impressionnante de cette grande loi de solidarité qui s'impose aux groupements économiques et qui fait que la prospérité des uns est pour les autres une cause de progrès et de richesse.

La cause libérale en Italie, comme le principe étatiste en France, a trouvé son meilleur défenseur dans le caractère particulier de la mentalité nationale. Lorsque l'Unité italienne s'est manifestée et s'est affirmée très puissamment, lorsque l'Italie est devenue une nation centralisée, le principe libéral n'a souffert aucun empiètement ; il s'accordait trop bien avec le génie de la nation pour que son maintien ne s'imposât pas comme une nécessité nationale.

CONCLUSION

Le principe étatiste de l'adduction forcée des fonds des caisses d'épargne a été appliqué en France dans toute sa rigueur. L'ordonnance de 1829, qui l'a proclamé pour la première fois, a trouvé sa confirmation dans les lois de 1835, de 1837 et de 1895. Parmi les prévisions des adversaires du régime étatiste, à la veille de la loi de 1895, la plupart se trouvent confirmées ; quelques-unes étaient trop pessimistes. Nous ne pensons pas que le régime de nos caisses puisse jamais mettre le pays en face d'une catastrophe ; nous croyons que le crédit de l'Etat est une garantie suffisante pour que nos déposants n'aient pas à craindre de voir leurs capitaux compromis définitivement ; nous croyons notre système étatiste plus nuisible que dangereux. Le principe d'adduction est nuisible parce qu'il peut entraîner des crises violentes et ébranler le crédit de l'Etat momentanément ; il est nuisible parce qu'il est un facteur d'anémie pour nos caisses privées, une cause de dépression pour l'épargne française. Les capitaux formés par l'épargne, qui pourraient contribuer puissamment au développement économique des diverses régions du pays, sont drainés par l'Etat et viennent augmenter la dette nationale.

En Italie, au contraire, l'idée libérale s'est affirmée comme un principe de vie économique toujours plus

active et plus large. Elle a permis aux caisses de ne pas limiter étroitement leur activité à l'organisation d'un service d'épargne. Les caisses ont pu profiter de l'influence que leur donne leur caractère d'établissements d'épargne pour élargir leur rôle et pour devenir de véritables écoles d'économie sociale ; elles ont organisé le crédit agricole, ont rendu son fonctionnement possible et fécond ; elles ont, sous les formes les plus variées, contribué au développement industriel et commercial de leur province, et par leurs libéralités ont favorisé la création ou le développement de très nombreuses œuvres de bienfaisance ou d'utilité sociale.

L'exemple de l'Italie est pour nous un enseignement : les conditions économiques de notre pays sont voisines de celles de l'Italie ; la France et l'Italie sont des nations industrielles, mais surtout agricoles ; elles appartiennent à la même race latine et jouissent des mêmes libertés politiques. Il n'est pas possible, pour écarter sans examen un changement de notre législation, d'affirmer qu'il existe entre les deux pays des différences radicales.

Notre pays pourrait trouver dans une modification de notre mode d'emploi des fonds des déposants un puissant stimulant pour le développement de ses conditions économiques et de son économie sociale. Nous souhaiterions que le législateur accordât à nos caisses la libre disposition d'une partie, du quart ou du tiers de leurs dépôts. Nous croyons que lentement, car les changements de ce genre sont très lents, cette disposition libérale de la loi recevrait un accueil favorable et des applications fréquentes.

Mais, comme dit M. Leroy-Beaulieu, « il faut en tout tenir compte de ce facteur social qui se compose des habitudes de la population et des antécédents d'une institution ». Nous n'espérons pas assister immédiatement en

France au développement rapide et fécond de l'idée libérale. Modifier une disposition législative est relativement aisé; transformer les habitudes et les goûts d'un peuple est beaucoup plus difficile. Le libre emploi ne rencontrera pas en France ce terrain si bien préparé que lui a offert l'Italie. Il trouvera, pour l'arrêter dans son essor, la nature un peu craintive et profondément individualiste de nos déposants, la tradition séculaire de nos établissements d'épargne et notre tendance vers la centralisation, vers la suppression de toute vie locale, de toute activité régionale, indépendante et autonome.

Mais, si nous devons renoncer à des espoirs trop vastes, nous ne devons point hésiter pourtant devant une modification de notre régime français. L'évolution de la mentalité économique d'un peuple peut être lente, mais elle n'est point impossible; cette liberté que la loi accordera aux caisses privées trouvera dans certains de nos établissements d'épargne des administrateurs qui sauront lui faire porter des fruits et démontrer aux administrateurs des autres caisses que ce principe libéral n'est point pour les caisses un danger, mais, au contraire, la condition nécessaire de tout progrès véritable.

CHAPITRE ANNEXE

ÉTUDE DU RÉGIME ANGLAIS DES CAISSES D'ÉPARGNE : RÉGIMES ALLEMAND, AUTRICHIEN, BELGE, ETC.

Dans ce chapitre annexe, nous résumerons très rapidement le régime des caisses anglaises, qui a servi si souvent d'argument aux défenseurs de notre système étatiste. La conception anglaise du principe d'adduction est trop différente de la nôtre pour qu'il soit possible de la faire servir à la défense de notre régime d'emploi.

Nous avons fait suivre cette étude d'une très brève esquisse des autres systèmes appliqués aux caisses d'épargne par l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, le Danemark, etc.

A) *Pays à régime d'adduction forcée.*

L'Angleterre.

Dans les dernières années du XVIII^e siècle, en 1797, Jérémie Bentham fondait en Angleterre sa « Frugality Bank ». Pendant les années qui suivirent, d'autres créations d'établissements du même genre se succédèrent rapidement. Dès 1810, les villes de Londres, de Liverpool, de Bristol, de Woolich, de Southampton étaient dotées de caisses d'épargne. En 1817, une loi organique (1) régle-

(1) Loi du 11 juillet 1817. L. 57, George III, ch. 105.

mentait leur administration. Les caisses conservaient une grande liberté dans l'emploi des dépôts qui leur étaient remis. Elles pouvaient, comme précédemment, disposer librement de ces fonds et en faire l'usage qui leur paraissait le plus avantageux. Pourtant, quand le montant d'un dépôt dépassait 50 livres (1.250 fr.), la loi les mettait dans l'obligation d'en verser le montant à la caisse de la Banque d'Angleterre, pour être porté au compte des commissaires pour l'amortissement de la dette nationale (*Commissioners for the Reduction of the National Debt.*)

A la suite d'incidents, parfois même de faillites, causés par l'imprudence ou par l'incapacité de certains administrateurs, le Parlement décidait de réduire la liberté des caisses. La loi du 28 juillet 1863 (1) ordonnait que tous les fonds recueillis par les caisses, sans conditions de montant, seraient versés par elles aux mains des commissaires pour l'amortissement de la dette nationale.

Pourtant, malgré les mesures restrictives de la liberté d'emploi édictées par la loi de 1863, le champ d'activité des caisses anglaises reste plus large que celui de nos caisses françaises : les déposants conservent le droit de se faire ouvrir des comptes séparés, dans lesquels leurs dépôts sont acceptés pour être employés, dans les conditions fixées par la caisse, en « *sécurités* » de Grande-Bretagne, d'Irlande, en bonds ou bills de l'Échiquier, en hypothèques sur des propriétés foncières, en valeurs de comtés ou de villes.

Les caisses acceptent des dépôts de ce genre pour 50 livres ou davantage. La loi du 3 juillet 1891 a respecté cette catégorie de dépôts et s'est contentée de fixer certaines règles de comptabilité de façon à créer une division plus nette entre ces dépôts spéciaux, qui ne jouis-

(1) L. 27. Vict. ch. 87.

sent pas de la garantie de l'Etat, et les dépôts ordinaires qui en bénéficient.

Mais, si le système anglais et le système français paraissent, à première vue, assez semblables en droit, le résultat auquel a conduit l'application de ces principes est bien différent. Pendant que la France augmentait sans cesse une dette très lourde, l'Angleterre, par le système du « Sinking Fund », du « New Sinking Fund » et « des terminable annuities », parvenait à la réduire dans des proportions considérables. En 1863, M. Gladstone entreprenait de convertir en annuités à l'échéance de 1885 les consolidés des caisses d'épargne (1) et quarante-huit millions de livres étaient ainsi amortis. En 1884, une autre loi, due à l'inspiration du même homme d'Etat, décidait l'amortissement d'un capital de trois milliards, représentant les emplois des caisses, dans une période de vingt ans (2).

Cependant, l'Angleterre a su ne pas imposer d'une façon exclusive ce système étatiste à ses colonies. Dans les anciennes provinces du Canada français, elle a laissé à la Caisse d'Economie de Québec, à la Montreal City and District Bank une liberté complète dans l'emploi de leurs fonds.

Le principe de l'adduction absolue nous paraît aussi critiquable en Angleterre qu'en France, mais la faute nous paraît moins grande, la responsabilité moins lourde, moins effrayante, quand, comme en Angleterre, nous voyons un gouvernement essayer de tous ses efforts de réduire une dette trop considérable. En temps de crise, il pourrait être difficile au gouvernement anglais de répon-

(1) 54 et 55, Victoria. Chap. 21.

(2) *Nouveau dictionnaire d'économie politique*, publié sous la direction de Léon Say.

dre à toutes les demandes de remboursements, mais la situation favorable de ses finances, les conditions heureuses du marché pour l'émission de consolidés nouveaux atténueraient grandement ces inconvénients et lui permettraient de surmonter, sans trop de peine, les difficultés d'une pareille situation.

B) Pays à régime de liberté dans l'emploi des fonds.

Dans la plupart des législations étrangères sur les caisses d'épargne, le principe qui domine est celui de la liberté d'emploi. Beaucoup de ces législations ont jugé prudent de fixer quelques conditions de contrôle, pour éviter aux administrateurs ou aux directeurs des caisses des erreurs ou des imprudences dont les conséquences pourraient être très graves.

Les caisses allemandes se servent de leurs fonds pour consentir des prêts aux provinces, aux villes ou aux communes; elles prêtent des fonds sur hypothèque, elles escomptent des lettres de change, font des avances sur marchandises mises en warrants (1).

(1) L'article 24 des Statuts de la Caisse de Brème indique les emplois suivants :

Art. 24. — Le placement des capitaux de la Caisse a lieu suivant les prescriptions du règlement intérieur :

1^o En titres de rente émis avec validité légale par l'empire d'Allemagne ou l'un des Etats confédérés d'Allemagne ;

2^o En obligations et actions dont le paiement des intérêts est garanti d'une manière légale et durable par l'empire d'Allemagne ou l'un des Etats confédérés ;

3^o En titres de dettes des corps constitués communaux allemands (provinces, cercles, villes, communes, etc.) ;

4^o En prêts à des corps constitués communaux allemands ou à d'au-

Certaines d'entre elles accordent sur leurs bonis des primes à certaines catégories d'artisans. La Caisse de Cologne donne des primes de ce genre aux ouvriers des fabriques et aux mineurs, aux domestiques dont les dépôts ne dépassent pas le maximum de 300 marks.

La Caisse d'épargne de Breslau a, depuis sa fondation, consacré plus de 4.000.000 de marks en œuvres d'intérêt public. Dans la liste des établissements qui ont profité de cette générosité, nous relevons des hôpitaux, des écoles des caisses de retraites, des confréries hospitalières, etc...

La Caisse de Brême fait don de 237.000 marks, en 1891, au musée municipal; en 1893, elle donne 60.000 marks à l'Association « Volksheim » pour construire sous le nom de la « Maison du Peuple » un bel immeuble qui offre aux classes ouvrières des salles confortables, un jardin, un cabinet de lecture, des bains. Depuis sa fondation, elle a consacré à des œuvres de bien-

tres corporations publiques, en particulier pour le développement des intérêts généraux de l'agriculture;

5° En prêts contre constitution d'hypothèques, ou dettes territoriales sur des propriétés situées dans l'Etat de Brême ou un autre état confédéré allemand, en se conformant aux règles existant dans l'état dont il s'agit touchant les placements opérés pour compte de mineurs ou incapables;

6° Par des achats de lettres de change, aussi bien que de bons du Trésor émis par l'Empire d'Allemagne ou un Etat confédéré allemand, et de reconnaissances délivrées par l'administration des Douanes allemandes pour des remboursements de droits sur les sucres exportés;

7° Par des avances sur des marchandises mises en warrants.

Art. 25. — L'acquisition des immeubles pour le compte de la Caisse est limitée aux locaux nécessaires pour ses opérations ou à l'habitation de ses employés, et temporairement aux achats pour couvrir des créances sur titres qui se trouveraient en péril.

Statuts de la Caisse de Brême : *La réforme des Caisses d'épargne françaises*, 2^e partie, par Eugène Rostand.

faisance ou d'utilité sociale un capital d'environ 3 millions (1).

En Autriche, le principe qui domine est aussi celui de la liberté. Le gouvernement par le décret du 9 février 1837 a étendu les facilités pour le placement des fonds des déposants.

Chaque caisse détermine le mode d'emploi qui lui paraît le plus profitable et le plus sûr.

D'une façon générale, les caisses autrichiennes consacrent leurs dépôts à l'achat de valeurs mobilières, à des prêts sur hypothèques à des particuliers ou à des sociétés, à l'escompte de lettres de change portant trois bonnes signatures, à des avances sur gage ou sur titres et, dans une mesure très limitée, sur le crédit personnel (2).

(1) Claussen. *La Caisse d'épargne de Brême*.

(2) Statuts de la Caisse d'épargne de Vienne. Art. 17 (ainsi qu'il a été modifié par le vote de l'assemblée générale du 11 mai 1888).

La Caisse est autorisée à employer ses propres capitaux et ceux des déposants en :

1^o Avances sur biens fonciers, avec sûreté pupillaire, aux établissements d'utilité publique reposant sur le principe de la mutualité, aux communes, si elles sont autorisées à contracter un emprunt ;

2^o Avances à terme fixe ou remboursables après préavis sur titres cotés à la Bourse de Vienne entièrement libérés et reconnus bons par l'assemblée plénière de la direction, et nommément sur rentes de l'Etat et autres valeurs similaires, sur cédules des dettes départementales, communales, sur actions et obligations de priorité des banques indigènes, des entreprises de transport et industrielles, sur effets à lots particuliers garantis par hypothèques et émis avec l'approbation de l'autorité ;

3^o Escompte de :

a) Coupons d'intérêts ;

b) Titres de l'Etat et des entreprises indigènes déjà désignées comme acceptables à la Caisse d'épargne ;

c) Lettres de change payables à Vienne, avec deux bonnes signa-

La plus importante des caisses autrichiennes, la Caisse de Vienne, fondée en 1819 par une association de philanthropes, n'a jamais oublié l'esprit qui animait ses premiers administrateurs ; elle a continué à répandre sur le pays les preuves de son activité bienfaisante en consacrant une grande part de ses bonis à soutenir des établissements de bienfaisance (1).

En Hollande, en Suisse, en Suède, en Norvège, nous rencontrons l'application des mêmes principes libéraux féconds en heureux résultats.

En Danemark, la Caisse de Copenhague consacre chaque année une grande part de ses bonis à des dons à divers établissements de charité. La liste des œuvres de bienfaisance ou d'utilité publique qui ont dû une partie de leur prospérité à l'aide désintéressée que la Caisse d'épargne leur a prêtée serait trop longue. Nous n'en citerons que quelques unes pour montrer à quel point l'activité bienfaisante de la Caisse a su s'exercer dans tous les domaines.

Œuvre pour la nourriture des pauvres à Osterbro.

Œuvre d'éducation d'enfants.

Œuvre de la Princesse Louise (école de servantes.)

Œuvre pour la protection des jeunes femmes.

tures, dont une au moins doit être enregistrée au greffe du tribunal de commerce :

a) Lettres de change domiciliées à Vienne ou sur des places bancaables, portant trois bonnes signatures, dont une enregistrée au greffe du tribunal de commerce.

4° Achats de rente autrichienne et valeurs similaires, d'actions de la Banque austro-hongroise et d'obligations hypothécaires cotées à la Bourse de Vienne :

Statuts de la Caisse de Vienne *La Réforme des Caisses d'épargne françaises*, 2^e partie, Eugène Rostand.

(1) *Journal des Caisses d'Epargne Autrichiennes*.

Œuvre des prisons.

Fourneaux économiques de Norrebros.

Société des gardes-malades.

Bourses de voyage d'ouvriers à l'étranger.

Croix-Rouge.

Société pour les aveugles.

Polyclinique, etc.

En Belgique, la situation est un peu différente. Les crises de 1830, 1838, 1848, entraînèrent la faillite ou la désorganisation de nombreuses caisses (1).

La Caisse générale d'épargne et de retraite est une véritable institution d'Etat, mais son organisation n'a nullement le caractère étatiste que l'on s'attendrait à trouver dans un établissement de ce genre.

La loi divise les placements en deux catégories distinctes :

1^o Les placements définitifs, ce sont ceux qui sont effectués pour une durée indéterminée.

Les fonds reçus des déposants sont versés par la Banque nationale, qui les centralise, dans les caisses de l'Etat, à Bruxelles.

Le placement des fonds a lieu sur les ordres du directeur général de la Caisse d'épargne, d'après les décisions du conseil d'administration; ils sont faits en fonds publics, en obligations de provinces ou de villes belges,

(1) Les caisses d'épargne se fondent en Belgique à une époque particulièrement troublée; en 1825, apparaissait celle de Tournai, en 1826, celles de Gand, de Bruxelles, en 1828, celles de Malines et de Nivelles. La crise de 1830 atteignit sérieusement les fonds d'Etat; les caisses, qui avaient placé une grande partie de leurs dépôts en rente, se trouvèrent dans l'impossibilité de rembourser les déposants; seules, les Caisses de Nivelles, de Malines et de Tournai parvinrent à surmonter les crises successives de 1830, 1838, 1848.

en cédules ou en prêts hypothécaires, en obligations de sociétés belges qui ont fait face à leurs engagements depuis cinq ans.

2° Les placements provisoires ; ils sont faits à court terme. Les fonds sont employés par la Banque nationale d'après les indications du directeur général de la Caisse d'épargne, exécutant les décisions du conseil d'administration.

1. Avances sur effets de commerce.
2. Avances sur warrants.
3. Escompte de lettres de change.
4. Avances sur fonds publics belges ou étrangers.
5. Avances sur actions ou obligations de sociétés belges.

Les lois du 15 avril 1884 et du 9 août 1889 ont encore étendu ce domaine, déjà assez vaste pourtant, en autorisant la Caisse générale d'épargne et de retraite à consentir des prêts agricoles et des prêts pour la construction de maisons ouvrières salubres et à bon marché.

La Caisse générale d'épargne et de retraite, qui a su sacrifier aux principes de l'école libérale, a trouvé dans cette conception large et éclairée de l'emploi des fonds des déposants le succès et une prospérité croissante. Malgré sa nature d'établissement officiel, elle n'a pas recueilli tous ces capitaux pour les faire servir à absorber les nouvelles émissions de rentes nationales. Tout au contraire, parmi les caisses d'épargne indépendantes, beaucoup ont continué, selon leurs anciens errements, à consacrer les fonds qui leurs étaient confiés à des achats de fonds de l'Etat belge : elles ont ressenti bien souvent les crises financières d'une façon beaucoup plus immédiate et elles n'ont, en général, jamais pu parvenir à une prospérité réelle.

Vu : Le Doyen,
Ch LYON-CAEN.

Vu : Le Président de la Thèse,
Ch. GIDE.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris.
L. LIARD.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	1

PREMIÈRE PARTIE

Le rôle social des Caisses d'épargne privées en France

CHAPITRE PREMIER. — <i>Le régime français des Caisses d'épargne</i>	3
---	---

a) Historique ; *b)* Emploi des fonds des déposants : législation et statistique ; *c)* Emploi de la fortune personnelle des caisses : législation et statistique.

CHAPITRE II. — <i>La Caisse d'épargne de Lyon</i>	15
---	----

a) Son activité dans la construction des habitations salubres à bon marché : diverses formes de participation ; *b)* Appui accordé au crédit agricole, au département, à l'Université, etc. ; *c)* Tableau statistique de l'emploi de la fortune personnelle de la Caisse.

CHAPITRE III. — <i>La Caisse d'épargne de Marseille</i>	20
---	----

a) Sa participation dans la construction des habitations salubres à bon marché : diverses formes de participation ; *b)* Concours de la Caisse au crédit agricole ; *c)* Encouragements à l'épargne.

CHAPITRE IV. — *La Caisse d'épargne de Paris*..... 30

a) Participation de la Caisse de Paris à la construction d'habitations salubres à bon marché ; *b)* Tableau statistique des prêts consentis par la Caisse de Paris ; *c)* L'activité des autres caisses françaises.

CHAPITRE V. — *Etude critique du régime étatisé français*. 37

a) Ses avantages : le crédit de l'Etat ; la conception anglaise du régime des caisses d'épargne ; l'amortissement ; *b)* Ses inconvénients pour les déposants : la question de l'exigibilité ; la question de la sécurité ; le taux de l'intérêt ; *c)* Ses inconvénients pour les caisses : dépression de l'épargne ; les bénéfices et la fortune personnelle des caisses françaises ; *d)* Ses inconvénients pour l'économie nationale : absorption totale de l'épargne par l'Etat ; ce que pourrait être le rôle des caisses en France ; *e)* Ses inconvénients pour l'Etat : cours des fonds d'Etat faussé ; responsabilité de l'Etat en temps de crise ; influence du principe sur la dette nationale.

CHAPITRE VI. — *Etude critique des causes qui ont contribué au maintien et au développement du système étatisé en France*..... 54

a) La tradition ; la conception des fondateurs des premières caisses françaises ; *b)* La centralisation politique, administrative. La concentration économique ; *c)* Les administrateurs : leur prudence timide ; *d)* Les déposants : leur préférence pour la garantie de l'Etat : leur caractère individualiste.

DEUXIÈME PARTIE

Le rôle social des Caisses d'épargne italiennes.CHAPITRE PREMIER. — *Les Caisses d'épargne italiennes. Développement et administration*..... 69

a) L'idée de liberté d'emploi ; *b)* Création des premières caisses ; *c)* Situation économique de l'Italie ;

d) Développement rapide des caisses; *e)* Législation : loi de 1888; *f)* Administration : conditions fixées par la loi pour la création, la gestion et la dissolution.

CHAPITRE II. — *Les Caisses italiennes (suite). Etude critique de leur rôle social* 84

a) Emploi en titres de l'Etat, en titres garantis par l'Etat, en valeurs diverses; *b)* Organisation du crédit agricole; situation économique de l'agriculture italienne; *c)* Caisses agraires, caisses rurales; *d)* Prêts à la production; *e)* Concours aux œuvres de bienfaisance et d'utilité publique.

CHAPITRE III. — *La Caisse des provinces Lombardes ou de Milan* 101

a) Création de la Caisse; *b)* Administration; *c)* Formes des livrets; *d)* Emploi des fonds; *e)* Concours prêté par la Caisse à l'agriculture; *f)* Le Crédit foncier; *g)* Concours prêté aux œuvres de bienfaisance, aux œuvres d'utilité publique.

CHAPITRE IV. — *La Caisse de Plaisance* 109

a) Création de la Caisse; *b)* Administration; *c)* Formes des livrets; *d)* Emploi des fonds : titres, prêts hypothécaires, chirographaires, escompte, prêts d'honneur; *e)* Crédit agricole; *f)* Concours à des œuvres de bienfaisance ou d'utilité publique.

CHAPITRE V. — *La Caisse de Vérone* 124

a) Création de la Caisse; *b)* Modifications dans les statuts et dans l'administration de la Caisse; *c)* Formes des livrets; *d)* Emploi des fonds : titres, prêts chirographaires, hypothécaires, escompte; *e)* Crédit foncier; *f)* Concours aux œuvres de bienfaisance et d'utilité publique.

CHAPITRE VI. — *La Caisse de Bologne* 140

a) Création de la Caisse; *b)* Administration; *c)* Formes des livrets : livrets contre le chômage, livrets pour la vieillesse, etc.; *d)* Emploi des fonds : titres, prêts

hypothécaires et chirographaires ; *e*) Concours prêté à la construction d'immeubles salubres ; *f*) Concours prêté au crédit agricole ; *g*) Le Crédit agricole ; *h*) Le Crédit foncier ; *i*) Concours aux établissements de bienfaisance et d'utilité publique.

CHAPITRE VII. — <i>Etude critique des causes qui ont contribué au maintien et au développement de l'idée libérale en Italie</i>	458
---	-----

a) Origine de l'idée de liberté d'emploi et les premières caisses autrichiennes ; *b*) Survivance de la vie locale en Italie ; *c*) Situation économique de l'Italie au XIX^e siècle : le manque de capitaux ; *d*) Goût des populations italiennes pour l'association ; *e*) Harmonie entre les divers groupements économiques en Italie ; *f*) L'Unité italienne.

CONCLUSION. — <i>Parallèle entre les deux systèmes L'avenir de l'idée libérale en France</i>	465
--	-----

CHAPITRE ANNEXE. — <i>Le système anglais ; l'idée libérale en Allemagne, etc</i>	469
--	-----

